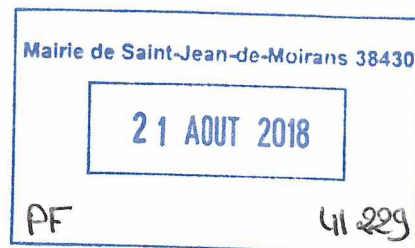


PRÉFET DE L'ISÈRE



Direction Départementale des Territoires

Service Aménagement Sud Est
Pôle Intervention territoriale

Grenoble, le **16 AOUT 2018**

Le préfet
à
Madame le Maire de Saint Jean de Moirans

Objet : Avis de l'État sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de SAINT JEAN DE MOIRANS

P.J. : - rapport DREAL UT 38 du 28 juin 2018 sur le PLU de Saint Jean de Moirans
- Avis de GRTgaz du 25 juin 2018 sur le projet de PLU arrêté de Saint Jean de Moirans

Par délibération en date du 24 avril 2018, le conseil municipal a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint Jean de Moirans. Ce dossier m'a été transmis, pour avis, après son dépôt en préfecture le 24 mai 2018, conformément aux dispositions de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme.

A l'issue de l'analyse qui a été réalisée par les services de l'Etat, je suis amené à formuler les réserves suivantes qui sont détaillées dans le document annexé intitulé « RESERVES de l'ETAT » sur :

- **réserve n° 1** : phasage de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser dans l'espace préférentiel de développement pour rester compatible avec le SCOT de la Grande région grenobloise, **à revoir**
- **réserve n° 2** : justification de l'objectif de modération de la consommation d'espace affiché dans le PADD, **à développer**
- **réserve n° 3** : objectif de production de 25 % de logements sociaux à l'échéance de 2025 (Loi SRU) en faveur de la mixité sociale dans la temporalité du PLU, **à anticiper**
- **réserve n° 4** : traduction des documents risques naturels dans les pièces du PLU, **à compléter**
- **réserve n° 5** : capacité de la STEP et faisabilité de la mise en œuvre des dispositifs de l'assainissement individuel et les modalités de gestion des eaux pluviales, **à justifier**

- **réserve n°6** : règles d'implantation associées à la servitude de canalisation de transport de gaz, à afficher

De plus, il est nécessaire d'apporter les justifications nécessaires et de corriger les incohérences entre les pièces du PLU sur le dimensionnement du projet communal.

Par conséquent j'émet un **avis favorable sur votre projet de Plan Local d'Urbanisme, sous réserve de la prise en compte de toutes les réserves énoncées ci-dessus.**

Je vous propose pour assurer la solidité juridique de votre projet de PLU de le ré-arrêter. Je vous invite par ailleurs à tenir compte des observations sur les différentes pièces du projet de PLU formulées dans le document annexé intitulé « OBSERVATIONS DE L'ETAT », ce qui contribuera à améliorer la qualité de votre document.

En ce qui concerne la procédure, je vous rappelle que, conformément à l'article L.153-19 du code de l'urbanisme, le dossier mis à l'enquête publique est le projet arrêté par le conseil municipal, auquel sont annexés, conformément à l'article R.153-8 du même code, le présent avis et les avis des autres personnes publiques associées et organismes consultés.

J'attire votre attention sur l'obligation pour les collectivités, depuis le premier janvier 2016, de numériser leurs documents d'urbanisme et leurs évolutions ultérieures et de les mettre à disposition sur un site internet (ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique).

Mes services et plus particulièrement la Direction Départementale des Territoires (service aménagement sud-est) restent à votre disposition pour vous aider à prendre en compte mes réserves ainsi que les remarques formulées lors de l'enquête publique.

Le préfet



Pour le Préfet, par délégation
la Secrétaire Générale



Violaine DEMARET

Violaine DEMARET

RESERVES DE L'ETAT

sur le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté de SAINT JEAN DE MOIRANS

La prise en compte des réserves suivantes permet d'assurer la légalité du projet de Plan Local d'Urbanisme par rapport aux éléments du « porter à connaissance », au code de l'urbanisme et aux différents textes législatifs et réglementaires en vigueur.

1°) Compatibilité avec le schéma de cohérence territoriale du 21 décembre 2012 :

a) Espace préférentiel de développement.

Le SCOT précise (partie V, 2.1.2 du DOO) que le développement de l'offre nouvelle de logements doit être localisé en priorité au sein des espaces préférentiels du développement (EPD). Pour les pôles d'appui, au-moins la moitié de l'offre nouvelle en logements doit être localisée au sein des espaces préférentiels du développement.

La localisation prioritaire du développement dans les espaces préférentiels du développement est facilitée par la mise en œuvre d'une stratégie foncière qui peut impliquer des actions de maîtrise foncière publique.

Concernant les secteurs de développement, 5 zones de future urbanisation ont été identifiées, et seule celle du Billoud (OAP n°3) se situe dans l'espace préférentiel de développement identifié par le SCOT de la GREG. Or, l'urbanisation de cette dernière ne se fera que dans le cadre d'une opération d'ensemble soumise à modification ou révision du PLU, donc dans une phase ultérieure de mise en œuvre du PLU.

Par ailleurs, le second secteur de développement également situé dans l'espace préférentiel (zone du centre-bourg), se voit faire l'objet d'un périmètre d'attente de projet (au titre de l'art. L151-41 5°).

Le rapport de présentation (dans la partie 1 chapitre 6) justifie un développement de l'EPD dans lequel 52% (ou 53 % selon les pages) sur les 210 logements sont prévus dans cet espace. Par contre ces 52% intègrent d'une part la zone 2AU du Billoud pour 80 à 100 logements et d'autre part le périmètre d'attente de projet (PAPA) qui "gèle" l'urbanisation pendant 5 ans au maximum.

Ceci implique que le développement attendu au PLU sera réalisé en priorité hors de l'EPD. Pour pouvoir ouvrir la zone 2AU située à l'intérieur de l'EPD il faudra soit une modification du PLU, au titre de l'art. L153-38 du CU, avec une délibération motivée du conseil municipal qui doit justifier de l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones, soit une révision si l'ouverture est prévue au-delà de 9 ans. Ce qui implique obligatoirement une urbanisation des autres zones AU situées hors de l'EPD avant de pouvoir ouvrir cette zone 2AU.

Cette modalité d'urbanisation de la zone 2AU du Billoud semble contraire aux objectifs du SCOT, et semble aller à l'encontre de l'objectif du PADD de préservation du foncier agricole qui est consommé en extension (notamment sur les secteurs « Les Nugues » et « Les Eymins »).

Par ailleurs, l'article R 151-20 du CU précise « Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". (...). Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Pour la zone 2 AU du Billoud, les équipements situés en périphérie immédiate de la zone semble avoir une capacité suffisante pour desservir les futures constructions. En revanche la maîtrise foncière des voiries (Emplacement réservé n°3) et l'accès interne à la zone 2AU sud-est (Emplacement réservé n°16) ne sont pas assurées, comme indiqué dans le rapport de présentation (partie 3, page 6). Ce n'est donc pas la capacité des voiries situées en périphérie immédiate de la zone AU qui justifie de l'inconstructibilité de la zone, mais la maîtrise foncière des équipements de desserte.

Eu égard à ces éléments, un classement de la zone du Billoud en 1AU semble justifié et permettrait d'assurer la compatibilité avec le SCOT de la GREG et l'urbanisation en priorité dans l'EPD.

En conclusion, le projet n'est pas compatible avec le SCOT de la région Grenobloise, le développement de l'offre nouvelle de logements dans l'espace préférentiel de développement ne pouvant être réalisé en priorité. Le PLU nécessite une réflexion nouvelle sur la temporalité de l'ouverture à l'urbanisation des différentes zones d'OAP.

b) Dimensionnement des zones ouvertes à l'urbanisation et besoins en logements

Le dimensionnement des zones ouvertes à l'urbanisation et besoins en logements du projet communal semblent être compatibles avec le SCOT de la GREG approuvé le 21/12/2012, mais il conviendra d'apporter les justifications nécessaires et de corriger les incohérences entre les pièces du PLU.

En effet, votre commune est classée en pôle d'appui dans le SCOT de la GREG. La commune de Saint Jean de Moirans compte 3 449 habitants au 1^{er} janvier 2017 (RP chap 1 p 16).

Concernant les besoins en logements et le dimensionnement des zones ouvertes à l'urbanisation, le SCOT prévoit notamment un objectif pour votre commune de 5,5 logements maximum par an pour 1000 habitants, soit 19 logements maximum par an à produire sur 12 ans. L'objectif de la commune est de 17 logements par an soit 204 logement sur 12 ans (PADD p 12). L'application « théorique » des orientations du SCOT conduit à une consommation de l'espace de **10 ha** et de 15 ha, en intégrant le coefficient de rétention foncière prévu par le SCOT.

Le rapport de présentation (partie 1, p24) affiche un objectif de 204 logements nouveaux pour une population supplémentaire de 470 personnes.

Le rapport de présentation (partie 1, chapitre 6) reprend ces éléments. Toutefois, la justification des **11,95 ha** de surface urbanisable hors rétention foncière est floue et ne correspond pas à l'objectif annoncé dans le PADD (page 12) de **10 ha**. De plus, le coefficient de rétention foncière prévu par le SCOT (Augmentation de 50 % du gisement pour répondre aux besoins des autres activités urbaines comme les services, commerces, équipements, activités économiques compatibles) ne semble pas avoir été mobilisé et ne permet pas d'expliquer les incohérences de chiffres entre les pièces du PLU (PADD, rapport de présentation) et ne sont donc pas justifiés.

2°) objectif de modération de la consommation de l'espace

Le rapport de présentation (dans la partie 1 chapitre 6) analyse la consommation de l'espace au cours des dix années précédentes. La surface totale consommée depuis 2008 est de **13,7 ha** (RP

partie 1 chapitre 6, p 77). Cette analyse de la consommation foncière depuis 2008 ne prend pas en compte l'ensemble de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan, seules les surfaces consommées dédiées à l'habitat semble avoir été comptabilisées.

Le PADD affiche des orientations vertueuses : il affirme la volonté de stopper l'étalement urbain et fixe des objectifs de modération de la consommation d'espaces ambitieux. Il affiche ainsi l'objectif de limitation de la consommation foncière à 10 ha au lieu des 17 ha, soit un objectif de réduction de 40 % de la consommation d'espaces. Mais ces chiffres de consommation foncière ne se retrouvent pas dans le rapport de présentation, et ne permettent pas de justifier l'objectif de modération de 40 % annoncé.

En effet, au vu des éléments du rapport de présentation (Partie 1, chapitre 6, p 85), il apparaît que le PLU prévoit 11,95 ha de zones constructibles (classées U et AU) pour 210 nouveaux logements, ce qui ne correspond pas aux 10 ha annoncés dans le PADD.

Ainsi les pièces du PLU n'apparaissent pas en cohérence avec le PADD. L'objectif de réduction de la consommation d'espaces de 40 % affiché par le PADD et sa justification dans le rapport de présentation ne correspondent pas. L'objectif de modération de 40 % doit donc être justifié de manière plus précise dans le rapport de présentation et notamment dans sa partie 1c « justification des choix ».

En conclusion, pour l'objectif de modération de la consommation d'espace, les chiffres affichés dans le PADD sont insuffisamment justifiés. Il conviendra d'apporter les justifications nécessaires et corriger les incohérences entre les pièces du PLU

3°) Compatibilité avec le programme local de l'habitat

Le PLH (2012-2017) a été approuvé le 18 décembre 2012 et est applicable jusqu'en décembre 2018. Votre commune compte actuellement 3 449 habitants au 1^{er} janvier 2017 et a un parc de 263 logements sociaux pour lequel la tension locative est de 1,9, correspondant à 1 attribution pour 1,9 demandes. Toutefois, à l'échéance de la période du PLU, la commune dépassera le seuil de 3 500 habitants, et se verra concernée par les dispositions de l'article 55 de la Loi SRU, qui impose aux communes d'avoir 25 % de logements sociaux. Le PLU se doit donc d'anticiper cette évolution.

Le SCOT a prévu en matière de construction de logements des règles particulières pour les communes SRU concernées par l'obligation de disposer d'une offre en logement locatif social correspondant à au moins 20 ou 25 % des résidences principales. Pour ces communes, les objectifs de construction de logements peuvent être supérieurs aux objectifs plafonds afin de permettre le rattrapage progressif de l'offre en logement social manquante.

En conséquence, le PLU ne peut se contenter de déclarer dans la partie 3 du rapport de présentation (p59) « La promotion de la mixité sociale est une orientation forte du PADD », sans traiter la mixité sociale en termes d'objectifs et de moyens à mettre en œuvre, et surtout sans que cet objectif soit clairement inscrit dans le PADD.

Le rapport de présentation doit obligatoirement être complété, notamment au regard de la prise en compte du PLH du Pays Voironnais en cours d'élaboration et des obligations qui en découlent. Ce nouveau PLH (2019-2024) devrait être adopté fin 2018. Son programme d'actions fixe pour la commune de Saint Jean de Moirans des objectifs de production de 110 logements neufs pour la durée du PLH, soit 18 logements par an, dont 30 % de logements sociaux, soit 6 LLS/an.

La commune va être bientôt concernée par **l'article 55 de la loi SRU** qui lui impose de disposer de 25 % de logements locatifs sociaux (LLS) dans son parc de résidences principales (RP) à l'échéance 2025.

Le rapport de Présentation ne justifie pas les objectifs de construction, le diagnostic avance les objectifs du SCOT et du PLH en terme de construction nouvelle et de LLS, et indique que la commune pourrait construire 204 logements sur les 12 ans du PLU.

Cependant, le rapport de présentation partie "1c- justification des choix", ne présente pas les objectifs de construction nouvelle de la commune, ni de LLS, et ne les justifie pas.

De plus, dans les OAP les secteurs de production ont été identifiés avec un total de 141 à 206 logements dont 43 à 45 LLS, soit 4 LLS/an. Ces OAP identifient la possibilité de 4LLS/an, alors que le futur PLH en prévoit 6 an pour anticiper l'objectif loi SRU de 25 % de logements locatifs sociaux. Les modalités d'urbanisation de la zone 2AU du Billoud et de certains secteurs en extension ne favorisent pas la traduction de cette objectif de disposer de 25 % de logements locatifs sociaux (LLS) dans son parc de résidences principales (RP) à l'échéance 2025.

Le règlement présente un problème de rédaction concernant la mixité sociale. En effet, le tableau n'est pas compréhensible sur le taux affecté au locatif social et n'est pas explicité dans le rapport de présentation. Comment faut il lire le taux de 30 % de logements sociaux ? 50 % (de 30%) est affecté à la location, soit seulement 15 % de locatif social ?

Le seul outil auquel fait référence le PLU (partie 3 du rapport de présentation, p59) à savoir l'article L.151-15 (50% du programme doit être affecté à des logements abordables) n'est pas formulé de manière à expliciter le règlement (voir ci-dessus).

Le PLU n'affiche pas clairement ses objectifs de production de logements neufs ni ceux de LLS dans la justification du PLU ni dans le PADD. Le PLU manque de clarté et de précision, le rapport de présentation doit développer les justifications de productions, eu égard au PLH 2012-2017 et anticiper le futur PLH pour disposer des 25 % de logements locatifs sociaux (LLS) dans son parc de résidences principales (RP) à l'échéance 2025. Enfin, les règlements écrit et graphique doivent être modifiés pour afficher une règle applicable.

4°) Prise en compte des risques naturels

L'affichage des risques naturels de la commune est issu de :

- directement opposables :
 - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRI) de l'Isère aval approuvé le 29 août 2007,
 - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRI) de la Morge approuvé le 16 juin 2004,
- nécessitant l'utilisation de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme :
 - carte des aléas (version 1) réalisée en juillet 2012 par le RTM ;

Ces documents recensant les différents risques en présence doivent être pris en compte dans les documents d'urbanisme et traduits en contraintes d'aménagement.

Lors du porter à connaissance de l'Etat du 21/09/15, vous a été transmis le « *guide de prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme - version 3.10 du 17 décembre 2009* » qui apporte divers éléments utiles à la traduction des risques dans les PLU.

b) Prise en compte des risques dans le rapport de présentation (pièce 1) :

Le rapport de présentation fait bien état de la présence de risques naturels sur la commune mais ne fait pas toujours bien le lien entre les risques présents et leurs conséquences en matière d'urbanisme, c'est notamment le cas au chapitre 4 de la partie 1c du rapport. Ce point sera davantage développé au niveau des observations sur le règlement. A titre d'exemple, pour la zone UD (lieudit « le Saix »), un paragraphe « risques naturels » dans la partie « Interdiction/limitation » devrait être présent afin de mentionner que cette zone est impactée par le PPRI de la Morge et qu'il convient donc d'appliquer le règlement du PPRI sur les secteurs concernés, à l'instar de ce qui a été fait pour la zone UX. De même pour les zones UC et UB même si elles ne sont impactées qu'à la marge par des zones inconstructibles liées aux risques naturels (PPRIs ou carte d'aléas).

Pour les zones impactées par un(des) PPRI, le PLU doit faire un renvoi vers ce(s) document(s) valant SUP. A titre d'exemples, il est indiqué :

- La zone UX « *est impactée par le PPRI de la Morge et le PPRI Isère Aval dont les prescriptions sont intégrées au règlement* ». Il conviendrait d'écrire : « *Cette zone est impactée par le PPRI de la Morge et le PPRI Isère Aval. Les prescriptions réglementaires liées à ces documents et s'appliquant à cette zone sont annexés au PLU* » ;
- « *Le règlement du PLU intègre les dispositions liés aux aléas naturels et au PPRI* », il conviendrait d'écrire : « *Le règlement du PLU intègre les dispositions liés aux aléas naturels et renvoie aux dispositions réglementaires des PPRI de la Morge et de l'Isère aval* ».

c) Prise en compte des risques dans le PADD (pièce 2) :

Le projet de territoire retenu doit être en accord avec les principes des PPRI présents sur la commune. A l'exception du « *contexte réglementaire* » et d'une phrase en page 8, le PADD ne fait pas mention ni des PPRI, ni des risques naturels hors PPRI.

d) Prise en compte des risques dans le règlement écrit (pièce 4.1)

Le **titre II** relatif aux « *dispositions liées à la carte des aléas* », directement issu du cahier des prescriptions spéciales joint en annexe (pièce 5.4), **devra être complété et modifié** comme suit :

- compléter le **point A** « *Dispositions concernant les fossés, canaux en toutes zones* » en rajoutant les chantournes dont la marge de recul est identique à celle des canaux ;
- le **point C** « *définition du maintien du bâti à l'existant* » doit être supprimé car il contredit le

point D « exceptions aux interdictions générales » ;

- reprendre la formulation **du point D** comme suit :
« - les abris légers, ~~les~~ annexes des bâtiments d'habitation d'une surface inférieure à 20 m², ainsi que les bassins et piscines non couvertes et liées à des habitations existantes. Les bassins et piscines ne sont pas autorisés en zone de glissement de terrain si celle-ci est interdite à la construction. » ;
- ajouter un point relatif à la « **définition du RESI** », notion totalement absente du projet de PLU ;
- **point G** « Correspondances entre aléas et risques naturels (CPS) sur Saint Jean de Moirans » : la traduction réglementaire des aléas doit s'appuyer sur la dernière colonne « risques selon guide DDT 38 » du tableau et non sur la colonne « fiche CPS » afin de correspondre à la traduction réglementaire des aléas telle que jointe au PAC. Quelques erreurs de traduction réglementaire ou incohérence entre tableau et la légende de la carte ont été relevées (cf. tableau annoté ci dessous).

Au **titre III** relatifs aux « règles communes à plusieurs zones », le **point F** « desserte par les réseaux (sauf zone UI – voir chapitre VI) » devra être complété comme suit :

« Eaux Usées - assainissement non collectif – zones UBn, UCn, UDn et UXn :

✓ Les constructions et installations peuvent être autorisées, sous réserve que leurs eaux et matières usées soient dirigées sur des dispositifs autonomes de traitement agréés, et éliminées conformément à la réglementation en vigueur. L'évacuation directe des eaux et matières usées est interdite dans les fossés, cours d'eau et réseaux pluviaux.

En secteur d'aléa faible de glissement de terrain (g1), les constructions ne pourront être autorisées que sous réserve de rejet des eaux usées, pluviales et de drainage soit dans des réseaux les conduisant hors zones de risques de glissement, soit dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux. »

Titre IV à VII (zones U, AU, A et N)

Toutes les **références aux fiches CPS** mentionnées en tête du chapitre « dispositions applicables à la zone » de chacune des zones U à N doivent être **supprimées** et remplacées par la traduction réglementaire telle mentionnée en dernière colonne « risques selon guide DDT 38 » du tableau (cf. tableau annoté ci dessous). Par ailleurs, il serait préférable de faire référence aux niveaux d'aléas (correspondant aux colonnes « aléas » + « intensité ») plutôt qu'aux risques, ce qui permettrait de mieux établir le lien entre la carte des aléas et les zones réglementaires rouge et bleu.

| | ALEAS (20 types différents) | | | | | | RISQUES (zones et fiches) | | | RISQUES selon guide DDT/SPR 38 (pour mémoire) |
|---------------------------|-----------------------------|-----------|------------|-------|-----------|------------|---------------------------|-----------|-----------|---|
| | ALEAS | Intensité | étiquette | ALEAS | Intensité | étiquette | Zonage | Étiquette | Fiche CPS | |
| Zone inondable | I'n | 1 | I'1 I'n1 | I'n | 1 | I'1 I'n1 | 3 | I'1 | Z1 | Bi'1 |
| Zone de remontée de nappe | I'n | 1 | I'n1 | I'n | 1 | I'n1 | 3 | I'n | Z1 | Bi'1 |
| Crue rapide des rivières | C | 3 | C3 | | | | 3 | FI | Z1 | Ri' |
| | | | | | | | 3 | FIn | Z1 | RM |
| Zone inondable | I'n | 2 | I'2 I'n2 | I'n | 2 | I'2 I'n2 | 3 | MI | Z1 | Bi'2 |
| | | | | | | | 3 | MI | Z1 | RM |
| Ruissellement sur versant | V | 3 | V3 | | | | 3 | FV | Z1 | RV |
| Zone d'effondrement | F'n | 3 | F3 I'n1 | | | | 3 | FFI | Z2 | RF, Bi'1 |
| Ruissellement sur versant | V | 2 | V2 | V | 2 | V2 | 3 | MV | Z3 | RV |
| Zone d'effondrement | FG | 3 | F3 G1 | | | | 3 | FGF | Z4 | RG, Bg |
| Glissement de terrain | GP | 3 | G3 P2 | | | | 3 | FGP | Z4 | RG, RP |
| Glissement de terrain | G | 2 | G2 | G | 2 | G2 | 3 | MG | Z4 | RG |
| Zone d'effondrement | FGI'n | 2 | F2 G1 I'n1 | FGI'n | 2 | F2 G1 I'n1 | 3 | MGI* | Z4 | RF, Bg, Bi'1 |
| Glissement de terrain | G | 2 | G2 | G | 2 | G2 | 3 | Mg | Z5 | RG |
| Zone inondable | I'n | 1 | I'1 I'n1 | I'n | 1 | I'1 I'n1 | 1 | I'1 | Z6 | Bi'1 |
| | I' | 1 | I'1 | I' | 1 | I'1 | 1 | I'1 | Z6 | Bi'1 |
| | I'n | 1 | I'n1 | I'n | 1 | I'n1 | 1 | I'n | Z7 | Bi'1 |
| Ruissellement sur versant | V | 1 | V1 | V | 1 | V1 | 1 | Iv | Z8 | Bv |
| | | | | | | | | | | |
| Glissement de terrain | GV | 1 | V1 G1 | GV | 1 | V1 G1 | 1 | Igv | Z9 | Bi'1 Bg |
| | G | 1 | G1 | G | 1 | G1 | 1 | Ig | Z10 | Bg |

Codes aléas isérois (se reporter au cartouche de la carte des aléas)

Codes aléas nationaux :

- Aleas forts
- Aleas moyens
- Aleas faibles

Codes Risques :

- Fort + Moyen*
- Moyen
- Faible

Urbanisme et construction :

- Parcelles non bâties et non constructibles
- Parcelles bâties, Extensions limitées
- Parcelles constructibles sous conditions spéciales

* + Faible pour les zones d'expansion de crues et les zones humides en milieu naturel et agricole

sur la légende de la carte, l'aléa I' correspond aux inondations en pied de versant

A titre d'exemples (liste non exhaustive) :

| Risques | Fiches CPS | Niveaux d'aléas | Correspondance aléas / zonage |
|---------|------------|-----------------|-------------------------------|
| MG | Z4 | G2 | RG |
| Mg | Z5 | G2 | RG |
| fg | Z10 | G1 | Bg |
| FV | Z1 | V3 | RV |
| FGF | Z4 | G3 P2 | RP RG |
| fi | Z6 | I'1 I'n1 | Bi'1 |
| MGI | Z4 | F2 G1 I'1 | RF Bg Bi'1 |
| Igv | Z9 | V1 G1 | Bv Bg |

L'aléa G2 se traduit par une zone rouge inconstructible sauf exceptions.

Tableau type PLU zones U, AU, A et N

Proposition de tableau à adapter/compléter en fonction des aléas en présence sur les zones U, AU, A et N

Tous les aléas impactant une zone doivent être mentionnés en tête de chapitre. De même, pour toutes les zones impactées par les PPRI, un renvoi systématique à l'annexe 5-1 « Servitudes d'utilité publique » du PLU doit être fait en tête des chapitres « dispositions applicables à la zone » de chacune des zones U à N. Certaines zones comportent des oublis (ex. : zone UB présence d'aléas I'n2 (MI / Z1) et G2 (MG / Z4) non répertoriés ; zone UD le PPRI de la Morge n'est mentionné¹, zone UX présence d'aléas G2 (MGI / Z4) et P3G2 (FGP / Z4) non répertoriés, ...).

Pour les interdictions et prescriptions (« limitation de certains usages et affectations des sols »,

¹ Le report de l'enveloppe du PPRI de la Morge comporte des erreurs (cf. document graphique)

« constructions et activités » ; « principes d'adaptation au contexte et au sol » ; « desserte par les réseaux ») liées à la prise en compte des risques², il convient de se référer à l'annexe 2 du guide « PLU et risques » (version 3.10 de décembre 2009) ou aux documents actualisés³⁴ transmis par M. le Préfet de l'Isère courant 2017 et 2018, et non au cahier des prescriptions spéciales (CPS).

De plus, les différents extraits des fiches CPS intégrées au règlement comportent parfois des erreurs et/ou incohérences, à titre d'exemples (*liste non exhaustive*) :

- zone UA :
 - mention d'un risque « MG » (correspondant à l'aléa G2) et d'une fiche CPS « Z3 » alors qu'un risque « MG » devrait correspondre à une fiche CPS « Z4 » ;
 - dans cette zone, il n'y a pas d'aléa G2 mais un aléa V2 correspondant au risque « MV » et à la fiche « Z3 ». A noter que le 1.A.1 suivant fait bien état la fiche « Z3 » et du risque « MV ».
- zone UD :
 - traduction de l'aléa G2 en Mg (zone bleue) alors que la seule traduction possible pour l'aléa G2 est RG (zone rouge).
- zones UBn et UCn : En secteur d'aléa faible de glissement de terrain (g1), les constructions ne pourront être autorisées que sous réserve de rejets des eaux usées, pluviales et de drainage soit dans des réseaux les conduisant hors zones de risques de glissement, soit dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux.
- Zone UC : à l'article III.B. « Desserte par les réseaux », il est indiqué pour la fiche Z7 « Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales de drainage : rejets obligatoirement dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux.
✓ Infiltration dans le sol (eaux usées, eaux pluviales et de drainage) strictement interdite. », alors que la fiche Z7 du CPS n'en fait pas état.

d) Prise en compte des risques dans le règlement graphique (pièce 4.B2 et 4.C2)

Pour faciliter le travail des instructeurs, la lisibilité et la clarté des documents graphiques doit être l'objectif principal. Il ne doit y avoir aucune ambiguïté à la lecture des plans, aucune contradiction entre le plan, la légende, les documents écrits.

PPRI de la Morge et PPRI Isère aval :

Seul le report des enveloppes PPRI de la Morge et PPRI Isère aval est demandé avec en légende un renvoi explicite à ces documents valant SUP.

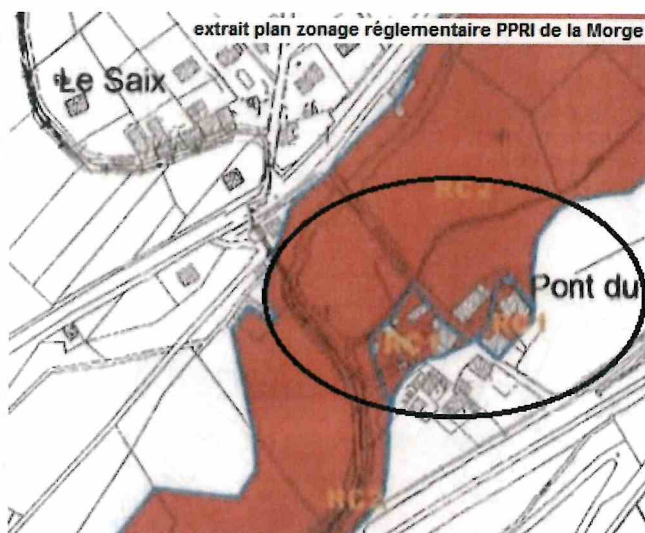
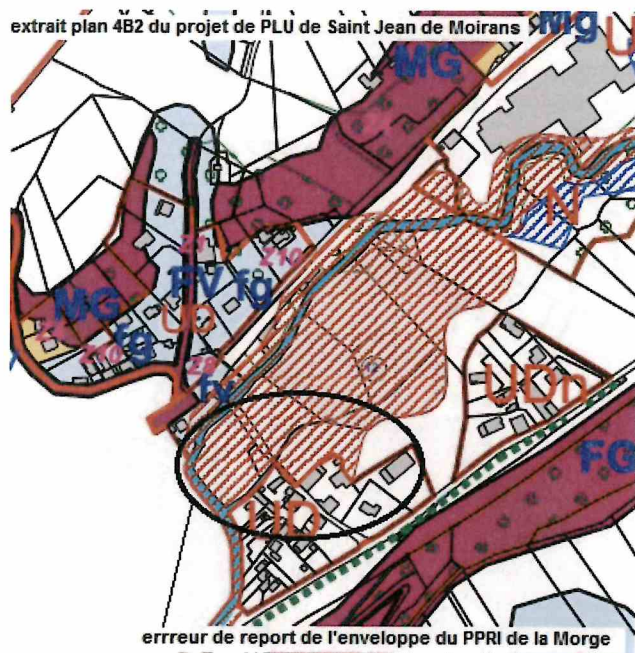
Sur les documents graphiques du projet PLU, en plus des enveloppes des PPRI ont été reportées les couleurs de zonages réglementaire des PPRI ce qui est acceptable à condition que la légende mentionne explicitement un renvoi à chacun des PPRI valant SUP concernés et annexés au PLU.

Il conviendra de vérifier et modifier le report de l'enveloppe du PPRI de la Morge, dans la mesure où une erreur de report a été trouvée (cf. extraits ci-dessous).

2 Prescriptions dites « mesures relatives aux aléas » dans le règlement

3 Depuis l'envoi du PAC, les règles et la traduction réglementaire des aléas a quelque peu évolué, aussi la commune a été destinataire par courrier de M. le préfet :
- le 30/06/2017 du règlement-type (version 1-9-1 du 21 mars 2017)
- le 13/03/2018 de l'actualisation de l'« annexe prise en compte des risques naturels en ADS à partir du zonage de l'aléa (version 3.5 / 17 décembre 2009 »

4 Il ne s'agit pas d'un simple « copier coller », attention aux @ qui constituent des choix



Zonage risques issus de la carte des aléas :

Les plans de zonage réglementaire doivent afficher l'inconstructibilité sauf exceptions (zone rouge) et la constructibilité avec prescriptions (zone bleue) des secteurs exposés à des risques naturels, ce qui n'est pas le cas des documents graphiques du projet PLU.

Il conviendra donc, suite à la mise en cohérence du tableau de correspondance aléa-zonage et le règlement graphique (cf. « règlement écrit »), d'afficher clairement les zones rouges inconstructibles sauf exceptions et les zones bleues constructibles avec prescriptions. Il ne peut y avoir de zones ni rouge, ni bleu telles que le propose le règlement graphique du projet de PLU.

Exemples de traduction réglementaire de l'aléa G2 à revoir (*liste non exhaustive*).

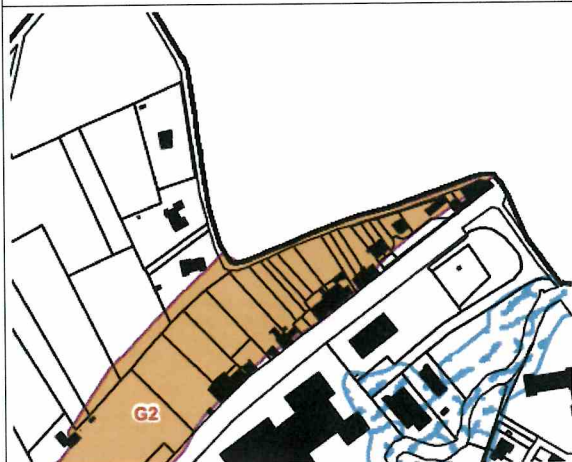
Deux traductions différentes proposées, aux prescriptions très proches exceptions faites des extensions : MG (Z4) - zone rouge - et Mg (Z5) – zone ni rouge ni bleu –

| Carte aléas | Règlement graphique (plan 4B2 et 4C2) |
|-------------|---------------------------------------|
| | |

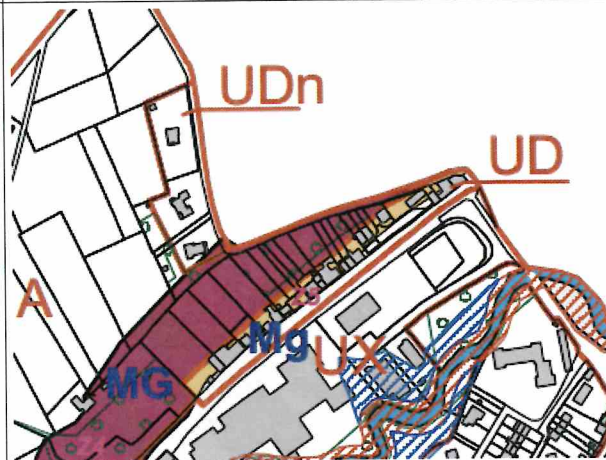
Exemples de traduction réglementaire de l'aléa G2 à revoir (*liste non exhaustive*).

Deux traductions différentes proposées, aux prescriptions très proches exceptions faites des extensions : MG (Z4) - zone rouge - et Mg (Z5) – zone ni rouge ni bleu –

Carte aléas



Règlement graphique (plan 4B2 et 4C2)



Légendes plan 4B2 et 4C2

Carte des aléas

| RISQUES (zones et fiches) | | |
|---------------------------|-----------|-----------|
| Zonage | Etiquette | Fiche CPS |
| 3 | FI | Z 1 |
| 3 | I In | Z 1 |
| 3 | FI | Z 1 |
| 3 | F In | Z 1 |
| 3 | FC | Z 1 |
| 3 | MI | Z 1 |
| 3 | MI | Z 1 |
| 3 | FV | Z 1 |
| 3 | F FI | Z 2 |
| 3 | MV | Z 3 |
| 3 | FGF | Z 4 |
| 3 | FGP | Z 4 |
| 3 | MG | Z 4 |
| 3 | MGF | Z 4 |
| 2 | Mg | Z 5 |
| 1 | Ii | Z 6 |
| 1 | Ii | Z 6 |
| 1 | I In | Z 7 |
| 1 | Iv | Z 8 |
| 1 | Igv | Z 9 |
| 1 | Ig | Z 10 |

Si les couleurs rouge et bleu peuvent être remplacées par d'autres, en revanche il est nécessaire d'indiquer :

- les zones constructibles avec exceptions
- les zones constructibles sous conditions

PPRI de la Morge valant SUP - cf. annexe 5-1

| | |
|--|---|
| | Zone d'interdictions |
| | Zones constructibles sous conditions |
| | Zones de projet possible sous maîtrise collective |

PPRI Isère Aval valant SUP - cf. annexe 5-1

| | |
|--|--------------------------------|
| | constructibles sous conditions |
|--|--------------------------------|

Il n'est pas nécessaire de reporter les couleurs issues des zonages réglementaires, la trame des enveloppes des PPRI est suffisante.

Pièce n° 5 - Annexes :

Pièce 5.1. Servitudes d'utilités publiques

Pour que les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRi) de la Morge et de l'Isère aval soient correctement pris en compte en tant que servitudes d'utilité publiques, il doivent être annexés dans leur totalité au PLU avec des plans sans réduction d'échelle.

Pièce 5.4. Documents informatifs sur les risques

Cette annexe qui comporte notamment une carte d'aléas réalisée par le RTM au 1/5 000 sur fond cadastral (version 1 de juillet 2012 - modifiée le 14 janvier 2013) et une carte d'aléas au 1/10 000 sur fond topographique (version 1 du 31/01/1998 (Alpes Géo Conseil/RTM) - modifiée en janvier 2013), ne comporte pas de note de présentation. En principe, toute carte d'aléas doit être accompagnée d'une note de présentation expliquant les éléments ayant conduit au zonage des aléas tel que représenté sur les cartes pré-citées carte d'aléas. L'absence de cette note peut donc fragiliser le PLU.

Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ainsi les annexes A et B de CPS n'ont pas vocation à figurer dans cette annexe, et ce d'autant plus que le zonage proposé et les règles qui leurs sont associées ne sont pas toujours en adéquation avec la doctrine iséroise en matière de risques naturels bien qu'il soit mentionné « *Le zonage respecte les orientations générales définies par le guide de prise en compte des risques naturels dans les document d'urbanisme (version février 2009), conçu par la DDT/SPR.* », notamment les extensions < 20 m² autorisées au titre du « *maintien du bâti à l'existant* » y compris dans certaines zones rouges, notamment en zone d'aléa G2.

Pour conclure sur la prise en compte les risques naturels présents sur l'ensemble de la commune, le PLU doit être complété et/ou modifié afin d'intégrer les remarques faites dans le présent avis et prendre en compte le "guide de prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme - version 3.10 du 17 décembre 2009" transmis le 21/09/15.

5°) Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales :

Il convient de rappeler que la commune de Saint Jean de Moirans fait partie d'une agglomération d'assainissement de plus de 2 000 Equivalent Habitants. En application de l'article 3 de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines (DERU), cette agglomération doit être équipée d'un système de collecte.

L'assainissement non collectif peut être mis en œuvre lorsque l'installation d'un système de collecte ne se justifie pas :

- soit parce qu'il ne présenterait pas d'intérêt pour l'environnement,
- soit parce que son coût serait excessif.

Un niveau identique de protection de l'environnement doit cependant être assuré.

Il convient de se poser la question du développement de l'urbanisation dans des secteurs définis en assainissement non collectif situés en continuité d'une zone d'assainissement collectif.

a) Assainissement collectif

Les effluents collectés sur la commune de Saint Jean de Moirans sont traités à la station d'épuration d'Aquantis d'une capacité nominale de 65 500 EH qui reçoit aussi les eaux usées des communes de Moirans, St Etienne de Crossey, St Jean de Moirans, St Nicolas de Macherin, Voiron, Voreppe.

En 2016, cette station a traité une charge brute de pollution organique (CBPO) correspondant à 64 915 EH, soit quasiment sa capacité nominale. La valeur de CBPO était de 51 460 EH en 2015 et de 57 921 EH en 2017. Il convient de rappeler que les stations d'épurations doivent être

dimensionnées pour traiter la charge brute de pollution organique. C'est donc cette valeur qui doit être retenue pour estimer la capacité résiduelle de l'ouvrage. En l'occurrence, la station d'épuration d'Aquantis fonctionne à 90 % de sa capacité nominale.

Vous indiquez dans le rapport de présentation (partie 2 : p 119) que le schéma directeur d'assainissement est en cours de mise à jour et qu'il fera l'objet d'une enquête conjointe avec le PLU. Le rapport de présentation doit intégrer néanmoins le diagnostic relatif à l'assainissement collectif (éléments de la CAPV dans le cadre de la mise à jour du schéma directeur d'assainissement) doit évaluer la capacité de la station d'épuration existante à accepter les charges de pollution futures, et éventuellement définir au mieux le délai dans lequel l'ouvrage d'épuration doit être réhabilité. Le cas échéant, la programmation de l'extension de l'urbanisation doit prendre en compte la contrainte liée à la capacité limitée de l'ouvrage d'épuration, et restreindre si nécessaire la dite extension.

b) Assainissement non collectif

Le diagnostic relatif à l'assainissement non collectif est insuffisant. Je rappelle les termes du courrier en date du 30 novembre 2016.

« Le rapport de présentation du document d'urbanisme doit mentionner le nombre d'habitants ou de logements concernés par l'assainissement non collectif, actuellement et dans le futur (...) et reprendre les éléments du zonage d'assainissement qui préconisent et décrivent les filières les mieux adaptées au territoire communal (articles R2224-7 et R2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ainsi, le rapport de présentation doit évaluer l'impact du rejet des installations d'assainissement non collectif existantes et futures sur le milieu récepteur. La mise à jour du schéma directeur d'assainissement et de son zonage est l'occasion de justifier les secteurs en assainissement non collectif et de vérifier l'aptitude des filières.

c) eaux pluviales

La commune a montré une nette volonté de prendre en compte la gestion des eaux pluviales en réalisant l'étude du schéma directeur d'assainissement pluvial et son zonage, mais ces principes n'ont que très partiellement été traduits au sein du document d'urbanisme (PLU).

Pour ce faire il est nécessaire que le bureau d'études ayant réalisé le schéma directeur eaux pluviales (ALP'ETUDES) puisse proposer les prescriptions nécessaires pour répondre aux objectifs de gestion des eaux pluviales. Ces prescriptions devront être transcrites dans le règlement du PLU pour être opposable aux tiers. La seule référence au schéma de gestion des eaux pluviales annexé au PLU ne permet pas de répondre à ce principe.

Pour conclure, le rapport de présentation doit préciser si l'augmentation de population prévue dans le cadre du PLU est compatible avec la capacité résiduelle de l'ouvrage de traitement collectif, doit prévoir la faisabilité de la mise en oeuvre des dispositifs d'assainissement individuel et enfin le règlement doit définir les modalités de gestion des eaux pluviales en fonction des secteurs.

6°) Servitude d'implantation et de passage de la canalisation de transport de gaz

La commune est traversée dans sa partie sud par une canalisation de transport de gaz. Le rapport de la DREAL du 28/06/2018, joint à cet avis, expose les mesures à prendre pour limiter les risques liés à cette canalisation et maîtriser l'urbanisation autour de celle-ci. Les mesures de ce rapport devront être intégrées au PLU.

Un arrêté préfectoral a été pris en mars 2017 pour instituer des servitudes d'utilité publique autour de la canalisation. Une zone de servitude semble reportée sur le document graphique mais sans

légende.

Le gestionnaire de la canalisation, GRTgaz, a émis un avis à propos du PLU. Il est joint à ce document. Dans cet avis, est notamment souligné la nécessité d'indiquer dans les dispositions générales et dans chaque zone concernée par la canalisation, les interdictions et règles d'implantation associées à la servitude d'implantation et de passage. La largeur de la zone non aedificandi et de non sylvandi de la canalisation de gaz devra être indiquée.

A savoir qu'il est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2018 d'informer GRTgaz de toute demande de permis de construire, certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones non aedificandi et de non sylvandi.


Violaine DEMARET

OBSERVATIONS DE L'ETAT

contribuant à la qualité du dossier du projet de Plan Local d'Urbanisme
arrêté de la commune de SAINT JEAN DE MOIRANS

La prise en compte de ces observations permet une amélioration notable de la qualité du dossier (lisibilité, compréhension) et doit permettre de faciliter l'application ultérieure du Plan Local d'Urbanisme.

1°) Recodification du code de l'urbanisme :

L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme a procédé à la recodification de la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme. Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

Votre dossier ayant été rédigé en référence aux articles du code de l'urbanisme dans sa version 2016, il conviendra de s'assurer que tous les articles cités soient bien en référence à la version 2016.

A noter par exemple que p 3, 4, 5 de la partie 1 du rapport de présentation, il est fait référence à la définition des PLU antérieurs au décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme. De même p 9, 24, 61, 76 et 86 du règlement il est fait référence aux articles dans leur version antérieure au 1^{er} janvier 2016.

Je vous invite donc à corriger les articles cités.

2°) Zones Humides Nzh:

Au niveau de la zone N, vous identifiez dans votre rapport de présentation (1c, justification des choix, p52), « La zone humide ne fait pas l'objet de zones spécifique mais apparaît graphiquement au plan de zonage par des hachures ». En revanche la zone humide du Delard est classée en zone Nzh.

Il convient donc de corriger cette incohérence entre le rapport de présentation et le règlement (graphique et écrit).

3°) Orientations d'Aménagement et de Programmation :

a) Risques naturels

Concernant la prise en compte des risques naturels, dans la mesure où les OAP sont impactées par les risques naturels, il serait souhaitable de rappeler que lors de la conception des aménagements, les risques identifiés devront être prise en compte sur ces secteurs.

De manière générale, il est dommage que les enveloppes d'aléas n'aient pas été reportées sur les différentes OAP.

OAP « Les Nugues » (zone AUp) : Prise en compte de la zone d'aléas V3 située en bordure ouest de la zone.

OAP « Les Eymins » (zone 1AU) : Il n'est pas mentionné que deux des bâtiments projetés sont prévus en zone d'aléas faibles V1 et V1G1.

OAP « Le Delard » (zones UB et 1AU), « La Commanderie » (zone UC) et « le Trincon » : Il n'est pas mentionné la présence de zones d'aléa faible G1. A noter, deux des bâtiments R+1 projetés dans l'OAP « Le Delard » sont prévus en zone d'aléa faible G1.

b) L'orientation d'aménagement n°6 du secteur de la COMMANDERIE

La référence à l'obligation d'une « opération d'ensemble » n'est pas légale (p 36 des OAP). Ce secteur est classé en zone urbaine « U », où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, cette mention est donc à supprimer.

Pour l'urbanisation des zones AU (OAP n°1 secteur des NUGUES, OAP n°3 secteur du BILLOUD), impliquant la réalisation de nouveaux équipements publics (obligatoirement sous maîtrise d'ouvrage communale), l'OAP aurait dû fixer l'échéancier prévisionnel de réalisation de ces ouvrages et donc de l'ouverture effective à l'urbanisation.

4°) Protection des monuments historiques

a) Rapport de présentation

Le rapport de présentation propose une analyse paysagère bien détaillée. Les différents enjeux liés à la morphologie du territoire sont pris en compte.

Le périmètre de protection de 500m du Monument Historique a le caractère de servitude d'utilité publique (SUP) d'après l'article L 621-30 du code du patrimoine. Cette servitude est à rajouter dans le rapport de présentation.

Le Monument Historique présent sur la commune est indiqué classé alors qu'il est en réalité inscrit.

Le recensement patrimonial est un réel atout pour préserver le patrimoine bâti et maintenir le caractère identitaire de la commune.

Les enrochements étant décrits dans le rapport de présentation comme une pollution visuelle, il conviendrait de les interdire. Le règlement devrait mettre en œuvre les éléments de diagnostic.

b) OAP

Le secteur de l'OAP « les Eymins » se situe dans le rayon de 500 m du MH. Il faudra donc veiller à l'intégration paysagère et à la qualité architecturale des nouvelles constructions.

L'OAP patrimoniale du « Delard », devrait permettre de préserver le caractère identitaire du secteur. Compte tenu de la morphologie du territoire, il semble important de veiller à l'intégration paysagère des capteurs solaires ou des autres dispositifs de production d'énergie. Il serait préférable d'encadrer la pose de ces dispositifs sur le bâti remarquable identifié.

Cette OAP patrimoniale du « Delard », pourrait utilement s'accompagner de prescriptions particulières comme par exemple :

- Pour les clôtures, privilégier l'utilisation de clôtures perméables (grillage+haie) et proscrire les pare-vue.
- Pour le maintien des terres, préconiser les talus végétaliser ou murs de soutènement plutôt que les enrochements.
- Proscrire l'utilisation du blanc pour les menuiseries, cette teinte non locale participant à la banalisation du bâti.
- Privilégier une intégration du coffre des volets roulants dans la maçonnerie.

c) Règlement

Le graphisme fin retenu pour matérialiser le périmètre de la servitude AC1 rend particulièrement difficile la lecture du document graphique de zonage. Il conviendrait de modifier la légende du zonage qui concerne le périmètre de protection du monument inscrit, et trouver un pictogramme lisible pour mieux identifier le MH.

De plus, le périmètre de 500m autour du MH ne déborde plus sur la commune de Moirans. En effet, un périmètre délimité des abords a été mis en place depuis 2011 qui supprime ce périmètre sur la commune de Moirans.

5°) Le périmètre d'attente de projet d'aménagement global

L'institution de cette servitude doit faire l'objet d'une justification particulière dans le rapport de présentation du PLU portant sur les objectifs poursuivis par la création d'un tel secteur.

Il s'agit de poser les enjeux et d'expliquer pour quelle raison il convient de «restreindre» les demandes d'autorisation de construire dans ce secteur pourtant ouvert à l'urbanisation (classement en UA). Le rapport de présentation devrait être complété pour indiquer le type d'études qui seront nécessaires pour élaborer le projet d'aménagement global faisant apparaître la nécessité de procéder à des réflexions complémentaires quant à l'avenir de la zone et élaborer effectivement ce projet dans les 5 ans.

La commune a semble t-il mené une étude de programmation urbaine, paysagère, architecturale et économique dans le cadre du développement du centre bourg afin de réorganiser les équipements publics et de répondre aux besoins futurs. Plusieurs scénarios d'aménagement ont été établis suite à un diagnostic. Cette étude qui pourrait permettre de justifier le périmètre d'attente de projet d'aménagement global, se limite à un extrait d'une présentation à la municipalité du 23 février 2016.

Le règlement écrit indique bien le seuil à partir duquel les constructions sont interdites (Règlement p 25, avec limitation à 30m² de SP), par contre les choix qui ont présidé à la fixation de ce seuil doivent donc être exposés précisément dans le rapport.

Cette disposition constitue une exception à la constructibilité de principe des zones U. Sa mise en œuvre doit faire l'objet d'une motivation dans le PLU, il est donc important que les références au code de l'urbanisme pour cette servitude soit correctement libellées. En effet, il est fait référence plusieurs fois dans le document de PLU (Rapport de présentation, règlement graphique, OAP, ...) à l'article L151-11 au lieu de l'article L 151-41 5°.

Je vous invite donc à développer les justifications de ce périmètre d'attente de projet au titre de l'article L 151-41 5° dans le rapport de présentation et de corriger les erreurs d'articles cités.

6°) Règlement graphique :

- **espace boisé classé (EBC)**

Le classement d'un terrain en espace boisé classé a pour conséquence d'interdire tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements (article L. 113-1 du code de l'urbanisme).

Pour une question de lisibilité du règlement graphique, il serait nécessaire de modifier la couleur du tramage de l'EBC qui se confond avec le vert de la zone N.

- **Canalisation de transport de matières dangereuses – recommandations**

La légende du règlement graphique gagnerait à expliquer l'existence de SUP autour de la canalisation, et à reporter le lecteur aux annexes.

Il conviendra d'éviter la superposition de haies à protéger au titre de l'article L 151-23 et des espaces boisés classés (EBC) avec la canalisation de gaz.

- **Noms des lieux-dits**

Il conviendrait de compléter les documents graphiques du règlement par le nom des principaux hameaux ou lieux-dits cités dans le rapport de présentation, pour un meilleur repérage et une meilleure compréhension du dossier.

7°) Règlement écrit :

a) Bâtiments publics et d'intérêt collectif

Pour l'ensemble des zones, il n'est pas possible d'exclure les bâtiments publics et d'intérêt collectif de l'application du règlement du PLU. Ils ne peuvent faire l'objet que de règles particulières en application du code de l'urbanisme.

Le règlement de l'ensemble des zones indique ; «*Dépassement /adaptation* : pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif ».

Cette disposition, qui attribue à l'autorité d'urbanisme un pouvoir de dérogation dont elle ne détermine en rien les conditions d'exercice et les modalités de mise en œuvre, a pour effet de soustraire les aménagements et constructions au cadre normatif minimum que tout plan local d'urbanisme doit comporter (CAA Lyon, 29 novembre 2011 commune de Seyssuel, n°10LY01907)

Je vous invite donc à revoir la rédaction de ce paragraphe.

b) Possibilités d'évolutions (extensions et annexes) en zones agricoles

Concernant les possibilités d'évolutions (extensions et annexes) des habitations situées en zones agricoles (L151-12 du CU) le projet de PLU fera l'objet d'un avis de la CDPENAF. Toutefois, le projet de règlement de la zone A comporte une incohérence sur la limite d'emprise au sol des annexes, il est indiqué (p 81 du Règlement) de limiter cette emprise à 20m², et (p82) les annexes – non accolées – aux habitations existantes, sont autorisées dans la limite de 30 m² de surface d'emprise au sol (total des annexes hors piscine).

Je vous invite donc à revoir cette incohérence.

8°) Stationnement et déplacement

a) Diagnostic : inventaire des capacités de stationnement

L'article L151-4 du code de l'urbanisme dispose que « le rapport de présentation établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités ».

Au-delà de l'aspect formel de cette obligation légale, il me paraît opportun de développer cette thématique dans votre PLU, d'autant que votre PADD au travers de son orientation n°2 souhaite affirmer les déplacements modes doux. L'objectif du PADD étant "d'intégrer l'usage des modes doux au quotidien par :

- L'intégration de stationnement vélos dans les programmes privés et publics,
- Développer le stationnement vélos autour des équipements publics."

Le rapport de présentation (partie 1, p70) répertorie et décrit les poches de stationnement pour les véhicules motorisés, toutefois il doit être complété par les éléments suivant : Emplacements dédiés aux véhicules hybrides, électriques et au stationnement vélos.

Les places à dénombrer sont celles situées dans les parcs ouverts au public, il n'est pas obligatoire de répertorier les places situées sur voirie.

Le diagnostic doit également analyser les possibilités de mutualisation de ces places entre différents usages (par exemple bureaux et logement, bureaux et ERP).

b) Stationnement vélos

Le règlement écrit du PLU donnant des obligations en matière de stationnement des véhicules motorisés, doit également fixer des obligations minimales pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux, conformément à l'article L 151-30 du code de l'urbanisme.

Or le règlement de toutes les zones sauf zones A et N, indique que pour les constructions nouvelles, un local doit être aménagé pour stationner les deux roues, et réservé à cet usage,

selon les dispositions suivantes. Les locaux ou espaces affectés au stationnement des véhicules deux roues non motorisés doivent être d'accès facile (...) Pour les constructions nouvelles à destination d'habitation comportant au moins quatre logements et pour les constructions à destination de bureaux, (...)un ou plusieurs locaux couverts d'une superficie égale à 2% de la surface de plancher créée, pour le stationnement des deux roues non motorisés (vélos,...). Cette formulation n'est pas satisfaisante, car cette rédaction permet une dispense de règles pour les opérations de moins de quatre logements.

En conclusion, il conviendra de compléter la partie inventaire des capacités de stationnement, du rapport de présentation par les places réservées aux véhicules électriques, hybrides et aux vélos et revoir le règlement concernant le stationnement vélos.

9°) Centr'Alp

Cette zone a fait l'objet d'un Plan d'Aménagement de Zone - PAZ et d'un règlement associé, qui sont intégrés au PLU. Les limites de zone sont reprises selon le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) qui a été établi lors de la ZAC.

Lorsque le projet de révision d'un plan local d'urbanisme a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme révisé.

Avant l'approbation du PLU, la commune devra donc s'assurer que les règles de la zone n'ont pas été modifiées, et si nécessaire recueillir l'avis favorable de la CAPV.

10°) Annexes :

a) Réglementation des boisement

La réglementation des boisements (arrêté préfectoral du 13/06/1977) est à mentionner ; un plan en réduction pourrait être utilement inséré dans le paragraphe relatif à l'agriculture ; par ailleurs cette réglementation doit être jointe aux annexes du PLU (Article R151-53 2°).

L'existence de cette réglementation est à prendre en compte. Il est souhaitable de les faire figurer dans le rapport de présentation.

b) Périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial (PUP)

Les annexes au plan local d'urbanisme comprennent art. R 151-53 12° Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial mentionnées à l'article L. 332-11-3 ;

b) rapport de la DREAL

Le rapport de la DREAL devra être joint en annexe au PLU et les éléments de ce dernier intégré dans le PLU.

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Grenoble, le 28 JUIN 2018

Unité départementale de l'Isère
Pôle risques technologiques / Urbanisme

44 avenue Marcelin Berthelot
38030 Grenoble cedex 02
tél. 04 76 69 34 34
ud-i.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-
durable.gouv.fr

Affaire suivie par Nicole Perrin
nicole.perrin@developpement-durable.gouv.fr
tél. 04 76 69 34 13

20180628-RAP-SAINT-JEAN-DE-MOIRANS-PAC

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Rapport

Éléments à prendre en compte dans l'urbanisation de la commune de SAINT JEAN DE MOIRANS

(ce document annule et remplace la version du 07/11/2012 éditée le 20/11/2012)

Destinataire :

- Mme la directrice départementale des territoires de l'Isère

Copies DREAL :

- ✓ Unité risques technologiques, mines et carrières - SPRICAE
- ✓ UD38_dossier archive de la commune

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION..... | 3 |
| 1^{ÈRE} PARTIE – ÉTABLISSEMENTS, ACTIVITÉS, INFRASTRUCTURES OU ÉLÉMENTS À PRENDRE EN COMPTE EN MATIÈRE D'URBANISME..... | 4 |
| Installations classées (risques technologiques)..... | 4 |
| Sites et Sols pollués..... | 4 |
| Carrières..... | 4 |
| Canalisations de transport..... | 4 |
| Qualité de l'Air..... | 5 |
| 2^{ÈME} PARTIE – SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE..... | 6 |
| Installations classées (risques technologiques)..... | 6 |
| Sites et Sols pollués..... | 6 |
| Carrières..... | 6 |
| Canalisations de transport..... | 6 |
| Qualité de l'Air..... | 8 |
| 3^{ÈME} PARTIE – ORIENTATIONS RELATIVES À L'AFFECTATION DES SOLS..... | 9 |
| Risques technologiques autour des installations classées..... | 9 |
| Sites et Sols pollués..... | 9 |
| Carrières : préservation de l'accès à la ressource..... | 9 |
| Canalisations de transport..... | 9 |
| Qualité de l'air..... | 10 |
| ANNEXE 1 : FICHES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS, OUVRAGES, INFRASTRUCTURES..... | 13 |
| Annexe 1. : fiche relative à l'AP instituant des SUP pour les canalisations de gaz naturel..... | 13 |
| ANNEXE 2 : FONDEMENTS RÉGLEMENTAIRES..... | 18 |
| Annexe 2.1 : Sites et sols pollués..... | 18 |
| Annexe 2.2 : Carrières..... | 19 |
| Annexe 2.3 : Canalisations de transport..... | 20 |
| Annexe 2.4 : Qualité de l'air..... | 23 |

Introduction

Le présent rapport est établi dans le cadre des procédures prévues par le Code de l'Urbanisme destinées à porter à la connaissance des communes les éléments à prendre en compte dans les règlements régissant l'occupation foncière de leurs territoires.

Il constitue la synthèse des contributions dues à ce titre par la DREAL Auvergne Rhône-Alpes dans les domaines suivants :

- Prévention des risques technologiques et miniers
 - installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), y compris carrières et déchets
 - canalisations de transport
 - sites et sols pollués
 - stockages souterrains
 - anciennes exploitations minières
- Préservation de la qualité du sol et du sous-sol, des autres ressources naturelles
- Préservation de la qualité de l'air

Il est établi au regard des informations techniques produites par les exploitants dans le cadre d'études imposées par la réglementation (études des dangers, études de sécurité, études relatives à la pollution des sols...), après évaluation par l'inspection, ou en application de textes et instructions issues des administrations centrales de tutelle, du moins dans les domaines dans lesquels il en existe.

Il s'appuie également sur le cadre régional « matériaux et carrières », les schémas départementaux des carrières (SDC) et le schéma régional climat air énergie (SRCAE) de la région Rhône-alpes.

D'autres services de la DREAL peuvent également être amenés à apporter leur contribution dans leur domaine de compétence, En particulier, les observations éventuelles concernant les ouvrages de production ou de transport d'électricité vous parviendront directement du service prévention des risques industriels, climat, air, énergie (PRICAE) de la DREAL.

Enfin, certains établissements réglementés au titre du code de l'environnement peuvent relever de la compétence de la DDPP de l'Isère, il convient d'interroger cette direction pour connaître les éventuelles contraintes qui leur seraient associées.

La nature des documents de référence est mentionnée chaque fois que cela a semblé utile à une bonne compréhension de la problématique exposée.

Il est articulé en trois parties.

La **première partie** récapitule la liste des activités, établissements, infrastructures dont il est justifié de tenir compte. Elle renvoie à une **première annexe** constituée de fiches détaillées selon les catégories précitées. Ainsi et à titre d'illustration, chaque établissement à risque fait l'objet d'une fiche précisant, la nature des activités sources de risques, les phénomènes dangereux retenus pour le dimensionnement des zones à prendre en compte, la cartographie de ces zones.

La **deuxième partie** traite du cas particulier des servitudes d'utilité publique (SUP) ou assimilées qu'il y a lieu, le cas échéant, de prendre en compte.

La **troisième partie** fournit enfin des orientations ou édicte des obligations en matière d'occupation foncière acceptable dans les zones précédemment définies.

Les textes de référence et les fondements de la démarche sont reportés en **annexe 2** par catégories de problématiques (risques technologiques, canalisations, carrières...).

Cas particulier

La commune de Saint Jean de Moirans est concernée par :

- des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation
- une installation classée répertoriée au titre des sites et sols pollués
- la préservation de la qualité du sol et du sous-sol, des autres ressources naturelles
- des canalisations de transport de matières dangereuses.
- la préservation de la qualité de l'air

1^{ère} partie – établissements, activités, infrastructures ou éléments à prendre en compte en matière d'urbanisme

Installations classées (risques technologiques)

Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont répertoriées dans la base de données « INSTALLATIONS CLASSEES » accessible sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/rechercheICForm.php>

Sites et Sols pollués

La base de données "BASOL" recense l'ensemble des sites pollués ou potentiellement pollués identifiés au droit des installations classées susceptibles de présenter une pollution des sols ou des eaux souterraines et appelant une action de l'administration.

Cette base de données, comportant la description du site et détaillant pour chaque site les actions engagées par l'État, est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <http://basol.environnement.gouv.fr>

La commune de Saint Jean de Moirans est concernée par le site suivant :

➤ Société NIVON FRERES

Il convient d'être prudent concernant le réaménagement des terrains concernés qui ont pu accueillir des activités potentiellement polluantes. En fonction de l'état résiduel des terrains et travaux de réhabilitation effectués, l'aménagement de ces sites peut être soumis à des restrictions d'usage. Ces restrictions sont listées en annexe 2.

Carrières

La commune de Saint Jean de Moirans ne comporte pas de carrière mais dispose de ressources qu'il convient de prendre en compte dans les orientations relatives à l'affectation des sols qui sont précisées en 3^{ème} partie de ce document.

Canalisations de transport

La commune de Saint Jean de Moirans est traversée par deux canalisations de transport de matières dangereuses :

- la canalisation de transport de *gaz naturel* de diamètre nominal (DN) 400 mm et de pression maximale en service 67,7 bar, exploitée par GRTgaz
- la canalisation de transport de *gaz naturel* de diamètre nominal (DN) 150 mm et de pression maximale en service 67,7 bar, exploitée par GRTgaz

Les canalisations précitées font l'objet d'une fiche figurant en annexe 1 de servitudes d'utilité publique, rappelées en 2^{ème} partie de ce document, visant à réglementer la construction ou l'extension d'ERP ou d'IGH dans les zones de dangers.

Les modifications réglementaires applicables depuis le 1^{er} juillet 2012 prévoient l'introduction progressive de servitudes d'utilité publique pour les canalisations existantes (cf. annexe 2). Ces servitudes remplacent les dispositions portées à connaissance précédemment.

L'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint Jean de Moirans concernant les canalisations de gaz naturel a été signé le 15 mars 2017.

Pour les projets de création ou d'extension d'établissements recevant du public (ERP) ou d'immeubles de grande hauteur (IGH) dans les zones des premiers effets létaux (PEL) du scénario de référence majorant défini dans les fiches, il est recommandé de demander que soit établie préalablement au dépôt de permis de construire une analyse de compatibilité prévue par l'article R.555-30 b du code de l'environnement.

Dans ces zones, le maire doit informer les transporteurs de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (R.555-46 du code de l'environnement).

Pour des renseignements plus détaillés se rapportant à chacune de ces canalisations (tracé, servitudes, et éventuelles mesures de protection existantes ou susceptibles d'être mises en place), il convient de prendre contact avec le transporteur indiqué sur les fiches en annexe 1. Les principales contraintes sont indiquées en annexe 2.

Qualité de l'Air

La commune de Saint Jean de Moirans est :

- située dans le périmètre du PPA de la région grenobloise.
- considérée comme sensible du point de vue de la qualité de l'air.

La définition des communes sensibles à la qualité de l'air est précisée en annexe 2.

2^{ème} partie – servitudes d'utilité publique

Installations classées (risques technologiques)

Sans objet.

Sites et Sols pollués

A ce jour, aucune servitude particulière est établie.

Carrières

Sans objet.

Canalisations de transport

La connaissance détaillée des servitudes résultant de l'existence des canalisations de transport de matières dangereuses sur le territoire de la commune doit être sollicitée auprès du transporteur pour chacune des canalisations indiquées dans les fiches en annexe 1.

D'une manière générale et synthétique, il convient toutefois de noter que la nature et l'étendue des servitudes respectent généralement les dispositions suivantes :

1 – Dispositions en vigueur avant le 1^{er} janvier 2012

Les textes cités ci-après ont été abrogés, notamment par les ordonnance du 27 avril 2010. Toutefois, en application de l'article L.555-29 du code de l'environnement, **l'exploitant d'une canalisation conserve les droits attachés aux servitudes existantes prises en application des dispositions législatives antérieures abrogées.**

Canalisations de transport de gaz

Dans la plupart des cas, il a été passé entre GRTgaz et les propriétaires intéressés des conventions de servitudes amiables. Dans le cas contraire (désaccord avec certains propriétaires) une servitude légale a pu être établie. Le contenu de la servitude légale s'appuie sur les dispositions de l'article 12 de la Loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie qui stipulent :

"La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère, en outre, au concessionnaire le droit :

- d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité...
- de faire passer des conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées...
- d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteur aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.
- de couper les arbres et branches d'arbre qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens..."

Il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage ou d'abattage prévues au troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique (cf. décret n° 67-886 du 7 octobre 1967, et la jurisprudence).

L'interdiction de construire et de planter généralement instaurée lors de l'établissement de telles conventions dans une largeur de bande concernée qui varie entre 4 m et 10 m selon le diamètre de la canalisation ou la nature du terrain n'est pas transformée en servitude d'utilité publique non ædificandi. La servitude légale d'utilité publique

ne constitue pas non plus, en application des textes correspondants, une servitude non ædificandi. Le dernier alinéa du 4° de l'article 12 de la loi précitée dispose en effet que "la pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de se bâtir".

2 – Dispositions applicables à compter du 1^{er} janvier 2012

L'Ordonnance n°2010-418 du 27 avril 2010 harmonisant les dispositions relatives à la sécurité et à la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques a abrogé la loi n° 65-498 du 29 juin 1965 relative au transport des produits chimiques par canalisations. Par ailleurs, l'Ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie a abrogé différents textes sur lesquels s'appuyaient la mise en place des servitudes (loi du 15 juin 1906 – loi du 8 avril 1946 modifiée – Article 11 de la loi de finance pour 1958 du 29 mars 1958 abrogé au 1^{er} janvier 2012)

Désormais, des servitudes liées à la construction et à l'entretien et l'exploitation des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques, sensiblement identiques à celles rappelées dans le paragraphe précédent, sont prévues par les articles L.555-27 et R.555-33 et suivants du code de l'Environnement **pour les canalisations faisant l'objet d'une nouvelle autorisation et pour lesquelles une déclaration d'utilité publique (DUP) sollicitée par le transporteur, a été prononcée par arrêté préfectoral ou inter-préfectoral.**

Dans une bande de terrain appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », le titulaire de l'autorisation est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.

Dans une bande appelée « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, il est autorisé à accéder en tout temps audit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations.

Ces servitudes s'appliquent dès la déclaration d'utilité publique des travaux et elles sont annexées aux plans locaux d'urbanisme des communes concernées.

La largeur des bandes de servitudes est fixée par la déclaration d'utilité publique, selon la demande du pétitionnaire, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres pour la « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », ni dépasser 20 mètres pour la « bande étroite » et 40 mètres pour la « bande large » ou « bande de servitudes faibles ». Dans la bande étroite, les propriétaires des terrains traversés ne peuvent édifier aucune construction durable et ils doivent s'abstenir de toute pratique culturale dépassant 0,60 mètre de profondeur et de toute plantation d'arbres ou d'arbustes.

Toutefois, lorsque la profondeur réelle d'enfouissement de la canalisation le permet, en tenant compte du risque d'érosion des terrains traversés, la déclaration d'utilité publique peut fixer une profondeur maximale des pratiques culturales supérieure à 0,60 mètre mais ne dépassant pas un mètre, et permettre, dans les haies, vignes et vergers traversés, des plantations d'arbres et d'arbustes de basses tiges ne dépassant pas 2,70 mètres de hauteur.

Outre ces dispositions, le code de l'Environnement, prévoit dans ses articles L.555-16 et R.555-30 b que la construction ou l'extension de certains établissements recevant du public ou d'immeubles de grande hauteur est interdite ou subordonnée à la mise en place de mesures particulières de protection par le maître d'ouvrage du projet en relation avec le titulaire de l'autorisation.

Ainsi **pour les canalisations nouvelles ou existantes**, sont instaurées, par arrêtés préfectoraux après avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement et de risques technologiques, des servitudes d'utilité publiques :

- subordonnant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant, la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu d'une expertise ;
- interdisant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur ;
- interdisant, dans les zones d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Les phénomènes dangereux de référence sont définis par les articles R.555-39 du code l'Environnement et 11 de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

Comme indiqué précédemment, l'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint Jean de Moirans concernant la canalisation de gaz naturel a été signé le 15 mars 2017.

Qualité de l'Air

Sans objet

3^{ème} partie – orientations relatives à l'affectation des sols

Risques technologiques autour des installations classées

Sans objet.

Sites et Sols pollués

Sans objet.

Carrières : préservation de l'accès à la ressource

Le schéma départemental des carrières n'est pas opposable aux documents d'urbanisme, mais sans zonage approprié, c'est une interdiction généralisée à toute ouverture de carrière. Le zonage ne préjuge pas du droit des tiers et de l'obtention des autorisations nécessaires pour l'exploitation.

* Les données sont téléchargeables sur la plate-forme GEORHONEALPES :
http://carto.georhonealpes.fr/1/dreal_industrie_energie_r82.map

** Les données sont structurées en 3 classes :

- * ZEF (Zones à Éléments Favorables) dans lesquelles les exploitations actuelles ou anciennes témoignent de l'exploitabilité du matériau ;
- * ZPF (Zones à Préjugés Favorables) qui correspondent aux prolongements géologiques des ZEF et présentent des lithologies a priori comparables bien qu'il n'y ait pas, ou peu, d'exploitations connues. Les formations géologiques, non voisines des ZEF, mais dont les critères lithologiques sont néanmoins favorables font également partie de cette classe ;
- * ZH (Zones Hétérogènes) dans lesquelles il est observé des dilutions ou intercalation du matériau considéré par un matériau d'une autre nature. La présence d'exploitation dans le matériau considéré, ou dans le matériau intercalé (*par exemple : alternance de marnes-calcaires*) n'est pas exclue dans une zone classée ZH.

Canalisations de transport

Les caractéristiques techniques des ouvrages répondent aux conditions et exigences définies par une réglementation technique garantissant ainsi leur sûreté intrinsèque.

En outre, les canalisations de transport constituent le moyen le plus sûr pour transporter de grandes quantités de gaz combustibles, hydrocarbures et produits chimiques.

Cependant, le risque nul n'existant pas, il convient de se reporter à la fiche jointe en annexe 1 pour connaître les largeurs des zones de dangers, les moyens de réduire ces zones, ainsi que les dispositions à suivre à l'intérieur de celles-ci, en matière de maîtrise d'urbanisation, et d'information du transporteur.

Le code de l'environnement rappelle, dans son article L.555-16, que lorsqu'une canalisation est susceptible de créer des risques, notamment d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes, l'autorité compétente en matière d'urbanisme peut interdire l'ouverture ou l'extension à proximité de la canalisation de tout type d'urbanisation dans les conditions prévues par les articles L.121-1, L.121-2, L.122-1 et L.123-1 du code de l'urbanisme. De plus, les articles L.555-16 et R.555-30 b du code

de l'environnement prévoient la mise en place de servitudes pour réglementer la construction ou l'extension d'IGH et de certains ERP.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, ce type de servitudes ont pu être mises en place autour des canalisations. Ces dispositions remplacent celles figurant dans les fiches précitées.

Comme indiqué précédemment, l'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint Jean de Moirans concernant la canalisation de gaz naturel a été signé le 15 mars 2017.

Qualité de l'air

Contexte régional

La qualité de l'air en Auvergne-Rhône-Alpes est dégradée et son amélioration constitue un enjeu sanitaire important. Les populations des grandes agglomérations et riveraines des voiries sont les plus exposées.

La France fait l'objet d'un contentieux européen pour le non-respect des seuils de concentration en particules fines (PM10) et en dioxyde d'azote (NO2) fixés par la directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe. Les 3 principales agglomérations de l'ex région Rhône-Alpes (Lyon, Grenoble, Saint-Étienne) ainsi que la vallée de l'Arve connaissent des dépassements récurrents des seuils réglementaires chaque année.

Les principaux émetteurs sont le transport (principal émetteur d'oxydes d'azote et émetteur significatif de particules), le tertiaire résidentiel (par l'intermédiaire du chauffage, facteur aggravant de la pollution de fond et responsable des pics de pollutions hivernaux) et l'industrie.

Il convient de rappeler la sensibilité du territoire rhônalpin à la pollution particulaire et de mentionner le lien entre la combustion de la biomasse et la qualité de l'air.

Les communes sensibles

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de la région Rhône-Alpes a défini selon une méthodologie nationale des zones ayant une sensibilité accrue à la pollution atmosphérique et dites « zones sensibles à la qualité de l'air ». Dans ces zones, les actions en faveur de la qualité de l'air doivent être préférées aux actions en faveur de la lutte contre le changement climatique en cas d'antagonisme. Le SRCAE propose également pour ces zones des orientations spécifiques.

Ce schéma contient donc des éléments essentiels à prendre en compte par les acteurs des SCoT en fonction de la sensibilité du territoire à la qualité de l'air. Il est téléchargeable sur le site de la DREAL Rhône-Alpes à l'adresse suivante : <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-schema-regional-climat-air-energie-srcae-a2594.html>

Les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA)

Les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) instaurés par le décret 2001-449 du 25 mai 2001 sont mis en œuvre dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants, et dans les zones où les seuils réglementaires sont dépassés ou risquent de l'être. Un PPA impose des mesures locales concrètes, mesurables et contrôlables pour réduire significativement les émissions polluantes des sources fixes (urbaines, industrielles) et des sources mobiles (transports).

Quatre PPA sont en vigueur en Rhône-Alpes. Ils concernent les 3 agglomérations de plus de 250 000 habitants (Lyon, Saint-Étienne et Grenoble), qui sont en outre en situation de dépassement de seuils réglementaires associés aux oxydes d'azotes et aux particules fines, ainsi que la vallée de l'Arve, du fait des niveaux de pollution.

Les PPA sont des plans d'action arrêtés par les Préfets. Ils fixent des mesures visant à ramener les concentrations en polluants atmosphériques en deçà des seuils réglementaires. Les actions concernent les 3 principaux secteurs émetteurs de polluants que sont le transport, l'habitat et l'industrie, mais également l'urbanisme, qui peut permettre de prévenir ou remédier à l'exposition. Certaines mesures des PPA sont spécifiques aux zones sensibles

à la qualité de l'air incluses dans leur périmètre, ainsi qu'aux points noirs* de la qualité de l'air. Une mesure vise spécifiquement le contenu des SCOT et des PLU.

* Dans les PPA des agglomérations de Lyon, Grenoble, Saint-Étienne, on appelle « point noir de la qualité de l'air » les zones où malgré la mise en œuvre de l'ensemble des actions du PPA, la population restera exposée à des niveaux de polluants excédant les seuils réglementaires.

La commune de Saint Jean de Moirans est incluse dans le périmètre du PPA de la région grenobloise.

Les prescriptions et incitations des plans de protection de l'atmosphère sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/plans-de-protection-de-l-atmosphere-ppa-r893.html>

Les actions du PPA de la région grenobloise sont les suivantes (celles mentionnées *en italique* concernent plus particulièrement les collectivités) :

1. Caractériser les installations classées pour la protection de l'environnement, non concernées par le champ d'application de la directive communautaire IPPC (2008/1/CE), les plus émettrices en NOx, PM, HAP** afin de cibler le besoin de renforcement de la surveillance et la mise en œuvre d'actions de réduction des émissions.

Sur la base de cette caractérisation,

- Rechercher, sur la base d'études technico-économiques, la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles pour ces installations et mettre en place une surveillance en continu des émissions de NOx.
- Fixer des objectifs de qualité pour les combustibles.

Pour les chaudières biomasse, la mesure concernera dans un premier temps les chaudières de forte puissance (P > 20 MW) puis sera étendue progressivement, après retour d'expérience de la mesure sur les unités de forte puissance, aux chaudières de puissance inférieure.

** Nox = oxydes d'azote – AM = particules fines – HAP = hydrocarbures aromatiques polycycliques

2. Abaisser les Valeurs Limites d'Emission (VLE) pour les chaudières à combustibles liquides et solides (dont la biomasse) de puissance comprise entre 2 et 20 MW.

Fixer des objectifs de qualité pour les combustibles.

Augmenter la fréquence de surveillance des émissions.

3. Caractériser les émissions diffuses sur la zone PPA des principaux émetteurs de poussières notamment dans le secteur des carrières, centrales de traitement des déchets du BTP, de recyclage, d'enrobage et d'asphalte et de la transformation du bois.

Généraliser les bonnes pratiques par la réglementation et par des accords volontaires.

4. *Imposer dans le cadre des marchés publics des spécifications qualité de l'air. Élaborer une charte « chantiers propres » intégrant un volet qualité de l'air et l'annexer aux appels d'offres incluant un financement public. Encourager son développement dans les marchés privés.*

5. Conditionner les aides pour les nouvelles chaufferies biomasse en zone PPA aux mesures suivantes :

- Jusqu'au 31 décembre 2014 : avoir une valeur limite à l'émission en poussières inférieure ou égale à 30 mg/Nm3 à 11% d'O2 (ou 45 mg/Nm3 à 6% d'O2) ;
- A partir du 1er janvier 2015 : avoir une valeur limite à l'émission en poussières inférieure ou égale à 20 mg/Nm3 à 11% O2 (ou 30 mg/Nm3 à 6% d'O2).

Encourager la mise en œuvre de mesures compensatoires des émissions des chaudières biomasse.

6. *Limitier le développement des chaufferies collectives au bois dans les communes des territoires PPA qui sont situées en zone sensible à la qualité de l'air :*

- *Aux chaudières dont les niveaux de performance à l'émission sont alignés sur les niveaux les plus faibles pouvant être techniquement atteints ;*

OU

- *Aux projets présentant un bilan positif en termes de réduction d'émissions de particules.*

7. Réaliser une enquête afin de mieux connaître le parc de chauffage des maisons individuelles ainsi que son usage.
8. Promouvoir un combustible bois de qualité et les labels associés et fixer un objectif de qualité du combustible biomasse dans la zone PPA.
9. *Encourager la substitution progressive des foyers ouverts utilisés en chauffage d'appoint, sur le territoire du PPA, par des appareils performants en termes d'émissions atmosphériques. Supprimer les foyers ouverts pour les logements neufs à partir du 1er juillet 2015*
10. *Accélérer le renouvellement ou l'amélioration de la performance du parc de chauffage au bois le moins performant par la mise en place d'un fonds d'aide au financement d'appareils performants.*
11. Interdire l'installation d'appareils de chauffage au bois non performants (dont la performance n'atteint pas l'équivalence flamme verte 5*), dont les foyers ouverts au bois, sur la zone PPA.
12. Généraliser l'interdiction du brûlage des déchets verts en zone PPA.
13. Sensibiliser à la nécessité des mesures PPA associées à la combustion de biomasse.
14. Diminuer les émissions polluantes induites par le trafic routier sur le périmètre du PPA par la mise en œuvre de politiques de transport de personnes et de marchandises cohérentes et intégrées à l'échelle du SCoT.
15. Réguler le flux de véhicules dans les zones particulièrement affectées par la pollution atmosphérique, notamment à l'intérieur du « centre étendu » et sur les « VRU » (voies rapides urbaines) de l'agglomération grenobloise, afin de réduire les émissions polluantes dues à la circulation automobile.
16. Exploiter et aménager les VRU et autoroutes de l'agglomération grenobloise afin de fluidifier le trafic routier.
17. Encourager l'adhésion à la charte CO2 et l'étendre aux polluants atmosphériques PM10 et NOX.
18. Inciter fortement la mise en place des plans de déplacement d'entreprises (PDE), inter-entreprises (PDIE) ou d'administration (PDA).
19. Prendre en compte les enjeux de la qualité de l'air dans les projets d'urbanisation (SCoT, PLU).
20. Inclure un volet air dans les porter à connaissance.
21. Traiter les "points noirs" (voir (*) au début du paragraphe) de la qualité de l'air par des actions spécifiques.
22. Étendre et renforcer les actions prises dans l'arrêté interpréfectoral relatif à la procédure d'information et d'alerte de la population en cas de pointe de pollution en Rhône-Alpes.

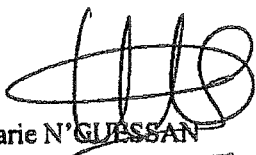
Les orientations définies par le SRCAE pour la qualité de l'air (mobilité et exposition des personnes notamment) sont à adapter à l'échelle de la commune de Saint Jean de Moirans.

vérifié, approuvé et transmis

28/06/2018

pour la directrice et par délégation
la cheffe du pôle risques technologiques

Claire-Marie N'GUESSAN



Grenoble, le 28 juin 2018

la chargée d'affaires urbanisme

Nicole Perin



Annexe 1 : Fiches relatives aux établissements, ouvrages, infrastructures

Annexe 1. : fiche relative à l'AP instituant des SUP pour les canalisations de gaz naturel.



PRÉFET DE L'ISÈRE

Préfecture de l'Isère
Direction des Relations avec les Collectivités
Droits des sols et animation juridique

UD DREAL 38
Pôle Risques Technologiques

Affaire suivie par : Alexis Miller
Tél : 04 76 69 34 02
Fax : 04 38 49 91 93
courriel : alexis.miller@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 38_2017-03-15-018

**Instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des
risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,
d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de
Saint-Jean-de-Moirans**

LE PRÉFET DE L'ISÈRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 555-16, R 555-30 et R 555-31 ;

VU le code de l'urbanisme notamment ses articles L 121-1, L 121-2, L 122-1, L 123-1 et R 431-16

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 122-22 et R 123-46 ;

VU l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 23 novembre 2016 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Isère le 15 décembre 2016 ;

CONSIDÉRANT que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

1/4

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} – INSTAURATION DES SERVITUDES

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 – NATURE DES SERVITUDES

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1 correspondant à la zone des premiers effets létaux (PEL) en cas de phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2 correspondant à la zone des premiers effets létaux (PEL) en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3 correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

ARTICLE 3 – ZONES DE SERVITUDES

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté.

Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernés.

Nom de la commune : Saint-Jean-de-Moirans

Code INSEE : 38400

CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL EXPLOITÉES PAR LE TRANSPORTEUR :

GRTgaz
Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling
92277 BOIS COLOMBES Cedex

• Ouvrages traversant la commune

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| SAVOIE | 67.7 | 400 | 766 | enterré | 145 | 5 | 5 |
| SAVOIE | 67.7 | 150 | 767 | enterré | 45 | 5 | 5 |

• Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|--------------|-----|--------------|--|------|------|
| | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| SAVOIE | 67.7 | 400 | enterré | 145 | 5 | 5 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

• Installations annexes situées sur la commune

Néant

• Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

ARTICLE 4 – INFORMATION DU TRANSPORTEUR

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

ARTICLE 5 – ANNEXION AU DOCUMENT D'URBANISME

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées au document d'urbanisme en vigueur de la commune, conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

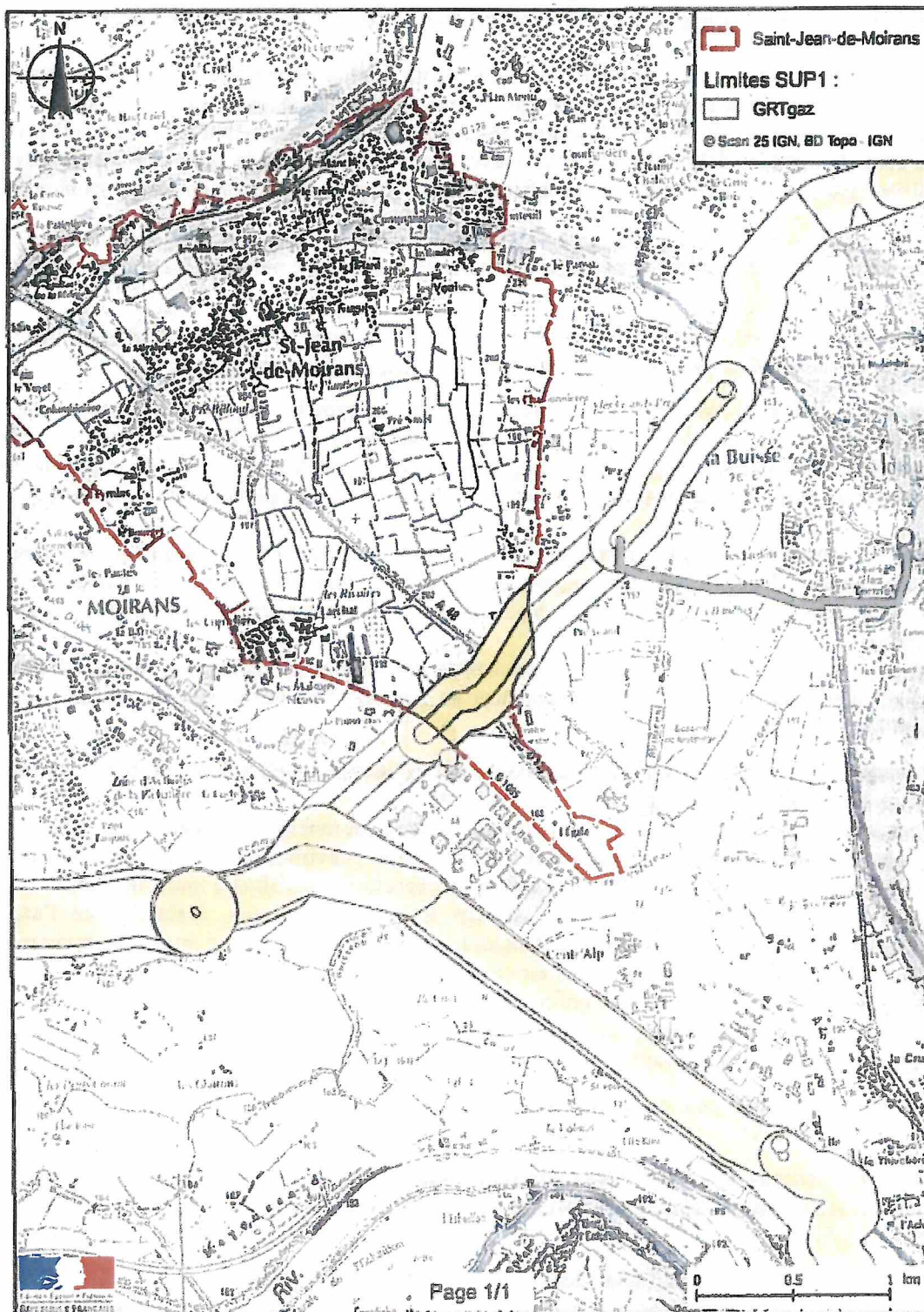
ARTICLE 6 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère

page 16:24

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Annexe 2 : Fondements réglementaires

Annexe 2.1 : Sites et sols pollués

La nouvelle démarche de gestion mise en place par les circulaires du 8 février 2007 s'appuie sur deux outils, le plan de gestion « sur site » et « hors site » et l'interprétation de l'état des milieux IEM « hors site ».

- Le plan de gestion détaille l'ensemble de la démarche de gestion permettant de rétablir la compatibilité des milieux (sur site et hors site) avec les usages. Il est réalisé sur la base d'un bilan coûts-avantages des techniques de traitement. Il est dans tous les cas, imposé en cas de cessation d'activité, lorsque les terrains libérés sont susceptibles d'être affectés à un nouvel usage et/ou lorsque la démarche Interprétation de l'État des Milieux (IEM) a mis en évidence un problème sanitaire pour la population environnante hors du site.
- L'IEM est imposée en cas d'impact suspecté ou avéré hors site. La démarche d'interprétation de l'état des milieux consiste à vérifier que l'état des milieux hors du site est bien compatible avec les usages présents ou prévus.

Concernant la mise en place de restrictions d'usage et de PAC, on pourra se référer en premier lieu au **guide de mise en œuvre de servitudes** téléchargeable sur le site www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr.

La politique de la France en matière de sols pollués repose sur le principe de gestion des risques en fonction de l'usage des terrains. Ainsi, une réhabilitation est jugée acceptable dès lors qu'il est démontré, à l'aide des outils mis en place par le ministère en charge de l'écologie, que l'environnement et la santé de la population ne seront pas menacés par les pollutions résiduelles présentes dans les sols et ce, compte tenu de l'utilisation qui est faite du terrain.

Étant donné les temps de résorption naturelle des pollutions dans les sols, un terrain impacté peut connaître plusieurs propriétaires, locataires ou aménageurs successifs qui devront avoir pris en compte ces contraintes préalablement à toute occupation des sols, pour maintenir à tout moment cette adéquation entre l'usage des sols et l'état des milieux.

Il convient par conséquent de s'assurer que les précautions d'utilisation décidées au moment de la réhabilitation initiale, soient formalisées puis attachées durablement au terrain. C'est le rôle qui est assigné aux restrictions d'usage dont l'objet est de :

Informier : Il est essentiel que la connaissance des risques résiduels soit accessible, en particulier à tout acquéreur potentiel des terrains.

Encadrer : La réalisation de travaux sur un site pollué peut mobiliser ou rendre accessible des pollutions laissées en place pouvant ainsi générer des risques pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site. Il peut donc être nécessaire de fixer certaines précautions préalables à toute intervention sur le site (pe caractérisation de la pollution pouvant affecter la zone des travaux, évaluation de l'exposition des travailleurs...). Ceci permet également d'imposer par exemple sur le long terme une maintenance du site afin d'en maîtriser les risques. Ce peut être le cas pour l'entretien de la végétation dont le développement non maîtrisé peut endommager un confinement.

Pérenniser : La conservation des hypothèques ou l'intégration de l'information aux documents d'urbanisme assurent la conservation et la mise en disposition de l'information sans limite de temps.

La maîtrise de l'urbanisation peut donc s'avérer nécessaire sur certains sites, par le porter à connaissance PAC, mais aussi le PIG ou la SUP.

Le porter à connaissance et le projet d'intérêt général peuvent constituer, dans certains cas, des solutions efficaces à la question des restrictions d'usage. Les situations pour lesquelles le PAC et le PIG peuvent être préférés au SUP se caractérisent par :

- Une pollution qui sort du périmètre des terrains de l'installation classée.
- La pollution n'est pas attribuable à un exploitant ou l'exploitant à l'origine de la pollution est défaillant.

Ces procédures sont souvent vécues par les collectivités locales comme une immixtion de l'État dans les politiques urbaines. Tel n'est évidemment pas le cas. Les prescriptions communiquées par le porter à connaissance ou prescrites par l'arrêté de PIG visent principalement à instaurer sur une zone donnée un ensemble de précautions d'usage permettant de prévenir les risques liés à l'utilisation du site sans pour autant interdire a priori tel ou tel usage.

Outre les PIG et SUP, les servitudes peuvent prendre la forme de :

- Restrictions d'usage conventionnelles au profit de l'État : il s'agit d'une convention de droit privé entre le propriétaire du terrain et l'État ;
- Restrictions d'usage conventionnelles instituées entre deux parties, entre les propriétaires successifs d'un terrain ou entre l'exploitant et le propriétaire du terrain.

Toutefois, ces deux types de restrictions ne sont pas reportées dans les documents d'urbanisme, c'est pourquoi, il est recommandé de les porter à la connaissance du Maire pour prise en compte par les documents d'urbanisme des restrictions d'usage pesant sur le terrain.

Le contenu des restrictions d'usages

En dépit de la multitude de cas qui peuvent nécessiter la mise en œuvre de restrictions d'usage, le contenu d'une restriction d'usage aborde, dans bon nombre de cas, les thèmes suivants :

- les usages compatibles avec les mesures de confinement ou d'atténuation naturelle,
- les mesures d'exploitation et d'entretien éventuellement nécessaires au maintien de leur pérennité,
- les mesures de gestion mises en œuvre pour garantir la compatibilité de l'usage avec l'état des sols,
- les dispositions permettant d'assurer la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

Les articles constituant la restriction d'usage

En règle générale, il revient aux services en charge de l'inspection des installations classées de valider les éléments constituant l'ensemble des règles qui seront attachées à la possession et l'utilisation du terrain.

Ces règles concernent :

- le (ou les) type(s) d'usage que les parcelles visées peuvent accueillir,
- le maintien en place et l'entretien des éventuels confinements de pollution laissés au droit du site,
- les droits de passage et d'accès aux ouvrages de surveillance des eaux souterraines,
- les restrictions sur les nouveaux usages de la nappe souterraine,
- les conditions d'interventions en matière de travaux sur le site,
- Les conditions à respecter pour permettre un nouvel usage des terrains.

Annexe 2.2 : Carrières

Les permis exclusifs de carrières délivrés au titre de l'article L 334 du Code minier confère à leur titulaire le bénéfice de l'article L. 153-3. Aussi, des servitudes d'occupation et de passage dont les périmètres sont annexés au PLU, peuvent être instituées dans les mêmes conditions que pour les concessions de mines.

Des servitudes d'utilité publique régies par les articles L.515-8 à L.515-11 du Code de l'environnement peuvent être instituées par l'autorité administrative sur les sites ou autour des anciennes carrières.

Les carrières peuvent également figurer dans un PPRNP.

Un cadre régional « matériaux et carrières » a été élaboré par la DREAL Rhône-Alpes, et approuvé par l'ensemble des préfets de département lors du comité de l'administration régionale du 20 février 2013. Il n'est pas opposable aux documents d'urbanisme.

Au regard des évolutions réglementaires prévues, ayant abouti à la modification de l'article L513-3 du code de l'environnement par la loi ALUR du 24 mars 2014, substituant un schéma régional des carrières aux schémas départementaux des carrières, le choix a été fait en Rhône-Alpes de ne pas réviser ces derniers.

À défaut de dispositions législatives ou réglementaires prévoyant la caducité du schéma départemental des carrières, faute de révision dans le délai des 10 ans, le schéma départemental des carrières approuvé demeure en vigueur jusqu'à son remplacement par le schéma régional des carrières.

Le cadre régional « matériaux et carrières » préfigure le futur schéma régional des carrières. Les orientations du cadre seront reprises et développées dans le schéma régional des carrières.

La loi ALUR modifie également le code de l'urbanisme en stipulant que les SCOT doivent prendre en compte les schémas régionaux des carrières au travers de la préservation et la mise en valeur des ressources naturelles. L'accès effectif aux gisements doit être préservé pour leur exploitation future.

Aucun lien de compatibilité n'avait été demandé par la loi jusqu'à présent entre les Schémas Départementaux des Carrières et les documents d'Urbanismes, alors que ceux-ci autorisent ou interdisent les carrières dans les zones et secteurs qu'ils définissent.

Le retour d'expérience de la mise en œuvre des schémas départementaux des carrières ayant montré que ceux-ci ne permettaient pas de sécuriser l'approvisionnement et l'accès effectif aux gisements, les nouvelles dispositions législatives introduites par la loi ALUR visent à faciliter cet objectif en améliorant l'articulation du futur schéma régional des carrières avec les documents d'urbanisme. L'échelle choisie est celle des SCOT, et l'objectif poursuivi est de garantir un accès effectif aux ressources minérales, nécessaires aux projets d'aménagement du territoire et notamment au programme prioritaire de construction de logement sociaux du gouvernement (amendement n°480 rectifié, doc sénat 25 oct 1993).

La loi ALUR crée désormais une articulation entre les schémas régionaux des carrières et les SCOT. *Les Schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur prennent en compte, s'il y a lieu, (...) les schémas régionaux des carrières (article L.111-1-1, I, 5° code de l'urbanisme).*

Par ailleurs, de façon symétrique, l'article L.515-3, III du CE prévoit que les SCOT et, en l'absence de SCOT, les PLU, les POS ou les cartes communales prennent en compte les schémas régionaux des carrières, le cas échéant dans un délai de 3 ans après la publication des schémas régionaux des carrières lorsque ces derniers leur sont postérieurs.

Fait nouveau depuis la loi portant engagement national pour l'environnement de juillet 2010, lorsqu'il existe un SCOT approuvé, les PLU n'ont pas à démontrer formellement leur compatibilité ou prise en compte des documents de rang supérieur aux SCOT cités ci-dessus (SDAGE, SAGE, chartes...). Le SCOT joue ainsi le rôle de courroie de transmission pour des dispositions contenues dans ces documents et susceptibles d'intéresser les PLU. Il est donc particulièrement important de vérifier que de telles dispositions sont bien transcrites dans le SCOT, car ce sera le seul moyen d'assurer leur prise en compte par le PLU.

Annexe 2.3 : Canalisations de transport

Références :

- ✓ **Code de l'environnement partie législative et réglementaire – Livre V Titre V Chapitre V**
- ✓ **Arrêté ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques**
- ✓ **Circulaire BSEI N° 06-254 du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques)**
- ✓ **Circulaire BSEI N° 07-203 du 14 août 2007 relative au Porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses.**

1 Maîtrise de l'urbanisation à proximité des canalisations de transport

Depuis la fin des années 1980, et jusqu'en 2005, l'exploitation, par le service chargé du contrôle des canalisations de transport en Rhône-Alpes (DRIRE), des premières études de sécurité relatives aux canalisations de transport de matières dangereuses, et de leurs mises à jour, a donné lieu à des recommandations aux communes, en matière de maîtrise d'urbanisation, dans deux types de zones de dangers associées à ces ouvrages (zone des effets significatifs correspondant aux premiers effets irréversibles, zone des effets létaux). Il s'agissait essentiellement de dispositions visant les établissements recevant du public (ERP), assorties d'une demande de consultation des exploitants des canalisations (transporteur), dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme ainsi qu'à l'occasion de l'instruction des demandes de permis de construire.

La circulaire du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir par l'État, dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme, concernant les canalisations de transport de matières dangereuses, instaure de nouvelles modalités de calcul des zones de dangers et de nouvelles dispositions à l'intérieur de celles-ci.

Le porter à connaissance s'appuie dès lors sur trois zones de dangers : la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (correspondant aux effets irréversibles) ; la zone des dangers graves pour la vie humaine (correspondant aux premiers effets létaux) ; la zone des dangers très graves pour la vie humaine (correspondant aux effets létaux significatifs).

Dans l'ensemble des zones de dangers précitées, les maires sont incités à faire preuve de vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation, de façon proportionnée à chacun des trois niveaux de dangers définis ci avant (significatifs, graves, très graves). À cet effet, ils déterminent, sous leur responsabilité, les secteurs appropriés dans lesquels sont justifiées des restrictions de construction ou d'installation, comme le prévoit l'article R. 123-11 b du code de l'urbanisme.

Dans la zone des dangers significatifs, les maires doivent informer le transporteur des projets de construction le plus en amont possible, afin qu'il puisse analyser l'impact du projet sur son ouvrage, et gérer un éventuel changement de la catégorie d'emplacement de la canalisation en mettant en œuvre les dispositions compensatoires nécessaires, le cas échéant.

Dans la zone des dangers graves, il convient de proscrire en outre la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur et d'établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie.

Dans la zone des dangers très graves, il convient de proscrire en outre la construction ou l'extension des établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

Des fiches mentionnant les trois types de zones de dangers définies ci-dessus avec des dispositions de maîtrise d'urbanisation conformes à la circulaire du 4 août 2006 ont été ainsi établies pour chacune des canalisations de transport.

La circulaire du 4 août 2006 invite également à utiliser l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.

Les nouvelles dispositions prévues par le code de l'environnement (1^{er} janvier 2012)

Le code de l'environnement rappelle dans son article L.555-16 (ordonnance du 27 avril 2010) que lorsqu'une canalisation est susceptible de créer des risques, notamment d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes, l'autorité compétente en matière d'urbanisme peut interdire l'ouverture ou l'extension à proximité de la canalisation de tout type d'urbanisation dans les conditions prévues par les articles L. 121-1, L. 121-2, L. 122-1 et L.123-1 du code de l'urbanisme.

L'article L.555-16 dispose également que la construction ou l'extension de certains établissements recevant du public ou d'immeubles de grande hauteur sont interdites ou subordonnées à la mise en place de mesures particulières de protection par le maître d'ouvrage du projet en relation avec le titulaire de l'autorisation.

L'article R.555-30 b du code de l'environnement (décret du 2 mai 2012) précise les conditions d'application de cette dernière disposition par l'instauration par le préfet de servitudes d'utilité publique :

- subordonnant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant, la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu d'une expertise ;
- interdisant, dans les zones d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur ;
- interdisant, dans les zones d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

L'analyse de compatibilité doit être réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et notamment celles de l'article 28 et des annexes 2 à 5.

Ainsi depuis 2012, les canalisations nouvelles présentant des risques doivent respecter les dispositions d'éloignement rappelées ci-dessus et faire l'objet de servitudes utilité publique au titre de l'article R.555-30 b, servitudes instituées par le préfet après avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires.

Pour les canalisations existantes, ces servitudes seront mises en place progressivement à partir de 2015 et remplaceront les dispositions prévues dans les fiches, ainsi deux cas de figure peuvent se présenter :

- pour les ouvrages n'ayant pas encore fait l'objet de servitudes au titre de l'article R.555-30 b, **les zones de dangers graves et très graves** précisées dans les fiches doivent être prises en compte dans les documents d'urbanisme au titre du porter à connaissance **ainsi que, pour les canalisations de transport de gaz naturel de diamètre inférieur ou égal à DN150 uniquement, celles des effets irréversibles**. Dès à présent, les dispositions prévues pour la création ou l'extension d'ERP dans ces zones peuvent être mises en œuvre (analyse de compatibilité) ;
- pour les ouvrages faisant l'objet d'ores et déjà de servitudes en application de l'article R.555-30 b précitée, ces servitudes doivent être annexées aux documents d'urbanisme en application de l'article R.126-1 du code de l'urbanisme.

Il est à noter que, dans la majorité des cas, les restrictions apportées à la construction ou l'extension d'ERP ou d'immeubles de grande hauteur ne sont pas sensiblement modifiées par la nouvelle réglementation. Les distances définissant les zones concernées seront réévaluées pour le tracé courant des canalisations et calculées pour leurs installations annexes, à l'occasion de la mise à jour quinquennale des études de dangers prévue à partir de septembre 2014. La nouvelle évaluation devrait conduire globalement au maintien des zones concernées.

2. Évolution de l'urbanisation

Les canalisations de transport de matières dangereuses ont été implantées à l'origine dans le respect d'un des règlements de sécurité qui leur était applicable à l'époque, et qui prévoyait de classer les emplacements où la canalisation était implantée, en plusieurs catégories, selon la densité d'occupation du sol. Des coefficients de sécurité maximaux, dont la valeur était liée à la catégorie d'emplacement, permettaient de dimensionner la canalisation (calcul de son épaisseur) en vue de sa tenue à la pression interne.

L'arrêté du 5 mars 2014 (qui abroge et remplace celui du 4 août 2006) précise, dans son article 6, le coefficient de sécurité (A, B ou C) qui doit être retenu pour le dimensionnement à la pression des tronçons neufs des canalisations. Ce coefficient (qui remplace la catégorie d'emplacement définie dans le texte abrogé) dépend entre autres, de la présence humaine et l'article 6 définit de façon précise comment doit être prise en compte la présence humaine (densité d'occupation, définition des emplacements à faible présence humaine, nombre de personnes par logement).

L'article R. 555-46 du code de l'environnement prévoit d'une part, que le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans l'une des zones mentionnées au b de l'article R.555-30 rappelé ci-dessus et d'autre part, que le transporteur prenne en compte l'évolution de l'urbanisation à proximité de sa canalisation au minimum lors de la mise à jour de l'étude de dangers.

Ainsi, l'étude de dangers doit démontrer l'acceptabilité du risque occasionné par la canalisation pour les personnes exposées. Des mesures nouvelles d'exploitation ou d'information peuvent être introduites dans le plan de surveillance et de maintenance de la canalisation. Des mesures physiques peuvent s'avérer nécessaires auquel cas elles doivent être mises en place dans un délai maximal de 3 ans à compter de la date limite de fourniture de la révision de l'étude de dangers (article 28 de l'AM du 5 mars 2014).

3. Distances d'éloignement par rapport à des projets d'installations classées

L'article 10 de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 prévoit que le transporteur détermine, dans son étude de dangers, la distance minimale et les mesures de sécurité vis-à-vis des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment celles soumises à autorisation présentant des risques toxiques ou d'incendie ou d'explosion.

En conséquence, il convient de se rapprocher du transporteur pour déterminer les distances minimales d'éloignement de tout projet d'installations classées qui se situerait à proximité d'une canalisation de transport de matières dangereuses.

Annexe 2.4 : Qualité de l'air

Une réflexion intégrée Climat-Air-Energie

Les gaz à effet de serre constituent un problème à l'échelle du globe, alors que l'impact des polluants atmosphériques est local et peut se limiter à une zone industrielle, un quartier, une ville ou une région. En conséquence, les effets des politiques de gestion de la qualité de l'air sont plus rapidement perceptibles (au bout de quelques années) alors que ceux des politiques de contrôle du réchauffement climatique s'inscrivent dans le long terme (plusieurs décennies).

Par ailleurs, l'évolution de la qualité de l'air résulte de la combinaison du comportement des émissions et des conditions météorologiques. Les épisodes de pollution apparaissent très souvent lorsque la météorologie devient favorable au-dessus ou à proximité des sources d'émission. La plupart des situations responsables des hausses de concentrations des espèces chimiques est liée à une dynamique atmosphérique qui disperse peu les polluants favorisant leur accumulation au-dessus de la surface terrestre.

D'autres raisons expliquant la dichotomie GES/PA proviennent de la nature même des effets de ces composés. Les gaz à effet de serre sont responsables du réchauffement climatique mais ont généralement peu d'effets sur la santé alors que c'est l'inverse pour les autres types de polluants.

Plusieurs études démontrant l'intérêt, en termes d'effets et de coûts, de mettre en place des politiques concertées (ACCENT 2006 notamment). Ces études montrent que des co-bénéfices peuvent être engendrés pour la santé humaine, et pour les écosystèmes, et que les coûts de gestion de la qualité de l'air peuvent être réduits en tirant parti de mesures de gestion du réchauffement climatique.

Définition des zones sensibles du point de vue de la qualité de l'air

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional Climat Air Energie, des études préparatoires sur l'état des lieux de la qualité de l'air ont été menées. Une méthodologie définie au niveau national élaborée par le réseau des Associations Agréées pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) et le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) avec l'appui du Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air (LCSQA) permet de dresser ces cartes réglementaires à l'échelle communale dans les SRCAE sur la base de deux polluants majeurs pour leurs enjeux réglementaires : les particules et le dioxyde d'azote. Ce travail de cartographie tient compte des dépassements de valeurs réglementaires observées, de la sensibilité du territoire à accepter de nouvelles émissions, et de la fragilité des récepteurs en termes de population et végétation.

Sur ce territoire, les zones sensibles sont des zones où les actions en faveur de la qualité de l'air doivent être jugées préférables à des actions portant sur le climat en cas d'effets antagonistes. Par exemple, la combustion de biomasse à des fins de chauffage représente, à l'échelle nationale et selon les évaluations actuelles, 21% des émissions totales de particules PM10, 34% des PM2.5 et 66 % des HAP. À l'échelle de ce territoire, la combustion du bois énergie constitue une source d'émissions de particules diffuse sur le territoire (liés à la multiplicité des sources d'émissions) qui contribue à la pollution de fond mais qui s'inscrit dans le cadre d'une politique globale de lutte contre le changement climatique.

Rappels réglementaires sur la qualité de l'air

L220-1 du Code de l'environnement

La qualité de l'air est un objectif affiché du code de l'environnement. Il énonce le principe du droit de chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

L'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. **La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.**

L110 et L121-1 du Code de l'urbanisme.

Les plans locaux d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air[...].

L222-1 du Code de l'environnement

Le préfet de région et le président du conseil régional élaborent conjointement le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, après consultation des collectivités territoriales concernées et de leurs groupements.

L222-4 du Code de l'environnement

L'élaboration des Plans de Protection de l'Atmosphère est obligatoire dans les agglomérations d'un nombre d'habitants supérieur à 250 000, ainsi que dans les zones où les valeurs limites ne sont pas respectées ou risquent de ne pas l'être.

Articles L. 221-1 à L. 221-6 du Code de l'environnement : surveillance de la qualité de l'air

L'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air en Rhône-Alpes : **AIR Rhône-Alpes** est chargée d'assurer la surveillance réglementaire sur le territoire et de diffuser les résultats obtenus.

Sur le site www.air-rhonealpes.fr sont notamment disponibles :

- les inventaires des émissions régionales et pour certaines zones du territoire ;
- les données relatives aux mesures de la qualité de l'air avec le commentaire des évolutions au regard du respect des normes de qualité de l'air ;
- les résultats des modélisations de la qualité de l'air pour certaines zones du territoire.

Madame Laurence BETHUNE
Maire de Saint-Jean-de-Moirans
Mairie
2 place du Champs de Mars
38430 ST-JEAN-DE-MOIRANS

Grenoble, le 27 juillet 2018

Nos réf : YO.PA.MC 18.083

Objet : Projet de PLU – Compatibilité avec le SCoT

Madame le Maire,

Par courrier reçu le 24 mai 2018, vous m'avez transmis pour avis avant enquête publique le projet de PLU de votre commune et je vous en remercie.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, ce projet est à évaluer au regard de sa compatibilité avec le SCoT de la région urbaine grenobloise, adopté le 21 décembre 2012.

1. Les orientations du SCoT

Le SCoT est un document de planification qui permet à la fois de répondre localement aux objectifs fixés par la loi et aux élus de se doter d'un projet commun, favorisant la cohérence des politiques publiques territoriales. Face aux ambitions données aux communes par les lois Grenelle, il a été conçu comme un outil leur permettant de franchir le cap : il donne des ordres de grandeur, il précise des principes, il chiffre des objectifs, il localise des enjeux.

Les grandes orientations du SCoT de la région urbaine grenobloise ont ainsi pour intention de rétablir des fonctionnements plus favorables à un développement autonome et solidaire des territoires. Les élus des sept secteurs du périmètre se sont donc engagés :

► à l'échelle de la région grenobloise :

1. **Pour améliorer les équilibres sociaux, démographiques et économiques** : en mettant en perspective l'accueil de population et d'actifs avec l'emploi, l'offre d'équipements et de services, au sein des territoires.

Chaque secteur doit pouvoir se développer à son propre rythme, de manière équilibrée, c'est-à-dire sans peser sur les capacités de ses voisins à se développer eux-mêmes de manière équilibrée – qu'ils soient à l'extérieur ou à l'intérieur du périmètre de la RUG. Chaque secteur doit donc pouvoir disposer de tous les équipements, services, emplois, commerces « ordinaires », nécessaires à la vie quotidienne de ses habitants.

La perspective est notamment de mieux coordonner l'offre d'emploi et la croissance démographique, en dimensionnant l'offre de logement en fonction de la capacité des communes (emplois, services, commerces, équipements, ...). Cela devra se traduire par une offre de logements plus importante dans l'agglomération et dans les principaux pôles urbains des secteurs, en adéquation avec les besoins, et par le renforcement de l'emploi et des services dans les autres secteurs.

2. **Pour mettre en valeur les milieux naturels, les terres agricoles et les ressources paysagères locales**, en assurant leur accès tout en maintenant leur qualité économique et/ou patrimoniale sur le long terme. La montagne et les espaces ruraux sont plus particulièrement concernés, en raison de leur atout pour l'économie touristique mais aussi de leur fragilité face aux grandes mutations en cours (changement climatique, évolution des modes de vie, crise énergétique à venir).

► à l'échelle des territoires (Voironnais, Grésivaudan, Agglomération Grenobloise, ...) et des communes :

3. **Pour organiser le développement à partir des pôles existants, en respectant leur poids relatif dans le territoire** : en renforçant leur attrait (*cadre de vie*), en développant leurs capacités d'accueil (*logements, commerces, services...*) et en maîtrisant les prix (*mixité sociale*) afin de limiter le départ des familles, commerces et services en périphéries et de favoriser les pratiques de proximité pour réduire les déplacements. En réponse à la périurbanisation des décennies précédentes, cela implique une nouvelle répartition de l'offre d'habitat entre les pôles urbains et ruraux, afin que ces derniers restent des territoires d'avenir attractifs, offrant toutes les conditions d'une ruralité contemporaine, dynamique et équilibrée.

Cette hiérarchie des pôles, mise en place par le SCoT, est un outil de travail pour une mise en cohérence des politiques publiques et un développement équilibré des territoires en matière d'habitats, d'emplois, d'équipements, de services et de commerces. Elle ne constitue donc pas une vision figée du territoire à long terme. Des opportunités d'implantations économiques ou des choix locaux concertés pourraient conduire à des évolutions de cette hiérarchie. La stratégie prioritaire du territoire concerne le développement durable (l'équilibre, la proximité, la qualité, l'économie d'espaces, l'équité sociale et territoriale, ...). Elle n'est donc pas contradictoire avec des évolutions locales de cette hiérarchie.

4. **Pour limiter l'étalement urbain** et préserver durablement les espaces agricoles et naturels, en contenant l'étalement de la ville (*inscription de limites pérennes à l'urbanisation, ...*) ainsi qu'en privilégiant des formes urbaines moins consommatrices d'espace et d'énergie (*habitat jumelé, en bande, groupé, intermédiaire, collectif, ...*).
5. **Pour réduire les obligations de déplacement** : en favorisant les fonctionnements de proximité à travers une meilleure articulation entre urbanisme et déplacements, en localisant toutes les activités économiques et commerciales compatibles avec la ville au sein des quartiers habités.

2. Le SCoT et la commune de Saint-Jean-de-Moirans

A l'échelle de la commune, ces orientations sont traduites pour répondre à l'organisation territoriale souhaitée de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais. En ce sens, la commune de St-Jean-de-Moirans a été identifiée comme pôle d'appui inclus dans le pôle aggloméré de Voiron, statut lui permettant de contribuer au rayonnement de la ville-centre en accueillant de manière coordonnée emplois, commerces, services et équipements, et de diversifier l'offre en logements.

Afin de permettre à la commune de tendre vers une croissance moyenne proche de celle de la Grande Région de Grenoble (0,6 à 0,7% / an) et ainsi de jouer son rôle dans le rééquilibrage des territoires, le SCoT propose des objectifs permettant de décliner une programmation de logements neufs à construire et de déterminer l'offre foncière nécessaire adaptée aux pôles d'appui. Cela sous-entend un léger ralentissement, par rapport à la période précédente (1,7%/an sur la commune, entre 2008 et 2017). Le SCoT s'appuie pour cela sur la programmation des PLH successifs, qui orientent la production de logements sur la période 2013-2018 et 2019-2024, afin d'infléchir ce ralentissement. Ce dimensionnement vise à faciliter, pour les communes, le développement d'une urbanisation adaptée aux caractéristiques locales (réseaux, services, équipements, ...) et favorisant une offre de logements plus variée, permettant un parcours résidentiel aux ménages de la commune.

Au regard des 3450 habitants estimés pour la commune, cet objectif théorique est le suivant :

- objectif PLH : 110 logements sur la période 2018-2024 ;
- objectif SCoT : 19 lgts/an sur la période 2025-2030, soit 114 logements.

Soit un total d'environ 224 logements sur une période de 12 ans. Cet objectif n'a pas vocation à limiter ou à imposer la production de logements – il n'est pas opposable aux permis de construire - : il sert à dimensionner l'enveloppe urbanisable à mettre à disposition, par l'ouverture de parcelles dans le PLU, au sein de « l'espace urbain mixte » (c'est-à-dire en dehors des zones spécialisées, agricoles et naturelles) : soit l'ensemble des zones AU ainsi que, en zones U, les parcelles non construites de plus de 350 m2 et les parcelles partiellement construites supérieures à 3000 m2.

Pour 224 logements, ce potentiel devrait approcher **16,5 ha**, selon le calcul théorique suivant :

224 logements répartis entre 40% d'habitat individuel isolé (89,6 logements) et 60 % en habitat groupé ou collectif (134,4 logements) afin de répondre aux objectifs de diversification des formes urbaines donné à l'ensemble du Pays Voironnais :

$$\begin{aligned} S &= (89,6 \text{ lgts} \times 700 \text{ m}^2 / \text{logt}) + (134,4 \text{ logts} \times 350 \text{ m}^2 / \text{logt}) \\ &= 6,27 \text{ ha} + 4,7 \text{ ha} \\ &= 10,97 \text{ ha} \end{aligned}$$

Ces 11 ha sont majorés d'un coefficient de +50% permettant, d'une part, de préserver du foncier qui ne soit pas destiné à recevoir du logement mais à des activités économiques et à des équipements au sein du tissu urbain, et, d'autre part, de tenir compte du processus de rétention foncière. **Soit une enveloppe totale de 16,5 ha.**

Notez que ni les logements réhabilités ou liés à un changement de destination du bâti existant, ni les logements spécialisés (tourisme, foyers personnes âgées, ...) n'entrent dans ce calcul : ceux-ci peuvent être produits en plus des objectifs donnés par le SCoT.

3. La compatibilité des orientations du PLU avec les orientations du SCoT

Conformément au principe de la hiérarchie des normes juridiques, les choix opérés par le PLU doivent être compatibles avec les orientations du SCoT, **c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas être contradictoires avec ces orientations.**

Dans ses grandes orientations, les choix opérés par la commune convergent avec les objectifs donnés par le SCoT (Cf. PADD du PLU), notamment au travers de l'importance donnée à la ceinture agricole et paysagère de la commune, à la maîtrise de l'urbanisation dans les hameaux, à la prise en compte de la trame verte et des corridors écologiques.

Toutefois, trois points me semblent devoir être soulevés, au regard du SCoT :

- le premier concerne la cohérence des choix retenus en matière de localisation du développement urbain,
- le second, la nécessité d'homogénéiser les référentiels donnés en matière de consommation d'espace,
- le troisième, une recommandation pour mieux concentrer l'effort de préservation de la vitalité commerciale du bourg.

a/ Espace préférentiel du développement et phasage des opérations de logement

Afin de lutter contre l'étalement urbain, le SCoT localise en priorité le développement urbain dans les espaces préférentiels de développement, cartographié dans le DOO (page 376) concernant la commune de Saint-Jean-de-Moirans :

« Le développement de l'offre nouvelle de logements doit être localisée en priorité au sein des espaces préférentiels de développement (...). Le développement de l'habitat doit s'opérer en priorité en réinvestissement du tissu bâti (renouvellement urbain, réhabilitation du bâti existant), ainsi que sur le foncier non bâti le mieux équipé et desservi par les transports collectifs » (DOO page 378).

Pour les pôles d'appui, au moins la moitié de l'offre nouvelle en logements doit être localisée au sein des espaces préférentiels (DOO page 378).

Le Rapport de présentation du PLU indique qu'au terme de l'ensemble des opérations envisagées, 52% des

logements seront bien compris au sein de l'espace préférentiel : 98 logements au total (Rapport de présentation I page 81). Toutefois, 81 de ces logements sont localisés dans le secteur du Billou, classé en 2AUp et identifié au PADD comme « espace de développement futur », en raison d'une insuffisance de réseaux et de desserte.

Le zonage 2AU est habituellement choisi pour le foncier situé en extension de l'urbanisation, à urbaniser dans un second temps. **Ce classement peut sembler en contradiction avec le statut d'espace préférentiel de développement.** En effet, pour devenir constructible, un tel zonage nécessite :

- soit la modification du PLU : celle-ci doit avoir lieu dans un délai maximum de 9 ans et justifier l'ouverture par l'absence d'autres capacités foncières dans la commune. Autrement dit, dans un délai de 9 ans, la commune devra avoir construit l'ensemble des tènements identifiés par ailleurs dans le PLU pour pouvoir construire au Billou ;
- soit la révision du PLU, si le délai de 9 ans est passé et qu'aucune procédure d'acquisition foncière n'a été lancée entre temps, par la commune ou l'EPCI.

Motivé par un défaut d'équipement, le zonage choisi sur le secteur du Billou risque donc de compromettre le statut de l'espace préférentiel du développement (qui ne recevrait plus que 17 logements à l'échelle du PLU), de remettre en cause les objectifs du PADD en matière d'organisation du développement, et implique une dynamique d'urbanisation qui se ferait plutôt par les marges du territoire communal, donc en porte-à-faux vis-à-vis des grandes orientations du SCoT.

Conscient des difficultés de la commune à disposer de capacités foncières bien localisées, nous recommandons, pour éviter une situation d'incompatibilité avec le SCoT, de faire apparaître dans le PLU une démarche programmatique d'acquisition foncière et d'équipement de la zone du Billou ; celle-ci devra permettre sa constructibilité avant l'échéance du PLU, sur le fondement de la mise en œuvre des objectifs du SCoT en matière de localisation prioritaire du développement. Les 81 logements considérés sur cette zone permettant également la mise en œuvre des objectifs de production donnés par le PLH à Saint-Jean-de-Moirans, une coordination avec la CAPV est sans doute à envisager.

b/ Lisibilité des objectifs en matière de consommation d'espace

Dans sa rédaction actuelle, le projet de PLU comporte des incohérences dans les références chiffrées en matière de consommation d'espace :

- concernant la consommation passée, le PADD indique 17 ha (page 12), le Rapport de présentation 13,7 ha (pages 77 et 78) ;
- concernant l'objectif de consommation sur 12 ans, le PADD affiche 10 ha, le Rapport de présentation 12,32 (page 82) ;

Par ailleurs, le Rapport de présentation indique page 82 que la capacité foncière du nouveau PLU est de 12,32 mais que la consommation projetée n'est que de 11,95.

Qu'il soit de 10 ha ou de 12,32 ha, l'objectif de consommation reste compatible avec l'objectif donné par le SCoT (16,5 ha). Cependant, au regard de l'ambition affiché par le PLU pour la réduction de la consommation d'espace (-40%), il est nécessaire de mettre ces chiffres en cohérence : **les informations apportées par le Rapport de présentation ne montrent qu'une réduction de 10%.**

c/ Redynamisation du centre-bourg

Dans l'intention de promouvoir une économie de proximité, le PADD propose de conforter le tissu d'activités commerciales et artisanales en cœur de bourg, ce qui rejoint entièrement les orientations du Document d'aménagement commercial du SCoT en matière d'accueil commercial.

La fragilité commerciale des centre-bourgs est un phénomène national aujourd'hui largement identifié. En raison des évolutions profondes que connaît le secteur (développement des drives, du e-commerce, ...) et du développement déjà important du phénomène de vacance commerciale, on considère préférable de

concentrer les efforts à porter sur les principaux linéaires commerciaux, autour desquels il est encore possible de maintenir et développer des synergies, plutôt que de générer une diffusion des nouvelles implantations dans le tissu urbain communal.

Dans sa rédaction actuelle, le règlement du PLU autorise les nouvelles implantations commerciales dans l'ensemble des zones Ua et Ub ; il les interdit en dehors. Etant donnée la concentration des commerces dans le centre-bourg de la commune, l'opportunité d'autoriser aussi les nouveaux commerces en Ub mérite d'être interrogée. Leur interdiction pourrait favoriser les implantations dans le secteur prioritaire (Ua) et n'empêche pas l'évolution des commerces déjà existants en Ub.

Les autres points du projet de PLU n'appellent pas de remarques de ma part.

Au regard de ces différents éléments, **j'émet un avis favorable au projet de PLU de Saint-Jean-de-Moirans, sous réserve d'apporter les éléments complémentaires de programmation concernant l'équipement du Billou**, et en vous invitant à apporter les modifications évoquées dans les deux autres points de ce courrier.

Je reste à votre disposition pour évoquer ces points, en vous assurant qu'il s'agit là d'engager l'ensemble la région grenobloise dans une politique d'aménagement et de développement durables du territoire.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président



Yannik OLLIVIER

Madame Laurence BETHUNE
Maire

MAIRIE DE SAINT-JEAN-DE-MOIRANS
2, place du champ de mars BP 7
38430 SAINT-JEAN-DE-MOIRANS

SERVICE AMÉNAGEMENT
ET PLANIFICATION

Voiron, le 13 août 2018

Nos Réf. :
D-POLCONTRA

Dossier suivi par :
Anne DELATOUR
Tél. 04 57 56 05 54 - Fax 04 76 32 74 72
anne.delatour@paysvoironnais.com

Objet : Avis sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Jean-de-Moirans

Mairie de Saint-Jean-de-Moirans 38430

17 AOÛT 2018

BL/FP

41219

Madame le Maire,

La commune de Saint Jean-de-Moirans a dernièrement sollicité le Pays Voironnais en tant que personne publique associée et en tant que maître d'ouvrage de la ZAC Centr'Alp 2 , dans le cadre de son projet de Plan Local d'Urbanisme.

J'ai le plaisir de vous adresser par la présente, les deux avis favorables avec observations, remis par le Pays Voironnais après examen en conseil communautaire lors de sa séance du 24 juillet dernier.

Concernant l'avis global, il apparaît que le projet de PLU est compatible avec les politiques intercommunales portées par le Pays Voironnais dans le cadre de ses compétences. Le Conseil Communautaire a notamment souligné que la trame verte et bleue avait bien été prise en compte ainsi que la protection des ressources. De même, les espaces agricoles et forestiers ont été convenablement protégés dans la plaine et un travail particulièrement fin a été mené sur le patrimoine bâti à préserver. De plus, le projet de PLU respecte les objectifs de développement résidentiel cadrés par le schéma de secteur et le SCOT.

Toutefois, pour ce qui concerne sa compatibilité au Programme Local de l'Habitat, bien que le projet soit compatible avec le PLH en vigueur, le Conseil Communautaire a indiqué que les mesures prises dans le projet de PLU s'avéraient insuffisantes pour anticiper la mise en œuvre du nouveau PLH arrêté le 24 avril 2018 couvrant la période 2019-2024. Il a été fortement recommandé à la commune d'anticiper sa mise en compatibilité avec ce dernier dès la présente révision pour éviter une autre procédure ultérieure. En outre, concernant la thématique mobilité-déplacements, le Conseil Communautaire a demandé que le PLU précise et justifie comment l'arrêt « marché

Pièces jointes :
Délibération n°2018-180
Délibération n°2018-181



Communauté du Pays Voironnais

COMMUNAUTÉ DU PAYS VOIRONNAIS

40, rue Mainssieux - CS 80363
38516 Voiron cedex
Tél. : 04 76 93 17 71

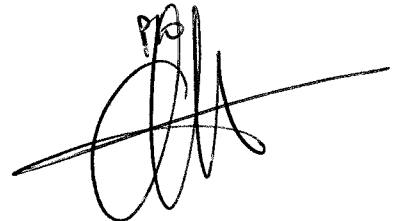
www.paysvoironnais.com

aux cerises » a été valorisé, et d'autre part comment le fuseau d'intensification urbaine Vallon Sud Morge inscrit au Schéma de secteur a été traduit dans le PLU.

Enfin, concernant la ZAC de Centr'Alp 2, le Conseil Communautaire a rendu un avis favorable au projet de PLU en tant que maître d'ouvrage de la ZAC. Il a toutefois proposé d'apporter des compléments ou modifications au règlement de la zone UI détaillés dans la délibération ci-jointe concernant : l'interdiction des carrières et affouillements des sols, les modalités d'implantation des locaux de gardiennage, l'autorisation d'implantation de l'artisanat de production et d'un éventuel restaurant pour les salariés, l'augmentation du Coefficient d'Emprise au Sol à hauteur de 65 % et enfin une nouvelle rédaction concernant le type d'essence à planter dans les espaces verts.

Restant à votre disposition pour toute précision, je vous prie de croire, Madame le Maire, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jérôme BARBIERI
Vice-président à l'Aménagement du
Territoire et à la Planification

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'B' followed by a long horizontal stroke.



SERVICE AMENAGEMENT PLANIFICATION

DELIBERATION N°2018-180

Extrait du registre des délibérations

Objet : Proposition d'avis sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Jean-de-Moirans.

Nombre de conseillers en exercice : 66

Présents :

ALLARDIN Yves, BALLY Jean-Luc, BESSON Roland, BLACHOT-MINASSIAN Fabienne, BOURGEAT Bernadette, BRET Jean-Paul, BUCCI Marie-Laure, CATTIN Bruno, CHENE Marie-Ange, CHOLAT Patrick, CLOR Christian, COLOMBIN Marcel, CUDET Michel, DEVEAUX Monique, FAVRE Ghislaine, FERRATO Adriano, GAL André, GAUJOUR Jean-François, GERIN Anne, GUILLAUD BATAILLE Bruno, GUILMEAU Guy, GUTTIN Christine, JULIEN Gilles, LAURENT Brigitte, LOCONTE Jean-Pierre, MAZZILLI Rosanna, MOREAU Anthony, MOTTE Alyne, PARREL Dominique, PELLAT Xavier, PENET Jean-Yves, PERRIN Noëlle, PHILIP René, POLAT Julien, PRESUMEY Franck, RIVIERE Virginie, ROSTAING-PUISSANT Michel, SIMONET Gérard, SOUBEYROUX Jean-Louis

Pouvoirs : BARBIERI Jérôme donne pouvoir à GAUJOUR Jean-François, BOULANGER Evelyne à CHOLAT Patrick, DHERBEYS Jean-Yves à BRET Jean-Paul, FAVIER Anne à PELLAT Xavier, FERRAND Laure, PRESUMEY Franck, GOY Olivier à SOUBEYROUX Jean-Louis, HUMEAU Cécile à GUTTIN Christine, LEVEQUE Jean-Christophe à RIVIERE Virginie, MOLLIERE Denis à CATTIN Bruno, NOGUER Serge à BOURGEAT Bernadette, REMOND Luc à GERIN Anne, REY Claude à PARREL Dominique, ZAMBON Dolorès à GAL André

Absent ou excusé : AUGIER Cédric, BALLY Cécile, CAILLY Jean, CHARLETY Nicolas, DE JAHAM Michaël, DURAND Pierre, FORTE Jessica, GATTAZ Bruno, GODARD Laurent, GOUT Jean-Paul, GRAMBIN Roland, GUTTIN Christian, JEAN Marie-Elisabeth, ROULET Jean-Pierre

Le quorum est atteint.

Secrétaire de séance : PHILIP René

Rapporteur : Anthony MOREAU, Vice-Président à l'Aménagement urbain et opérationnel

M. le rapporteur expose :

Le projet de Plan Local d'Urbanisme a été arrêté le 24 avril 2018 puis transmis au Pays Voironnais pour avis le 18 mai 2018. Conformément au Code de l'Urbanisme qui accorde un délai de trois mois, le Pays Voironnais a jusqu'au 18 août 2018 pour transmettre ses observations.

Le Pays Voironnais est associé à l'élaboration des PLU puis rend son avis avant l'enquête publique à plusieurs titres, et notamment sur la globalité du projet en tant qu'EPCI chargé de l'élaboration du Schéma de Secteur, EPCI compétent en matière de Programme Local de l'Habitat, et Autorité Organisatrice en matière de mobilité. En outre, le Pays Voironnais est aussi sollicité pour avis en tant qu'établissement public de coopération intercommunale directement intéressé.

Après analyse du projet de plan local d'urbanisme de Saint-Jean-de-Moirans dans son ensemble, il est apparu que ses dispositions sont compatibles avec les politiques intercommunales. En effet, le projet de PLU prend en compte la trame verte et bleue ainsi que la protection des ressources. De même, les espaces agricoles et forestiers ont été convenablement protégés dans la plaine et un travail particulièrement fin a été mené sur le patrimoine bâti à préserver. De plus, le projet de PLU respecte les objectifs de développement résidentiel cadrés par le schéma de secteur et le SCOT.

Toutefois, pour ce qui concerne sa compatibilité au Programme Local de l'Habitat : bien que le projet soit compatible avec le PLH en vigueur, les mesures prises dans le projet de PLU s'avèrent insuffisantes pour anticiper la mise en œuvre du nouveau PLH arrêté le 24 avril 2018 et qui couvre la période 2019-2024. Il est fortement recommandé à la commune d'anticiper sa mise en compatibilité avec ce dernier dès la présente révision pour éviter une autre procédure ultérieure.

En outre, concernant la thématique mobilité-déplacements, il serait nécessaire que le projet de PLU précise et justifie d'une part comment l'arrêt « Marché aux cerises » a été valorisé, et d'autre part comment le fuseau d'intensification urbaine Vallon sud Morge inscrit au schéma de secteur a été traduit dans le PLU.

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais s'est réuni le mardi 24 juillet 2018 sous la présidence de Monsieur Jean-Paul BRET, en suite de la convocation en date du 17 juillet 2018.

Considérant l'exposé du rapporteur,

Vu :

L'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Urbanisme et Logement du 12 juillet 2018

DELIBERE

Rend un avis favorable au projet de PLU de Saint-Jean-de-Moirans, en tant que Personne Publique Associée, accompagné des observations suivantes :

- il est fortement recommandé à la commune d'anticiper la mise en compatibilité du PLU avec le PLH arrêté le 24 avril 2018 dès la présente révision.**
- il est nécessaire que le projet de PLU précise et justifie la traduction de l'arrêt de transport en commun « Marché aux cerises » et du fuseau d'intensification urbaine Vallon sud Morge inscrit au Schéma de Secteur.**

La présente délibération est adoptée

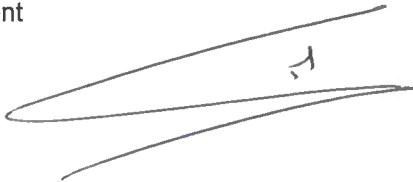
- à l'unanimité

Le Président certifie le caractère exécutoire du présent acte qui a fait l'objet selon sa nature d'une publication le 01 août 2018 ou d'une notification et a été transmis à la Préfecture de l'Isère.

Fait à Voiron, le 27 juillet 2018

Jean-Paul BRET

Président



La présente délibération est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.



SERVICE AMENAGEMENT PLANIFICATION

DELIBERATION N°2018-181

Extrait du registre des délibérations

Objet : Projet d'avis sur le PLU arrêté de Saint-Jean-de-Moirans en tant que Maître d'ouvrage de la ZAC de Centr'Alp2.

Nombre de conseillers en exercice : 66

Présents :

ALLARDIN Yves, BALLY Jean-Luc, BESSON Roland, BLACHOT-MINASSIAN Fabienne, BOURGEAT Bernadette, BRET Jean-Paul, BUCCI Marie-Laure, CATTIN Bruno, CHENE Marie-Ange, CHOLAT Patrick, CLOR Christian, COLOMBIN Marcel, CUDET Michel, DEVEAUX Monique, FAVRE Ghislaine, FERRATO Adriano, GAL André, GAUJOUR Jean-François, GERIN Anne, GUILLAUD BATAILLE Bruno, GUILMEAU Guy, GUTTIN Christine, JULIEN Gilles, LAURENT Brigitte, LOCONTE Jean-Pierre, MAZZILLI Rosanna, MOREAU Anthony, MOTTE Alyne, PARREL Dominique, PELLAT Xavier, PENET Jean-Yves, PERRIN Noëlle, PHILIP René, POLAT Julien, PRESUMEY Franck, RIVIERE Virginie, ROSTAING-PUISSANT Michel, SIMONET Gérard, SOUBEYROUX Jean-Louis

Pouvoirs : BARBIERI Jérôme donne pouvoir à GAUJOUR Jean-François, BOULANGER Evelyne à CHOLAT Patrick, DHERBEYS Jean-Yves à BRET Jean-Paul, FAVIER Anne à PELLAT Xavier, FERRAND Laure, PRESUMEY Franck, GOY Olivier à SOUBEYROUX Jean-Louis, HUMEAU Cécile à GUTTIN Christine, LEVEQUE Jean-Christophe à RIVIERE Virginie, MOLLIERE Denis à CATTIN Bruno, NOGUER Serge à BOURGEAT Bernadette, REMOND Luc à GERIN Anne, REY Claude à PARREL Dominique, ZAMBON Dolorès à GAL André

Absent ou excusé : AUGIER Cédric, BALLY Cécile, CAILLY Jean, CHARLETY Nicolas, DE JAHAM Michaël, DURAND Pierre, FORTE Jessica, GATTAZ Bruno, GODARD Laurent, GOUT Jean-Paul, GRAMBIN Roland, GUTTIN Christian, JEAN Marie-Elisabeth, ROULET Jean-Pierre

Le quorum est atteint.

Secrétaire de séance : PHILIP René

Rapporteur : Anthony MOREAU, Vice-Président à l'Aménagement urbain et opérationnel

M. le rapporteur expose :

Le projet de Plan Local d'Urbanisme a été arrêté le 24 avril 2018 puis transmis au Pays Voironnais pour avis le 18 mai 2018 qui a jusqu'au 18 août pour transmettre ses observations.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le Pays Voironnais est associé à l'élaboration des PLU puis rend son avis avant l'enquête publique à plusieurs titres et notamment en tant que maître d'ouvrage de la ZAC Centr'Alp2 au titre de l'article L 153-39 du Code de l'Urbanisme.

Après analyse, il apparaît que le projet de PLU est compatible avec les aménagements de la ZAC de Centr'Alp2. Toutefois, afin d'améliorer sa mise en œuvre, il est demandé à la Commune de modifier le règlement de la zone UI comme suit :

Interdire les carrières et affouillement des sols et d'autoriser les locaux de gardiennage dans la limite de 50 m2 et leur intégration au bâtiment existant ;

S'assurer que lorsqu'on interdit l'artisanat et le commerce de détail, cela n'empêche pas l'implantation de l'artisanat de production ;

Autoriser l'implantation d'un restaurant pour les salariés de la zone ;

Exiger un Coefficient d'Emprise au Sol à hauteur de 65 % (au lieu de 60%) ;

Et enfin indiquer que « les plantations d'essences locales, tant arbres, arbustes que flore herbacée seront privilégiées. Il faudra, de préférence, valoriser la flore mellifère, la jachère fleurie, les arbustes à baies. Seront interdites les essences jugées envahissantes et les essences favorables à la reproduction des chenilles processionnaires (pins...) pour éviter des traitements ultérieurs. »

Par ailleurs, concernant les zones d'activité de L'Archat et Paviot-Patinière classées en UX, il est conseillé à la Commune de s'assurer que lorsqu'on interdit l'artisanat et le commerce de détail, cela n'empêche pas l'implantation de l'artisanat de production.

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais s'est réuni le mardi 24 juillet 2018 sous la présidence de Monsieur Jean-Paul BRET, en suite de la convocation en date du 17 juillet 2018.

Considérant l'exposé du rapporteur,

Vu :

L'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Urbanisme et Logement du 12 juillet 2018

DELIBERE

Rend un avis favorable au projet de PLU de Saint-Jean-de-Moirans, en tant que maître d'ouvrage de la ZAC Centr'Alp2, accompagné des observations concernant l'interdiction des carrières et affouillement des sols, les modalités d'implantation des locaux de gardiennage, l'autorisation d'implantation de l'artisanat de production et d'un éventuel restaurant pour les salariés ; l'augmentation du CES à hauteur de 65 % et enfin une nouvelle rédaction concernant le type d'essence à planter dans les espaces verts.

La présente délibération est adoptée :

- à l'unanimité

Le Président certifie le caractère exécutoire du présent acte qui a fait l'objet selon sa nature d'une publication le 01 août 2018 ou d'une notification et a été transmis à la Préfecture de l'Isère.

Fait à Voiron, le 27 juillet 2018

Jean-Paul BRET

Président



La présente délibération est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.

Christian Coigné

Vice-Président
chargé de l'ingénierie urbaine,
du foncier et du logement

Monsieur François Pernoud
Adjoint au Maire chargé des Travaux, de
l'Urbanisme et de l'Environnement
Mairie
2 place du Champ de Mars
38430 Saint-Jean-de-Moirans

Grenoble, le **27 JUIL. 2018**

Réf : 2018- DDEV - 74
Dossier suivi par Lauriane Ferrière
DDEV/CST – Tél : 04 76 00 30 21
Dossier suivi par Mickaël Richard
TPA/AME – Tél : 04 57 56 12 08

Monsieur l'Adjoint au Maire,

Vous avez consulté le Département sur le projet de plan local d'urbanisme de Saint-Jean-de-Moirans, arrêté par votre conseil municipal le 24 avril 2018, au titre de l'article L 153-16 du code de l'urbanisme. Je vous adresse donc notre avis découlant de l'analyse du dossier.

Le projet de déviation de l'A48/RD592 est repris dans le règlement graphique qui identifie un « secteur réservé aux travaux de contournement de l'A48 » mais en tant qu'information. **Il conviendrait d'intégrer ces éléments dans les prescriptions** sous le titre « secteur réservé aux travaux d'achèvement du contournement de Voiron ». Par ailleurs, le règlement écrit fait référence à la zone « A1 » qui ne figure pas sur le règlement graphique mais qui correspond au « secteur réservé aux travaux de contournement de l'A48 ». **Il conviendrait de remplacer la zone « A1 » par l'appellation « secteur réservé aux travaux d'achèvement du contournement de Voiron », à reprendre dans la légende.**

Plusieurs emplacements réservés (ER) sont délimités afin de permettre la réalisation d'opérations de voirie. Ainsi, l'aménagement du carrefour RD1075/RD128 est traduit par la mise en place d'un emplacement réservé (numéro 17) au bénéfice du Département. Je vous confirme le souhait du Département de maintenir cet outil.

En outre, St-Jean-de-Moirans prévoit également l'emplacement n°1 au bénéfice de la commune pour aménager un cheminement piéton route de la Colombinière, le long de la RD128. Les ER 5 et 16, toujours au bénéfice de la commune, visent, quant à eux, à aménager l'entrée Sud de la ville et à créer un nouvel accès pour connecter une zone d'urbanisation future. **Le Département demande à être associé dès la phase préopérationnelle aux études des aménagements impactant les routes départementales.**

Votre commune est dotée d'une réglementation des boisements datée du 11 juin 1975. Cette réglementation des boisements doit être annexée au PLU, conformément à l'article R 151-53 2° du code de l'urbanisme. Compte tenu de son ancienneté, il pourrait être opportun de la réviser.

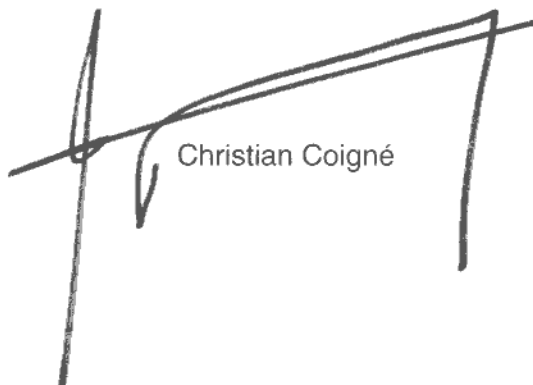
Le Département, compétent dans ce domaine, peut mettre en œuvre la procédure à votre demande.

En conclusion, le Département émet un avis favorable sur votre projet de plan local d'urbanisme et vous invite à prendre en compte les observations formulées ci-avant.

Je vous remercie de bien vouloir me transmettre votre plan local d'urbanisme approuvé dans un format pdf.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Adjoint au Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Et la plus amicale,



Christian Coigné

Réf : CG/MD
Dossier suivi par :
Camille GRASSIES
Téléphone : 04 76 20 68 79
Mail : camille.grassies@isere.chambagri.fr

Le Président

Chambre d'Agriculture de l'Isère
40, avenue Marcelin Berthelot
CS 92608
38036 Grenoble CEDEX 2
Tél : 04 76 20 68 68
Fax : 04 76 33 38 83
Email : accueil@isere.chambagri.fr

385 A, route de Saint Marcellin
38160 Chatte
Tél : 04 76 38 23 00
Email : accueil.chatte@isere.chambagri.fr

34-36 avenue des plantations
Route de Ponsonnas
38350 La Mure
Tél : 04 76 30 90 07
Email : accueil.lamure@isere.chambagri.fr

7, place du Champ de Mars
38110 La Tour du Pin
Tél : 04 74 83 25 00
Email : accueil.tourdupin@isere.chambagri.fr

15, rue Charles Lindbergh
ZAC Grenoble Air Parc
38590 Saint-Etienne de Saint-Geoirs
Tél : 04 76 93 79 50
Email : accueil.stgeoirs@isere.chambagri.fr

27 rue Denfert Rochereau
38200 Vienne
Tél : 04 74 85 94 29
Email : accueil.vienne@isere.chambagri.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

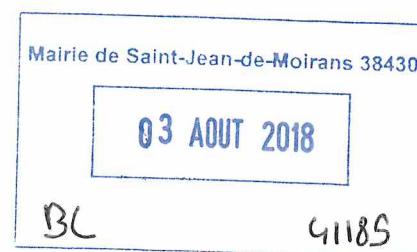
Établissement public

loi du 31/01/1924

Siret 18381001900038

APE 9411Z

www.isere.chambres-agriculture.fr



Madame Le Maire
Mairie
2, Place du Champ de Mars
38430 SAINT JEAN DE MOIRANS

À Grenoble, le 26 juillet 2018

Objet : Avis CDA 38 sur le projet de PLU arrêté de la commune de Saint Jean de Moirans

Madame,

Nous avons reçu pour avis en date du 24 mai 2018 le projet de PLU de la commune de Saint Jean de Moirans arrêté par le Conseil Municipal du 24 avril 2018 et nous vous en remercions. Ce projet appelle de notre part les observations suivantes.

Objectifs de modération de la consommation d'espaces

L'analyse de la consommation foncière depuis 2008, met en évidence la consommation de 13,7 hectares de surfaces pour la création de 167 logements, soit une densité moyenne de l'ordre de 12 logements / ha.

Le projet de PLU prévoit un besoin en surface de l'ordre de 11,95 ha pour la création de 210 nouveaux logements, soit une densité moyenne de l'ordre de 17,5 logements / ha.

Les 5 zones AU identifiées au PLU arrêté représentent 6,2 ha. Sur ces 5 zones, 4 se situent hors espace préférentiel de développement. Par ailleurs, l'urbanisation de la zone du Billoud, située dans l'espace préférentiel de développement, ne se fera que dans le cadre d'une opération d'ensemble soumise à modification ou révision du PLU. D'autre part, le second secteur de développement situé dans l'espace préférentiel de développement (zone du centre-bourg), fait l'objet d'un périmètre d'attente de projet.

Ainsi, le phasage dans l'ouverture à l'urbanisation des zones AU tel que prévu, prévoit donc une urbanisation à court terme sur des secteurs hors espace préférentiel de développement, privilégiant une urbanisation en extension (57 % des surfaces en AU, hors espace

Chambre d'Agriculture de l'Isère

40, avenue Marcelin Berthelot
CS 92608

38036 Grenoble CEDEX 2

Tél : 04 76 20 68 68

Fax : 04 76 33 38 83

Email : accueil@isere.chambagri.fr

385 A, route de Saint Marcellin

38160 Chatte

Tél : 04 76 38 23 00

Email : accueil.chatte@isere.chambagri.fr

34-36 avenue des plantations

Route de Ponsonnas

38350 La Mure

Tél : 04 76 30 90 07

Email : accueil.lamure@isere.chambagri.fr

7, place du Champ de Mars

38110 La Tour du Pin

Tél : 04 74 83 25 00

Email : accueil.tourdupin@isere.chambagri.fr

15, rue Charles Lindbergh

ZAC Grenoble Air Parc

38590 Saint-Etienne de Saint-Geoirs

Tél : 04 76 93 79 50

Email : accueil.stgeoirs@isere.chambagri.fr

27 rue Denfert Rochereau

38200 Vienne

Tél : 04 74 85 94 29

Email : accueil.vienne@isere.chambagri.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Établissement public

loi du 31/01/1924

Siret 18381001900038

APE 9411Z

www.isere.chambres-agriculture.fr

préférentiel de développement, correspondent à des secteurs d'extension).

De plus, le PLU prévoit le déclassement de la zone AU2 sur le secteur de la Commanderie, en zone Ap. Ce déclassement nous paraît difficilement défendable, d'une part du fait des enjeux agricoles limités sur le secteur en question (terrains en vignes non exploitées à des fins de résultats économiques), et d'autre part du fait qu'il constitue une poche agricole enclavée au milieu d'un tissu urbain résidentiel, qualifiable de dent creuse, ce que ne constituent pas la zone 1AUp (Les Nugues) et la zone 1AU (Les Eymins).

Enfin, si les zones AU des Nugues et des Eymins ont bien été réduites par rapport au projet initial, les 2 OAP restent dimensionnées pour l'ensemble de la zone (en pointillé noir sur le plan de zonage), ce qui ne va pas dans le sens d'une préservation de l'activité agricole.

Ce dimensionnement traduit en effet une vision très long terme de l'urbanisation (hors échéance du PLU) allant à l'encontre du zonage et donc des objectifs aujourd'hui affichés pour ces deux secteurs respectivement zonés en Ap et A et affichant des forts enjeux agricoles (parcelles cultivées, déclarées à la PAC et formant des ensembles continus avec les tènements agricoles de proximité).

Pour toutes ces raisons nous nous prononçons défavorablement sur le phasage d'ouverture à la l'urbanisation des zones AU, ainsi que sur le périmètre d'OAP des zones des Nugues et des Eymins.

Prise en compte de l'activité agricole

Zone Ap :

Le projet de PLU prévoit le basculement en zone Ap inconstructible pour les exploitations agricoles de plus de 58 ha de terres agricoles aujourd'hui identifiées en A. Ce zonage nous paraît aller à l'encontre de l'objectif affiché par le PADD qui prévoit la création de « conditions favorables à l'installation de nouvelles exploitations ».

D'autre part, cette zone se veut bloquante pour les projets de développement d'une exploitation agricole sur le secteur du Morel (projet d'extension des bâtiments et de création d'un bâtiment de stockage).

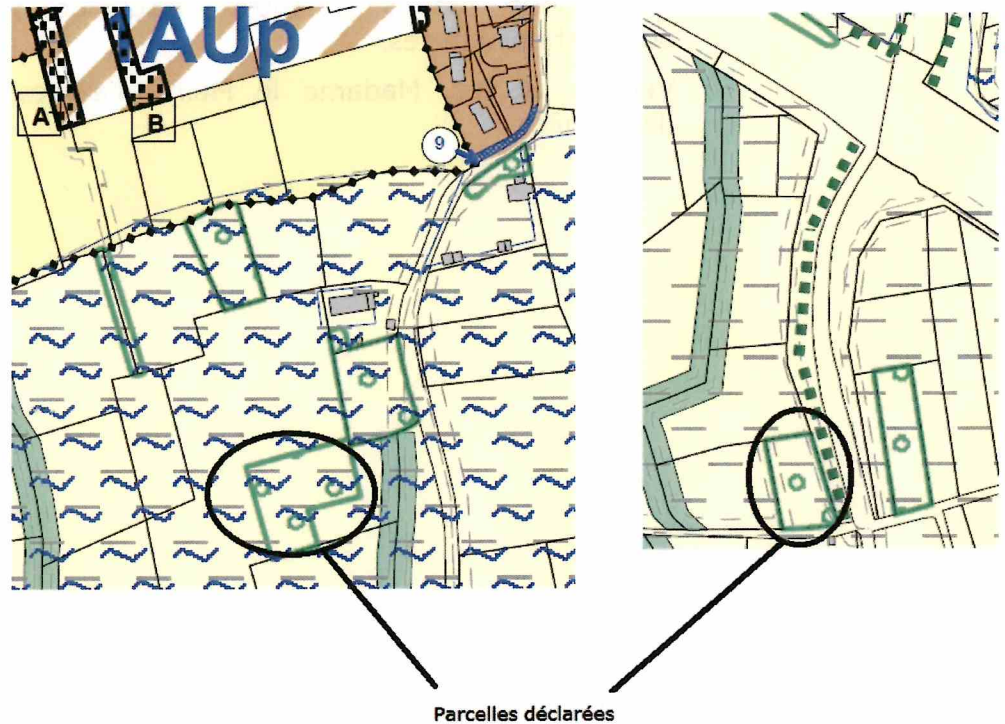
Enfin, si l'on se base sur les éléments apportés par le diagnostic agricole page 56 du rapport de présentation, un projet de bâtiment est identifié sur le secteur du Veyet pourtant classé en Ap.

Aussi, nous ne sommes pas favorables au maintien en l'état du zonage de la zone Ap.

EBC et éléments paysagers à préserver :

Plusieurs parcelles en EBC font l'objet d'une déclaration PAC au titre de la campagne 2017. Nous demandons à ce que le classement EBC y soit supprimé. En effet, ces parcelles constituent le support d'une activité

agricole, et leur exploitation ou évolution vers d'autres types de cultures ne doit pas se voir bloquée.



Concernant les haies à préserver, nous tenons à rappeler qu'au titre de la politique agricole, les exploitants agricoles se voient déjà soumis au respect de certaines mesures dont le maintien des éléments topographiques auxquels sont rattachées les haies. Aussi, nous regrettons que la profession agricole n'ait pas été associée à l'identification des haies à préserver.

Emplacements réservés :

Les emplacements réservés 18 à 21 sont destinés à la création de liaison entre des chemins existants dans la plaine. La plaine constitue l'outil de travail des exploitations agricoles, la création de ces liaisons devra donc démontrer qu'elle ne remet pas en cause la fonctionnalité de cet outil de travail. Aussi, en l'état, nous ne sommes pas favorables au maintien de ces emplacements. Nous regrettons par ailleurs, à l'instar du repérage des haies à préserver, que la profession agricole n'ait pas été concertée à ce sujet.

Règlement écrit zone A :

Nous demandons à ce que les exhaussements et affouillements puissent être autorisés en zone A.



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires
Service agriculture et développement rural
Secrétariat de la CDPENAF
Affaire suivie par : Colette Buisson
Tél.: 04 56 59 45 09
Courriel : colette.buisson@isere.gouv.fr

Grenoble, le **30 JUL. 2018**

Le préfet de l'Isère
à


Madame la Maire
2 place du Champ-de-Mars
38430 SAINT JEAN DE MOIRANS

Objet : Examen du projet de révision du PLU de ST JEAN DE MOIRANS
P.J. : 1

En application des articles L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et L. 151.12 du code de l'urbanisme, vous avez saisi la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) pour recueillir son avis sur votre projet de révision du PLU, réceptionné le 11 juin 2018 dans mes services.

A ce titre, la CDPENAF de l'Isère a examiné votre dossier le 19 juillet 2018 et a rendu son avis que vous trouverez en annexe au présent courrier.

Je vous informe que cet avis devra être joint au dossier d'enquête publique.

Pour le préfet
par délégation
La Directrice Départementale
des Territoires

Marie-Claire BOZONNET

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale des territoires
Secrétariat de la CDPENAF

Commission départementale de la préservation des espaces naturels,
agricoles et forestiers de l'Isère (CDPENAF) du 19 juillet 2018

Avis sur le projet de révision du plan local d'urbanisme (PLU) de
ST JEAN DE MOIRANS

Vu la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) n° 2014-366 du 24 mars 2014 modifiant le code de l'urbanisme ;

Vu la loi pour l'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (AAAF) n°2014-1170 du 13 octobre 2014 modifiant le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (CAECE) modifiant le code de l'urbanisme ;

Vu les articles L.112-1-1 et D.112-1-11 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'article L.151.12 du code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°2015-644 du 9 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en métropole ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2017-11-13-004 du 13 novembre 2017 modifiant l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2017 portant composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de l'Isère ;

Vu la commune de ST JEAN DE MOIRANS incluse dans le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la région urbaine de Grenoble approuvé ;

Vu le projet de révision du PLU de ST JEAN DE MOIRANS arrêté par délibération du conseil municipal en date du 24 avril 2018 ;

Vu le rapport d'instruction de la direction départementale des territoires (DDT) de l'Isère présenté aux membres de la commission.

Résumé des débats

Les membres de la commission formulent les observations suivantes :

Examen obligatoire des dispositions réglementaires régissant les conditions d'évolution (extensions et annexes) des bâtiments d'habitations existantes en zones agricole (A), pour avis simple

Des règles ont été instaurées en zone agricole pour autoriser les évolutions (extensions et annexes) des bâtiments d'habitations existants, compatibles avec la préservation de l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Il conviendra cependant de corriger l'incohérence relevée sur la limite d'emprise au sol des annexes fixée à 20 m² page 81 et à 30 m² page 82 du règlement écrit.

Avis de la CDPENAF

La commission :

- émet un avis favorable aux règles autorisant les constructions d'extensions et d'annexes des bâtiments d'habitation existants en zone agricole, assorti de l'observation précitée.

Grenoble le 30 JUIL. 2018

Pour le préfet,
Par délégation

**La Directrice Départementale
des Territoires**



Marie-Claire BOZONNET



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la révision du plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune de Saint-Jean-de-Moirans (Isère)**

Décision n° 2016-ARA-DUPP-000170

DÉCISION du 22 novembre 2016
après examen au cas par cas
en application des articles R. 104-28 et suivants du code de l'urbanisme

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du 1^{er} juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° 2016-ARA-DUPP-000170, déposée le 22 septembre 2016 par la Mairie de St-Jean-de-Moirans, relative à la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Jean-de-Moirans ;

Vu la contribution de la directrice départementale des territoires de l'Isère en date du 26 octobre 2016 ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée en date du 4 octobre 2016 ;

Considérant qu'en matière de gestion économe de l'espace, les orientations du projet de PLU visent à réduire la consommation foncière globale à environ 10 hectares et une densité moyenne de 40 logements par hectare ;

Considérant, que 50 % de cette consommation foncière sera intégrée au tissu urbain (dents creuses et réhabilitations) et 50 % seront ouverts à l'urbanisation, soit une consommation de 5 hectares de zones agricoles et de jardins, situés en continuité des zones urbaines existantes ;

Considérant, que le périmètre du secteur Centr'Alp, situé à proximité immédiate de la ZNIEFF de type 2 « Zone fonctionnelle de la rivière Isère » et de la zone humide dénommée « Les grands Verts », inventoriée par le département, ne sera pas étendu et que le développement économique sur ce secteur s'appuiera sur les disponibilités foncières restantes sur la zone ;

Considérant d'une manière générale, que le dossier de demande précise que le projet de PLU préservera le patrimoine naturel et les continuités écologiques de la commune (dont en particulier et la zone humide précitée, les corridors écologiques et la trame verte et bleue présente sur la commune) ;

Considérant que le projet de PLU prend en compte les risques naturels majeurs présents sur la commune ;

Considérant, au regard des éléments fournis par la commune, des éléments évoqués ci-avant, des dispositions réglementaires s'imposant au projet et en l'état des connaissances disponibles, que la révision du PLU de Saint-Jean-de-Moirans n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale,

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, **la révision du plan local d'urbanisme de Saint-Jean-de-Moirans**, objet de la demande n°2016-ARA-DUPP-00170, **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations, procédures et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique.

Le président de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes



Jean-Pierre Nicol

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1



Mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes

Clermont-Ferrand, le 22 novembre 2016

Madame la Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, la décision en date du 22 novembre 2016, de la mission régionale d'autorité environnementale concernant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Jean-de-Moirans.

Cette décision est mise en ligne :

- sur le site internet des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr ;
- et sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, rubrique Autorité environnementale : <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/2016-rhone-et-metropole-de-lyon-a4139.html>

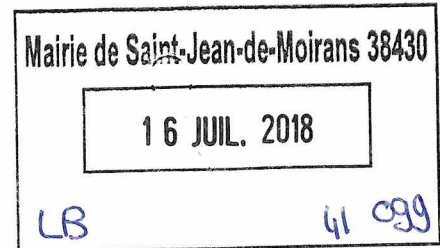
Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame la Maire, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour le président de la mission régionale
d'autorité environnementale et par délégation,

Jean-Pierre Nicol

Madame la Maire
2 place du Champ de Mars
38430 Saint Jean de Moirans

250 avenue Jean-Monnet / BP 48
F-69671 BRON Cedex
Tél. +33 (0)4 72 35 32 00
Fax +33 (0)4 72 35 32 01
www.aprr.fr



Mairie de SAINT JEAN DE MOIRANS
Madame le Maire
2 place du Champ de Mars
38430 SAINT JEAN DE MOIRANS

Bron, le 10 Juillet 2018

N/Ref : DISI/Foncier/cs.241
Objet : Projet de révision du Plan Local d'Urbanisme
Dossier suivi par Cécile Seguy

Madame le Maire,

Nous faisons suite à votre notification du 17 mai dernier concernant l'arrêt du projet de PLU de votre commune, dont nous vous remercions.

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint notre analyse permettant de mettre en exergue les points sensibles relevés. Ces derniers ont trait principalement à la réglementation applicable à notre domaine, ainsi qu'aux besoins de réduction des risques et nuisances que peuvent encourir nos usagers.

Les ajustements demandés ne constituent pas des modifications substantielles et peuvent donc être apportés après l'enquête publique.

De manière synthétique, dans cette note il est relevé :

- ✓ La cohérence du PLU dans les choix de zonage affectés à l'A48, avec simplement des omissions de quelques emprises appartenant au domaine autoroutier, que nous vous proposons de compléter en vous fournissant les plans détaillés de ce dernier.
- ✓ Grace à ces mêmes plans, vous pourrez constater que certaines emprises du domaine autoroutier sont classées en emplacement réservé ou en Espace Boisé Classé, ce qui est incompatible avec l'affectation actuelle de ces parcelles et il conviendra de les supprimer.


- ✓ Concernant le règlement écrit, certaines dispositions peuvent être incompatibles avec l'exploitation courante du domaine autoroutier et mériteraient quelques ajustements, en particulier celles impactant le système de gestion des eaux pluviales de l'autoroute, ou résultant d'un classement d'une partie de l'A48 en zone humide qu'il conviendrait de revoir, ou au moins d'en adapter textuellement les conséquences juridiques.
- ✓ Pour d'autres dispositions réglementaires, nous attirons votre attention sur certains aspects des enjeux autoroutiers dans les zones limitrophes à l'A48, avec des préconisations que vous pourrez choisir d'associer à votre règlement.

Mais à titre principal, nous relevons que le PLU intègre le projet de contournement de l'A48 par une prescription sur le plan de zonage. Or, le rapport de présentation est silencieux sur ce projet qui nous intéresse au premier chef car un franchissement de l'autoroute y est prévu. Des explications dans le rapport de présentation sur ce projet, ses contours et son actualité paraissent nécessaires. Nous vous précisons que la Société AREA n'est pas informée de l'état d'avancement de ce projet.

Enfin, l'analyse de ce projet de PLU nous indique que la Municipalité a un projet de création d'un bassin d'orage à proximité de l'A48 au nord-ouest du territoire (ER n°12). Nous vous invitons à nous solliciter le plus en amont possible de la réalisation de ce projet, pour voir dans quelle mesure des emprises d'AREA pourraient être associées à cette réflexion.

Vous remerciant de l'intérêt porté à nos remarques, nous vous prions de croire, Madame le Maire, en l'expression de nos salutations distinguées.

M. Guillaume HERENT
Le Directeur du réseau

P-E

Jean-Charles THOMAS
Directeur-adjoint
exploitation viabilité

Pièces Jointes :

-Note d'analyse

-Plans de délimitation du Domaine Public Autoroutier Concédé. Attention : ces plans sont issus de notre base de données interne et servent à éclairer les auteurs du PLU sur l'emprise du DPAC. Ils ne doivent pas être diffusés publiquement.

NOTE D'ANALYSE TECHNIQUE DU PLU DE SAINT JEAN DE MOIRANS- DOSSIER D'ARRET

I. Cadrage préalable :

La présente analyse détaillée porte sur la révision du PLU de Saint Jean de Moirans tel qu'arrêté le 24 avril 2018.

A titre liminaire, il est rappelé que le territoire communal est traversé par un tronçon de l'autoroute A 48 de 3,5 km, dont la gestion du Domaine Public Autoroutier a été concédée à AREA.

Lié au tronçon de l'A48 le domaine autoroutier comprend également les amorces des diffuseurs n°10 et 11 de part et d'autre du tronçon.

Les remarques formulées ci-dessous ont pour objectif de s'assurer que la réglementation :

- Ne restreigne pas la possibilité de développer des ouvrages, installations, aménagements ou équipements techniques liés à l'autoroute, et notamment de renforcer ceux existants sur le territoire,
- Ne mette pas en péril la sécurité des usagers de l'autoroute et réduise les risques de nuisances ou d'insécurité liés aux constructions et opérations à réaliser aux abords du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC).

Enfin, d'une manière générale, nous relevons que le PLU retranscrit un projet de contournement routier de l'A48 qui impactera l'infrastructure autoroutière car un franchissement sera à créer. Or le dossier est silencieux sur ce projet, ses contours et ses actualités.

II. Analyse du Projet d'Aménagement et de Développement Durable :

Le PADD est la pièce principale du PLU. Bien que non directement opposable aux opérations, il permet de préciser l'ensemble des orientations et objectifs poursuivis par le PLU. A ce titre l'ensemble des pièces réglementaires devront lui être compatible.

Dans l'ensemble, les orientations du PADD ne sont pas incompatibles avec l'exploitation de l'infrastructure autoroutière et prennent correctement en compte la nécessaire maîtrise de l'urbanisation à ses abords pour éviter les nuisances avec l'habitat.

Toutefois, l'orientations aux « Eymins » relative au maintien de la zone végétale entre l'A48 et l'espace habité attire notre attention, non pas dans son principe mais dans sa traduction réglementaire comme il sera vu ci-après.

III. Analyse des plans de zonage

Remarque générale

L'autoroute A48 est classée de manière cohérente en une seule et unique zone, la zone A et son secteur Ap, ce qui simplifie la compréhension et donc la gestion future du tronçon autoroutier.

Toutefois, certaines parcelles appartenant au DPAC ou au concessionnaire semblent avoir été omises du classement en zone A. Il est nécessaire d'étendre la zone A afin d'englober l'ensemble du domaine autoroutier (DPAC). Il en est de même pour certaines petites parcelles appartenant au domaine propre d'AREA qui, même si elles ne sont pas dans le DPAC, participent à l'exploitation autoroutière et il est demandé de les classer dans la même zone que le DPAC.

Pour ce faire, vous trouverez ci-joint une série de plans du domaine public autoroutier concédé et du domaine propre d'AREA. Ces plans sont fournis aux auteurs du PLU pour leur permettre une précise prise en compte du réseau. Toutefois, ces plans issus de la base de données interne du concessionnaire autoroutier, ne devront pas figurer dans les documents publics du PLU de type rapport de présentation.

⇒ **Étendre la zone A à l'ensemble du DPAC et au domaine propre d'AREA**

Un exemple ci-dessous est donné sur un tronçon autoroutier, mais la même démarche est à appliquer tout le long de la traversée de l'A48.

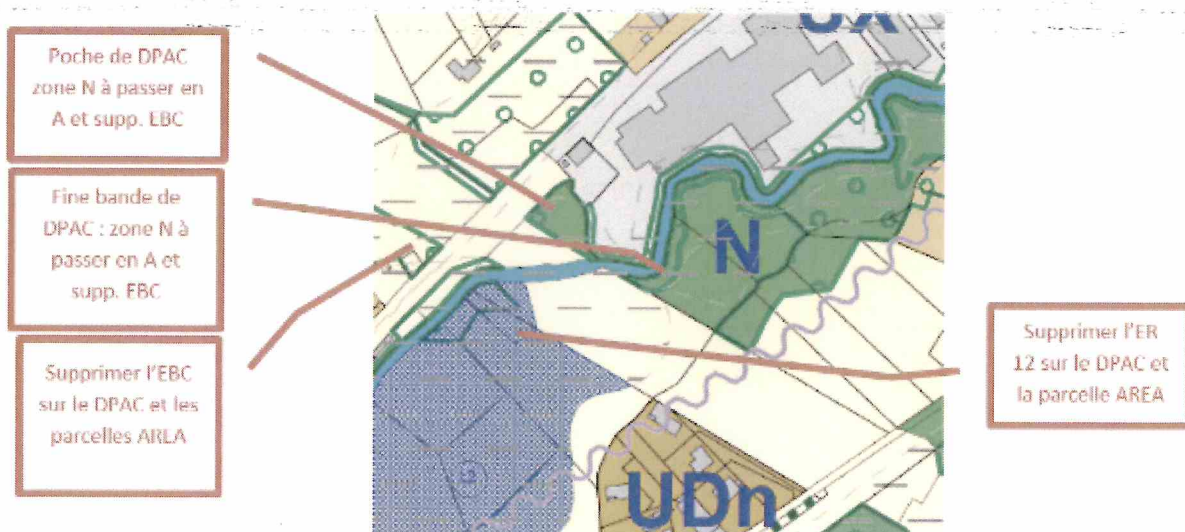
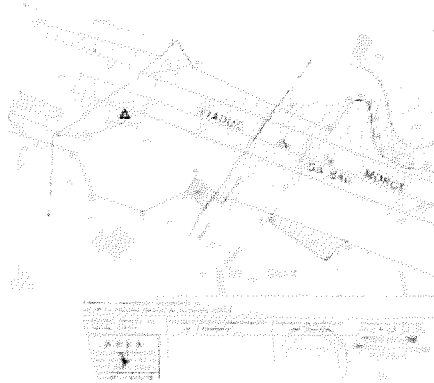


Illustration graphique des modifications du tracé de la zone N et autres ajustements réglementaires à prévoir eu égard au plan du domaine autoroutier ci-après



Extrait du plan du domaine autoroutier

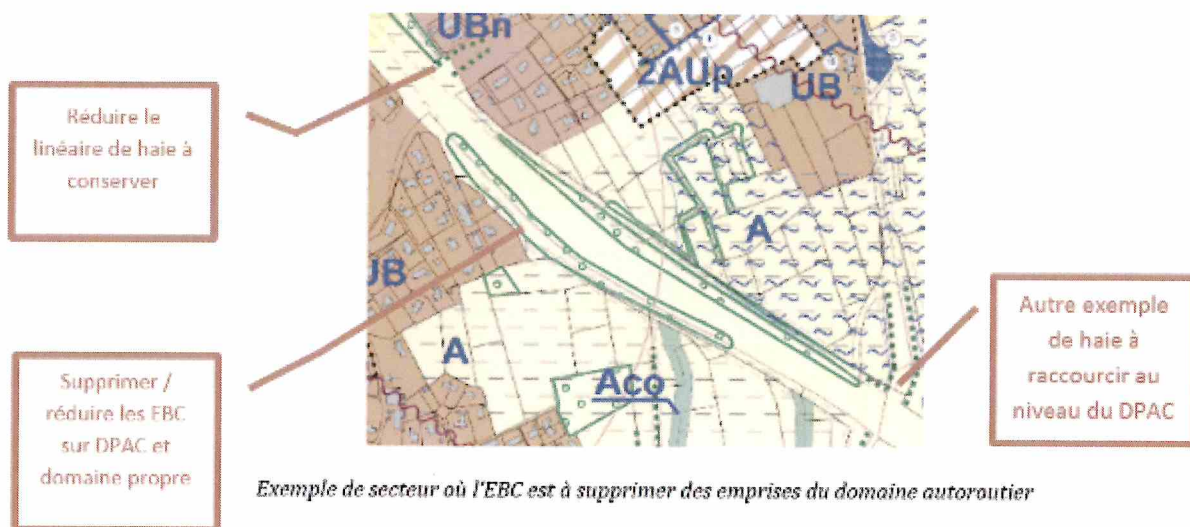
Espaces boisés classés :

Il est noté que plusieurs Espaces Boisés Classés (EBC), prévus par l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, sont institués au sein du DPAC et des parcelles du domaine du concessionnaire autoroutier AREA, ainsi qu'à leurs abords immédiats.

Il en est de même pour les talus et accotements végétalisés de l'A48, dont certains ont été identifiées au PADD sur le secteur des Eymins.

Il n'est pas dans l'intention du concessionnaire de supprimer la végétalisation de ces talus ou accotements, mais l'institution d'EBC au sein du domaine autoroutier est juridiquement incompatible avec la gestion d'une activité autoroutière. En EBC, l'affectation du sol est supposée naturelle alors que les parcelles sont affectées à l'activité autoroutière, quelles soient artificialisées ou non. Ce classement s'oppose en outre aux besoins et délais d'urgence que peuvent revêtir certaines de nos interventions (notamment la sécurisation des usagers, les besoins d'entretien, ...).

Enfin, AREA demande de respecter autant que possible une marge d'une dizaine de mètres entre le DPAC et les EBC, afin de ne pas nuire à l'entretien ou la coupe des espaces boisés immédiatement riverains du domaine public autoroutier. Cette demande est d'ailleurs en cohérence avec la prescription du règlement du PLU qui prévoit qu'aucune construction n'est admise à moins de 5 mètres de d'un EBC, laquelle conforte la nécessité de décaler les EBC de l'infrastructure autoroutière existante.



Exemple de secteur où l'EBC est à supprimer des emprises du domaine autoroutier

⇒ **Supprimer tout EBC dans l'emprise du DPAC et des parcelles du domaine propre du concessionnaire AREA, celles-ci étant affectées à l'exploitation autoroutière.**

Emplacements réservés.

L'ER n°12 prévu pour un déversoir d'orage prend place en partie sur du DPAC, lequel est par principe imprescriptible et inaliénable. Il ne peut donc juridiquement pas faire l'objet d'une ER.

Cet ER n°12 impacte également la parcelle AE 97 qui fait partie du domaine propre du concessionnaire et pour laquelle AREA demande également la suppression de l'ER. Pour ce projet de bassin d'orage, AREA invite la Commune à se rapprocher de ses services pour envisager en concertation la possibilité d'intégrer le foncier d'AREA à cette réflexion.

Autres prescriptions des documents graphiques

Le domaine autoroutier est concerné par les zones des PPRI de la Morge et de l'Isère Aval mais le report effectué au sein du PLU est sans incidence car les PPRI s'imposent aux activités autoroutières indépendamment du PLU.

Le domaine autoroutier est également couvert par de la zone humide. Le rapport de présentation inscrit en page 60 que les constructions sont interdites en zone humide. Le règlement de la zone A confirme cette inconstructibilité, ce qui pose une difficulté majeure pour l'exercice normal de l'exploitation du domaine autoroutier confiée à AREA, comme il est vu dans le paraphage relatif au règlement de la zone A.

Au sein de la zone A, au Nord-Ouest du territoire communal, une emprise « A1 » est délimitée : elle correspond à une zone de travaux pour le contournement de l'A48. Comme évoqué en préalable, AREA n'est pas informée de l'état d'avancée de ce projet impactant l'infrastructure autoroutière. Le rapport de présentation, silencieux sur ce point, serait à compléter pour expliquer ce projet.

Enfin, au sud-est du territoire communal, le domaine autoroutier est traversé par une trame matérialisée par des « T », qui n'est pas légendée. Il convient de s'assurer que cette dernière n'entraîne pas de prescriptions susceptibles de nuire à l'exercice de l'activité autoroutière.

IV. Analyse des prescriptions réglementaires imposées à notre domaine

La présente analyse s'attache à expliquer les modifications réglementaires à appliquer aux dispositions générales et à la zone agricole, partant du postulat que l'ensemble du domaine autoroutier sera classé en zone A une fois les quelques ajouts d'emprises vu précédemment effectués.

Dispositions générales du règlement (Titre I)

Les dispositions générales du règlement ne posent pas de difficultés particulières à l'exploitation du domaine autoroutier.

Toutefois, il est important pour le bon fonctionnement des ouvrages autoroutiers que les aménagements réalisés aux abords de l'autoroute n'impactent pas nos installations de gestion des eaux pluviales (fossés, bassins de rétention).

En effet, parfois par méconnaissance, des constructeurs ou exploitants agricoles rejettent leurs eaux pluviales dans le réseau d'eaux pluviales autoroutier, ce qui conduit à saturer ce dernier ou le charger de rejets spécifiques que les ouvrages autoroutiers ne sont pas destinés à traiter.

Les installations de gestion des eaux pluviales sont dimensionnées et conçues pour protéger le milieu naturel de la pollution générée par l'infrastructure autoroutière. A ce titre, les constructions et installations non liées à l'activité autoroutière ne peuvent rejeter leurs eaux pluviales dans le réseau ou les ouvrages de gestion liés à l'autoroute, sauf accord exprès du gestionnaire.

⇒ **Préciser au sein des dispositions générales du règlement, que les constructions et installations non liées à l'activité autoroutière ne peuvent rejeter leurs eaux pluviales dans le réseau ou les ouvrages de gestion liés à l'autoroute, sauf accord exprès du gestionnaire. Cet ajout peut se concevoir également (au choix) dans le §F du titre III du règlement.**

Le titre II Dispositions liées à la carte des aléas

Ce titre 2 prévoit bien l'acceptation sous condition des constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général déjà implantés dans la zone, et les infrastructures (notamment les infrastructures de transports).

Toutefois, ce titre comprend des dispositions concernant les fossés et canaux en toutes zones et imposent des marges de recul impératives qui ne paraissent pas compatibles avec les infrastructures autoroutières existantes ou leur évolution éventuelle. Des fossés, cours d'eaux et canaux sont riverains ou passent sous le domaine autoroutier et il existe donc déjà des situations où il n'y a pas les reculs de 5 à 10 mètres imposés par ce paragraphe. Il est nécessaire d'ajouter à ce § « A » la possibilité de dispositions dérogatoires pour les constructions, aménagements ou équipements liés à l'activité autoroutière, pour des besoins de fonctionnalité ou de sécurité.

⇒ Ajouter une exemption au § A – « Dispositions concernant les fossés, canaux en toutes zones », permettant d'exempter les constructions, ouvrages, aménagements ou équipements liés à l'activité autoroutière, pour des besoins de fonctionnalité ou de sécurité.

Le Chapitre X Dispositions générales applicables à la zone A

L'autoroute 48 est classée en zone A et son secteur Ap. Sous réserve que l'ensemble du DPAC et du domaine autoroutier propre au concessionnaire soient classés en zone A, les remarques relatives à la bonne exploitation du domaine autoroutier ne concernent donc que cette zone.

Le PLU de ST JEAN DE MOIRANS met un fort accent sur la prise en compte des risques naturels. Il en découle des mesures relatives aux aléas nombreuses avec le risque de voir les prescriptions obligatoires des PPRI se télescoper ou mal s'articuler avec celles d'initiative communale.

Toutefois, les prescriptions relatives aux aléas du chapitre X ne semblent pas rédhibitoires pour l'exercice de l'activité autoroutière et les éventuels travaux liés, car le titre II du règlement prévoit que : « Dans les zones où la prise en compte des risques naturels conduit à interdire de manière générale tout projet nouveau, sous réserve notamment de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, certains des types de projets particuliers suivants sont autorisés : [...] E- les constructions, les installations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général déjà implantés dans la zone, les infrastructures (notamment les infrastructures de transports, de fluides, les ouvrages de dépollution), les équipements et ouvrages techniques qui s'y rattachent, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux ; »

Par contre, le premier article relatif à l'usage des sols et destinations des constructions, pose problèmes en ce que :

- Il interdit d'une manière générale les exhaussements et affouillements alors que ces derniers peuvent parfois s'avérer nécessaires pour certains travaux courants dans le DPAC. Cette interdiction ne souffre aucune exception, pas même par le biais d'un renvoi au dernier § de la page ; qui semble relatif aux installations admises mais conditionnées.
- Par endroit l'autoroute est couverte du tramé zone humide. Il conviendrait d'ajuster l'emprise de la zone humide afin d'en exclure au moins les emprises totalement artificialisées de chaussée et de talus de l'A48. De facto la totale interdiction d'aménagement qui en résulte n'est pas compatible avec la vocation actuelle du DPAC.
- Le second point (ou §) de la page 77 interdit en secteur Ap les constructions de toute nature, alors qu'il accueille un tronçon de l'A48. L'exploitation courante du domaine autoroutier nécessite de pouvoir y réaliser quelques aménagements, de type modelages de sol, y installer certains équipements techniques, des ouvrages, d'y réaliser certaines constructions telles que des transformateurs ou des murs, des clôtures et parfois des dépôts de sel ou de matériel de signalisation, susceptibles d'être mis en place pour améliorer le fonctionnement et la sécurisation de notre réseau.

⇒ Dans le 1er § relatif aux interdictions, faire en sorte que les constructions et installations nécessaires à l'activité autoroutière ne soient pas interdites, y compris dans l'emprise tramé de zone humide qui la couvre, et en particulier les exhaussements et affouillements de sols.

⇒ Idem pour le second § qui en secteur Ap interdit les constructions de toute nature alors qu'il accueille un tronçon de l'A48.

Le second article relatif aux caractéristiques urbaines appelle les remarques suivantes :

Le II. A en page 82 prévoit que les rives des fossés d'écoulement doivent être maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblais sur 4 m de largeur minimum de part et d'autre. Or l'A48 est bordée de fossés d'écoulement aux abords desquels il existe des remblais constitués des talus de l'autoroute ou de chaussée circulée, ainsi que des petites installations techniques diverses, ou mur de soutènement ... qui peuvent se trouver à moins de 4 m du dit fossé.

⇒ **Prévoir une exception pour les ouvrages ou fossés liés à l'activité autoroutière.**

Il est relevé qu'aucune disposition graphique ou réglementaire ne vient rappeler l'existence d'une marge de recul inconstructible de 100m de part et d'autre de l'axe du tronçon autoroutier en vertu des articles L111-6 et 7 du code de l'urbanisme (LOI BARNIER). De plus, en zone A, le règlement autorise l'implantation de constructions à 5 mètres de l'emprise publique ce qui permet à des constructions agricoles notamment de s'approcher très près de l'autoroute.

Pour ces constructions non soumises à la loi Barnier, et pour les ouvrages techniques et les infrastructures d'intérêt général, le règlement autorise une urbanisation trop proche de l'infrastructure (5 m) qui génère bien souvent une banalisation paysagère des territoires, restreint les possibilités d'évolutions de l'infrastructure et présente un risque d'insécurité pour nos usagers. Ainsi, il est préconisé :

- Un recul au moins égal à la hauteur ($H = L$) pour les constructions et installations d'intérêt collectif ou nécessaires aux services publics, (autres que celles liées à l'activité autoroutière qui doivent pouvoir s'implanter librement aux abords de l'autoroute à laquelle elles sont liées).
- une bande inconstructible d'environ 50m de part et d'autre de l'axe des autoroutes pour toutes les autres constructions ou installations non liées à l'activité autoroutière.

Ces reculs permettront de répondre également aux risques d'insécurité pour nos usagers qui peuvent être engendrés lorsque la hauteur des constructions implantées aux abords de nos axes est trop importante (risque de chute sur le domaine public).

- ⇒ **Afin ne pas créer de risques de nuisances ou de problèmes de sécurité vis-à-vis de nos usagers, il conviendrait de compléter le règlement de la zone A afin d'imposer un recul d'au moins $H=L$ pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics autres que celles liées à l'activité autoroutière.**
- ⇒ **Ce recul passerait à au moins 50m à partir de l'axe pour les autres constructions et installations non liées à l'activité autoroutière.**

Concernant les clôtures, leur limitation à 2 mètres de hauteur peut s'avérer insuffisante en certains endroits en fonction des dénivelés des terrains et des situations (contrebas ou surplomb), pour limiter les risques d'intrusions sur le domaine autoroutier, de la grade faune notamment. De même, l'interdiction des murs pleins ne permet pas les dispositifs antibruit qui peuvent parfois prendre place le long des axes autoroutiers.

- ⇒ **Prévoir d'insérer une exception pour les clôtures autoroutières, pour des besoins de fonctionnalité ou de sécurité.**

Concernant les réseaux, en page 85, III.B, la réglementation des rejets d'eaux pluviales varie en fonction du type de classement d'Alea. Il est difficile de savoir précisément à quelle règle sera soumise l'A48 sur la carte 4.2.B du PLU. Dans certains cas, les rejets dans le sol des eaux pluviales sont interdits, tandis que dans d'autres ils sont admis dans les réseaux ou exutoires existants sous condition. L'interdiction de rejets serait incompatible avec l'exploitation du domaine autoroutier qui induit des rejets en réseau ou dans le milieu récepteur ; le cas échéant après rétention et traitements.

Il appartient aux auteurs du PLU de s'assurer de la possibilité d'une correcte exploitation et évolution du système de gestion des eaux pluviales autoroutier, sachant que les fossés ou éventuels ouvrages de rétention doivent pouvoir être entretenus et évoluer pour assurer la sécurité des usagers s'agissant notamment du risque d'inondation ou pour une meilleure prise en compte de l'environnement par l'installation de systèmes de traitement des eaux potentiellement souillées.

⇒ **Clarifier la réglementation applicable à l'A48 en matière de gestion des eaux pluviales et l'adapter si nécessaire afin que l'entretien courant du réseau d'assainissement autoroutier et ses éventuelles évolutions soient rendues possibles, dans le respect de la réglementation des plans de prévention des risques naturels.**

V. Analyse des prescriptions réglementaires des zones limitrophes au domaine autoroutier

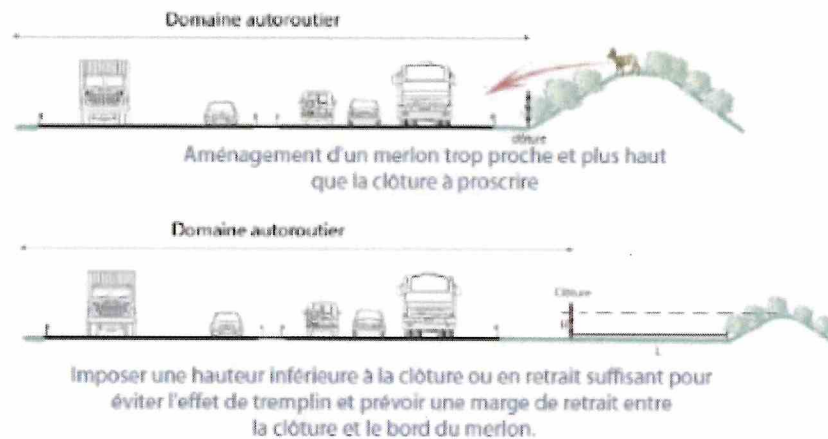
Il s'agit ici d'attirer l'attention des auteurs du PLU sur les incidences de la réglementation de zones limitrophes au domaine autoroutier, sachant que la préoccupation principale pour ces dernières est la prise en compte de la sécurité des usagers de l'autoroute et la réduction des risques de nuisances ou d'insécurité liés aux constructions et opérations à réaliser aux abords du DPAC.

Les zones limitrophes du DPAC sont les zones A, N, UD (dont son secteur UDn), UB (dont son secteur UBn) et UX.

Pour l'ensemble de ces zones, il est sollicité deux modifications qui pourraient trouver leur place dans les dispositions générales par exemple :

- Que les constructions et installations non liées à l'activité autoroutière respectent un recul d'au moins $H = L$ pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, et d'au moins 50m à partir de l'axe de l'A48 pour les autres.
- Prévoir une règle de recul pour la création de merlons non liés à l'activité autoroutière, à proximité de l'A48 afin d'éviter les intrusions, comme illustré dans le schéma ci-dessous.

Aménagement de merlons



VI. Analyse des orientations d'aménagement et de programmation

Les OAP prennent correctement en compte les enjeux autoroutiers et n'appellent pas d'observations particulières.

VII. Analyse des documents annexes

Plan des Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Il conviendrait de reporter le tracé de la servitude EL11 relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des axes autoroutiers (A48 et A49). La servitude s'applique directement sans qu'aucune mesure réglementaire (décret ou arrêté) ne soit nécessaire. Les textes en vigueur sont les articles L. 122-2, L.151-3, L.152-1 et L.152-2 du Code de la voirie routière.

⇒ **Reporter la servitude EL11 sur le plan des servitudes d'utilité publique.**

Prescription d'isolement acoustique

Le PLU traduit correctement la réglementation sur le classement sonore des infrastructures de transport terrestres liée à la présence de l'A48. Il comprend bien une carte reportant les zones de bruit relatives au classement sonore des infrastructures de transports terrestres (plan de zonage). Le règlement mentionne, dans les zones concernées, la prescription de bruit, tandis que l'arrêté préfectoral de classement figurant en annexe du PLU permet de savoir quelles sont les prescriptions qui s'appliquent à cette contrainte.



MAIRIE DE SAINT-JEAN-DE-MOIRANS
Mme Laurence BETHUNE
Maire
2 PLACE DU CHAMP DE MARS
38430 SAINT-JEAN-DE-MOIRANS

Direction Economie

Références : YL / PF - .T8N15-4

Contact : territoires@cma-isere.fr

Grenoble, le 15 juin 2018

Objet : Révision PLU

Madame le Maire,

Par courrier daté du 17 mai 2018, vous avez sollicité l'avis de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Isère sur le projet de PLU de votre commune.

A la vue des documents qui m'ont été remis et en tant que Président, j'émet un avis favorable dans la mesure où vous semblez avoir intégré les besoins et les attentes de l'artisanat. Je ne peux que vous inciter à poursuivre dans cette direction.

Nous sommes également à votre disposition pour vous apporter des éléments d'expertise nécessaires à l'implantation et au développement des entreprises artisanales de votre commune au-delà des outils urbanistiques et réglementaires. En effet, d'autres leviers sont à votre disposition pour recréer une dynamique commerciale avec d'éventuels travaux d'embellissement mais également la professionnalisation des entreprises artisanales.

M. Yoann LEHMANN, Chargé de mission au sein de mon établissement, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, mes salutations distinguées.

SIÈGE GRENOBLE

ZAC Bouchayer-Viallet
20, rue des Arts et Métiers
CS 20055
38026 Grenoble Cedex 1

SITE DE VIENNE

2, place Saint Pierre
CS 30369
38217 Vienne Cedex

SITE DE VILLEFONTAINE

PÔLE FORMATION
Maison des Entreprises
23, rue Condorcet
38090 Villefontaine

Tél. : 04 76 70 82 09

Fax : 04 76 70 82 59

SITE DE BOURGOIN-JALLIEU


EFMA

10, rue Saint Honoré
Champ-Fleuri - CS 24013
38307 Bourgoin-Jallieu Cedex

Tél. : 04 74 43 67 00

Fax : 04 74 43 67 08




Philippe TIERSEN
Président

P.J : Fiches « Agir pour l'artisanat de votre territoire »

Connaître l'artisanat de votre territoire

Bénéficier d'un état des lieux pour identifier les caractéristiques de l'artisanat sur votre territoire

Vos besoins

- Connaître les données statistiques de l'artisanat sur votre territoire
- Appréhender la conjoncture de l'artisanat
- Bénéficier de la liste des entreprises artisanales de votre territoire

Nos réponses

- Réaliser une synthèse reprenant l'ensemble des données statistiques* de votre territoire : nombre d'entreprises artisanales, répartition des activités, évolution du nombre d'entreprises, ancienneté des établissements, âge du chef d'entreprise, formes juridiques, etc.)
**issu du Répertoire des Métiers*
- Vous présenter les résultats de la synthèse de l'artisanat sur votre territoire lors d'une réunion en présence d' élu(s) et/ou de technicien(s)
- Vous transmettre un fichier qualifié des entreprises artisanales de votre territoire (format Excel)
- Accéder aux notes de conjoncture départementale (trimestrielle)
- Recevoir les lettres d'informations sectorielles : alimentation, bâtiment, production et services.
- Bénéficier d'un abonnement pour un an au magazine d'informations de la CMA Isère « Artisanat 38 » (4 numéros)

Renseignements et contact :

Tél : 04 76 70 82 31

Mail : territoires@cma-isere.fr

www.cma-isere.fr



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Isère

Les +

- Mieux appréhender l'artisanat
- Identifier les enjeux
- Bénéficier de données précises et à jour
- Faciliter votre prise de décision
- Etre conseillé et accompagné par des spécialistes

Pour qui ?

Communes, EPCI, cabinets d'études

Intervenants

Conseiller de la CMA Isère spécialisé en développement territorial

Tarif

450 euros*

* hors convention spécifique

Agir pour l'artisanat de votre territoire

Etablir une stratégie pour développer l'artisanat de votre territoire

Bénéficier d'un diagnostic et d'un programme d'actions

Vos besoins

- Dynamiser le tissu économique local
- Renforcer votre connaissance de l'artisanat et appréhender ses forces et ses faiblesses
- Améliorer les services à destination des artisans du territoire
- Répondre aux enjeux de l'artisanat sur votre territoire

Nos réponses

Elaborer un diagnostic économique de l'artisanat

- Identifier les apports et les impacts de l'activité artisanale sur le territoire
- Analyser l'évolution de l'artisanat du territoire (similitudes, différences et complémentarité avec d'autres territoires)
- Recenser les besoins des artisans

Proposer une stratégie pour le développement de l'artisanat sur le territoire

- Identifier des axes stratégiques pour le développement de l'artisanat
- Proposer des d'orientations pour positionner l'artisanat comme vecteur de compétitivité du territoire
- Synthétiser les enjeux et les opportunités pour le territoire

Co-construire un programme d'actions en faveur des artisans du territoire

- Dimensionner et prioriser des actions à mettre en œuvre

Renseignements et contact :

Tél : 04 76 70 82 31
Mail : territoires@cma-isere.fr
www.cma-isere.fr



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Isère

Les +

- Faire émerger les spécificités artisanales de votre territoire
- Faciliter votre prise de décision
- Etre conseillé et accompagné par des spécialistes

Pour qui ?

Communes, EPCI, cabinets d'études

Intervenant

Conseiller de la CMA Isère spécialisé en développement territorial

Tarif

sur devis *

* hors convention spécifique

Planter une entreprise artisanale sur votre territoire

Bénéficier d'une expertise et d'une aide à la décision pour développer l'activité artisanale

Vos besoins

- Répondre aux besoins des habitants de votre territoire
- Réussir l'implantation d'une activité artisanale
- Valoriser un local vacant
- Choisir l'artisan adapté à votre besoin

Nos réponses

Pack 1 : Etudier l'opportunité d'implanter une entreprise artisanale

- Etudier l'environnement local et la concurrence
- Analyser les potentialités commerciales et économiques
- Vous présenter les résultats de l'étude

Pack 2 : Etudier la faisabilité d'implanter une entreprise artisanale

- Réaliser une expertise technique pour l'activité souhaitée
- Faire une évaluation financière du projet
- Vous présenter les résultats de l'étude

Pack 3 : Installer un artisan

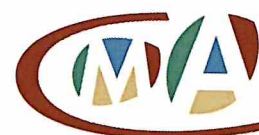
- Aider le territoire dans le choix de l'artisan : définir le profil de l'artisan, réaliser et diffuser l'offre, pré-sélectionner les candidats
- Accompagner l'artisan sur les 3 premières années d'activités

Renseignements et contact :

Tél : 04 76 70 82 31

Mail : territoires@cma-isere.fr

www.cma-isere.fr



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Isère

Les +

- Dynamiser le tissu économique local
- Faciliter votre prise de décision
- Etre conseillé et accompagné par des spécialistes

Pour qui ?

Communes, EPCI

Intervenant

Conseiller de la CMA Isère spécialisé en développement territorial

Tarif

sur devis *

* hors convention spécifique

Intégrer efficacement l'artisanat dans vos documents de planification et d'urbanisme pour faire vivre votre territoire

L'artisanat est un secteur économique majeur qui anime et structure les centres villes, les zones péri-urbaines et les zones rurales.

En utilisant tous les outils de planification et d'urbanisme à votre disposition, vous avez l'opportunité d'intégrer l'artisanat pour qu'il joue pleinement son rôle d'acteur économique et de lien social.

Les « + » des outils de planification et d'urbanisme :

- Maintenir la diversité de l'offre commerciale
- Favoriser la bonne gestion de l'espace
- Permettre des conditions acceptables d'implantation des activités artisanales
- Assurer le lien entre activités économiques et besoin de la population
- Assurer la mixité fonctionnelle
- Promouvoir le territoire

Les outils de l'urbanisme stratégique

(SCOT, DAC, PLU) pour :

- Maintenir la diversité des formes de distribution afin de solidifier le tissu économique, plus divers donc plus résistant en cas de choc ;
- Veiller à la limitation des possibilités d'extension ou de densification des grands équipements commerciaux, tant en périphérie qu'en tissu dense ;
- Introduire un schéma d'accueil des artisans en complément d'un schéma d'accueil des entreprises ;
- Faire en sorte que les espaces prévus pour l'activité artisanale ne soient pas uniquement des délaissés ou des espaces de périphérie éloignée.

Les outils de l'urbanisme réglementaire

(alignements stricts, plafonds de polarité, linéaire d'activités, périmètres de sauvegarde du commerce, préemption des murs et des fonds commerciaux et artisanaux...) pour :

- Proposer des produits immobiliers et fonciers réellement adaptés ;
- Veiller à ce qu'il existe toujours des locaux artisanaux dans les centres-ville, centres-bourg et quartiers ;
- Maintenir de l'activité de proximité favorisant ainsi la mixité fonctionnelle et générationnelle.
- Systématiser le droit de préemption, notamment sur les secteurs en tension, pour favoriser la diversité de l'offre commerciale de proximité.

Les outils de l'urbanisme opérationnel

(ZAC, OAP) pour :

- Intégrer / réintroduire / maintenir des activités artisanales de proximité dans les quartiers résidentiels afin de favoriser la mixité fonctionnelle ;
- Imposer une vocation artisanale à tout ou partie des projets urbains et opérations immobilières ;
- Densifier et intégrer l'artisanat dans le processus de « construction de la ville sur la ville » ;
- Anticiper et intégrer les contraintes financières et techniques pour l'implantation des activités artisanales.

| | |
|---|---|
| <p>Les outils de l'urbanisme thématique et de programmation (PLH, PDU) pour :</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer une vision sous 3 angles pour comprendre les déplacements « utiles » aux entreprises artisanales : les clients, les fournisseurs, les salariés ; ▪ Prendre en compte la composante artisanale dans les politiques de déplacement, à la fois pour l'accessibilité par la route que par d'autres mode (TC, rail) ; ▪ Intégrer les besoins logistiques de l'artisanat pour permettre des approvisionnements gros porteurs sur des faisceaux définis ; ▪ Assurer et maintenir le développement du tissu artisanal en proximité des réseaux de transport en commun et nœuds multimodaux ▪ Permettre l'installation d'entreprises artisanales à proximité des axes de TC ; ▪ Pour les activités mobiles et itinérantes, ménager, dans les réflexions sur le partage de la voirie, des espaces suffisants et pertinents, tant en quantité qu'en localisation, ceci dans le but de garantir un service de qualité à la population et aux entreprises du territoire, y compris dans les secteurs les plus denses ; ▪ Proposer des hébergements adaptés aux apprentis à proximité des lieux de formation et des entreprises. |
| <p>Les outils financiers (FISAC ...) et fonciers des collectivités (EPFL, EPORA, EPARECA, Territoires 38, ...) pour :</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Permettre d'amortir l'engagement des collectivités (ex : FISAC pour les intérêts d'emprunt pour la préemption de fonds, baux ou terrains) ; ▪ Prévenir des difficultés des entreprises lors de la programmation de travaux ; ▪ Assurer des conditions d'implantation acceptables dans la durée. ▪ Allotir les commandes publiques pour faciliter l'accès des marchés publics aux entreprises artisanales |
| <p>Les outils de planification où l'artisanat peut être intégré de manière spécifique pour participer au développement des territoires :</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les procédures contractuelles (CDDRA, LEADER, PNR, Contrats de Ville, etc.) ▪ Les schémas de développement (économique, haut-débit, innovation, emploi, etc.) ▪ Les plans de mandature |
| <p>Les outils de promotion du territoire :</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir l'artisanat et ses savoir-faire au travers de ses titres et qualification permet de contribuer aux démarches de marketing territorial. Les signes distinctifs sur lesquels le territoire peut communiquer sont nombreux : ▪ Qualité Artisan, ▪ Maître Artisan, ▪ Artisan d'Art, ▪ Entreprise du Patrimoine Vivant, ▪ Meilleur Ouvrier de France, ▪ Marque Imprim'Vert, Mention « RGE - Reconnu Garant de l'Environnement », etc... |

- DAC : Document d'Aménagement Commercial
- DPU : Droit de préemption Urbain
- OAP : Orientation d'aménagement et de programmation
- PLU : Plan local d'urbanisme
- SCOT : Schéma cohérence Territoriale
- ZAC : Zone d'aménagement concertée
- FISAC : Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce
- TC : Transports en Commun
- EPFL : Etablissement Public Foncier Local
- PLH : Plan Local de l'Habitat
- PDU : Plan de Déplacement Urbain
- EPORA : Etablissement Public Foncier Ouest Rhône-Alpes
- EPARACA : Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux

Renseignements et contact :

Tél : 04 76 70 82 31

www.cma-isere.fr

Mail : territoires@cma-isere.fr



Pourquoi maintenir et développer l'artisanat ?

L'artisanat est un secteur économique à part entière qui anime et structure les territoires...

Il favorise le lien social, contribue au maintien et à la création d'emploi.

Il participe à la richesse et à l'attractivité d'un territoire.

Enfin, l'artisanat s'inscrit dans une dynamique de développement durable.

Créateur d'entreprises à taille humaine

Les entreprises artisanales se caractérisent par la nature de leur activité et leur taille. Elles exercent une activité de production, transformation, réparation ou prestations de services. Elles emploient moins de 10 salariés au moment de leur création.

Moteur de l'économie locale

Présent dans les secteurs de l'alimentation (11%), du bâtiment (42%), de la production (16%) et des services (31%), avec plus de 510 activités différentes, l'artisanat est la première entreprise du département. Elle occupe une place privilégiée dans l'économie locale. En Isère, l'artisanat c'est plus de 28 000 entreprises.

Générateur d'attractivité

Par sa capacité d'innovation et son savoir-faire, l'artisanat apporte des produits et des services essentiels au bon fonctionnement de l'ensemble du tissu économique. Sa diversité est un facteur d'attractivité pour le territoire. En effet, au service de tous les acteurs du territoire, l'artisanat représente une vraie richesse avec plus de 250 métiers, des plus traditionnels : maçonnerie, boulangerie, coiffure..., aux plus modernes : micro-électroniques, son et image, génie climatique..., y compris les services : mécanique automobile, esthétique, fleuriste, imprimerie... et la création artistique : céramique, lutherie, arts graphiques.

Acteur de l'emploi et de la formation

L'artisan est un acteur de proximité incontournable sur le plan de la formation et génère des emplois non délocalisables et créateurs de richesse. Qualifiés dans leur métier, les artisans sont les dépositaires de nombreux savoir-faire transmis essentiellement par l'apprentissage. L'artisanat participe ainsi activement à l'insertion professionnelle des jeunes qui choisissent cette voie. En Isère, l'artisanat représente 60 000 salariés et plus de 3 400 contrats d'apprentissage signés par an.

Garant du développement durable

Par sa proximité géographique l'artisanat participe activement au développement économique local. La diversité de ses activités quant à elle, permet de répondre aux enjeux sociétaux et environnementaux (proximité, accessibilité, sécurité, mobilité, transition énergétique, maintien du dernier commerce, etc.). Enfin, sa présence homogène contribue à assurer du lien social et de la mixité fonctionnelle sur les territoires.

Créateur de valeur ajoutée

Alors que d'autres formes de distribution dématérialisent la relation client, l'artisan est au plus proche du territoire et des personnes. Il est le garant d'une forme visible et concrète de services de « proximité ». Par ailleurs, en participant à la transformation des produits locaux lors de la mise en place de filières ou de circuits courts, l'artisanat contribue à la valorisation des ressources locales.

Renseignements et contact :

Tél : 04 76 70 82 31

www.cma-isere.fr

Mail : territoires@cma-isere.fr

Direction des Opérations
Pôle Exploitation Rhône-Méditerranée
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
33 rue Pétrequin - BP 6407 - 69413 LYON CEDEX 06
Téléphone +33(0)4 78 65 59 59
www.grtgaz.com



MAIRIE DE SAINT-JEAN-DE-MOIRANS
2 PLACE DU CHAMPS DE MARS
38430 SAINT-JEAN-DE-MOIRANS

VOS RÉF. -
NOS RÉF. U2018-000413
INTERLOCUTEUR Véronique Thévenet ☎ 04 78 65 59 42
OBJET Avis sur le PLU arrêté de la commune de SAINT-JEAN-DE-MOIRANS (38)

Lyon, 29 juin 2018

Madame le Maire,

Nous accusons réception de votre courrier en date du 13/06/2018 relatif la révision du PLU de votre commune.

Le territoire de la commune de SAINT JEAN DE MOIRANS est impacté par des ouvrages de transport de gaz naturel haute pression appartenant à GRTgaz.

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

Au travers des textes réglementaires, des dispositions visant à garantir l'exploitation et la sécurité des ouvrages de transport de gaz naturel et à maîtriser l'urbanisation à proximité de ces mêmes ouvrages existent et doivent être pris en compte dans les réflexions et documents d'urbanisme.

La réglementation associée à la présence des ouvrages de transport de gaz naturel est partiellement prise en compte dans le PLU.

En effet, c'est à l'occasion de l'évolution des documents d'urbanisme, que doivent être intégrés les éléments relatifs à nos ouvrages de manière à concilier les enjeux de densification urbaine et de sécurité pour les personnes et les biens (articles L.101-2, L.151-43 et L.152-7 du Code de l'Urbanisme). Cette intégration doit intervenir à plusieurs niveaux dans votre PLU.

Par ailleurs, en complément de la servitude d'utilité publique d'implantation et de passage déjà existante, un arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique pour la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de SAINT JEAN DE MOIRANS a été signé le 15/03/2017.

A la lecture des documents transmis, nous avons quelques remarques dont vous voudrez bien tenir compte :

✓ **Rapport de Présentation :**

- Partie 1 - page 9/89 - « Les annexes » : il serait utile de rajouter les servitudes d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation dans les servitudes d'utilité publiques (en plus des servitudes de passage des canalisations de transport de gaz).
- Partie 2 - page 117/127 : Il est bien indiqué dans les risques que la commune est impactée par le transport de matières dangereuses par canalisation dont deux canalisations de transport de gaz haute pression. Toutefois, il n'est pas fait mention de leurs Servitudes d'Utilité Publique (SUP) (SUP d'implantation et de passage et SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation).

Vous retrouverez ces éléments dans la fiche de présentation et leurs SUP associées dans la fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage et dans la fiche d'information sur les SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation.

- Partie 3 : Les moyens mis en œuvre pour tenir compte de ce risque dans le choix de développement doivent également être exposés.

✓ **PADD :**

Il serait utile de rappeler de veiller à ne pas développer de programmes d'habitat, d'espaces ou équipements publics à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

✓ **Règlement :**

La présence des ouvrages GRTgaz doit être signalée avec le rappel des SUP d'implantation et de passage et des distances des SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation.

Plus particulièrement, il conviendra d'indiquer dans les dispositions générales et/ou dans chaque zone concernée par les ouvrages GRTgaz (notamment les zones A et N) :

- Les interdictions et règles d'implantation associées aux servitudes d'implantation et de passage (zone non aedificandi et non sylvandi) des canalisations.
- Les interdictions et règles d'implantations associées aux servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation et de détailler les modalités de l'analyse de compatibilité.
- **L'obligation d'informer GRTgaz** de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones précitées de nos ouvrages (Art. R. 555-30-1. – *Issu du code de l'environnement, créé par le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017*)
- La réglementation anti-endommagement en rappelant le site internet du Guichet Unique des réseaux pour les Déclarations de Travaux (DT) et Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Pour plus de détails concernant ces éléments, merci de vous référer aux fiches jointes.

Comme l'indique la Note Technique du 7 janvier 2016 du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie « il relève de la seule responsabilité des maires ou collectivités en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme de fixer, le cas échéant, des contraintes d'urbanisme pour d'autres catégories de constructions que les ERP et IGH ».

Il appartient à l'autorité délivrant l'autorisation, en lien avec le pétitionnaire et le service instructeur, d'établir si un projet justifie des restrictions de construction ou d'installation aux regards du risque, en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

✓ **Document graphique du règlement – Plan de zonage :**

Les SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation des ouvrages GRTgaz (SUP1, qui englobe la SUP d'implantation et de passage) doivent apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones, en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme. Les risques technologiques induits par la présence des ouvrages de transport de gaz sont à prendre en compte notamment pour la construction et l'ouverture d'ERP de plus de 100 personnes et d'IGH.

✓ **Changement de destination des zones :**

Les changements de destination devront être conformes aux spécifications des canalisations de transport de gaz et de leurs SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation.

Il convient d'éviter la création de zone urbaine (U) ou zone à urbaniser (AU) dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

✓ **Espaces Boisés Classés, haies, éléments végétaux particuliers :**

La présence de nos ouvrages et leur bande de servitude d'implantation ne sont pas compatibles avec un Espace Boisé Classé, haies ou éléments végétaux protégés. Pour mémoire, cette bande de servitude est une bande de libre passage. Cette bande est *non-aedificandi* et *non-sylvandi*. Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites.

✓ **Plan des Servitudes d'Utilité Publique :**

La représentation des SUP d'effets (SUP 1) des ouvrages doit être matérialisée pour intégrer les SUP de maîtrise de l'urbanisation, en plus de la servitude d'implantation et de passage (I3).

✓ **Liste des Servitudes d'Utilité Publique :**

Le détail de la servitude I3 (SUP d'implantation et de passage) doit être rappelé en précisant la largeur de la zone non-aedificandi et non-sylvandi des canalisations.

Les SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation doivent être ajoutées sur la liste des SUP en plus de la SUP d'implantation et de passage pour tenir compte de l'arrêté préfectoral n° 38-2017-03-15-018 du 15/03/2017.

A compter du 01/09/2018, prendre en compte l'adresse suivante pour le service responsable des servitudes et des travaux :

GRTgaz - DO - PERM
Equipe Travaux Tiers et Urbanisme
10 rue Pierre Sépard - CS 50329
69363 LYON CEDEX 07
Tél : 04 78 65 59 59

Aussi, nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli des renseignements caractérisant nos ouvrages et précisant les dispositions qui s'y rattachent :

- Une fiche de présentation des ouvrages impactant le territoire et les coordonnées de GRTgaz ;
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage ;
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation ;
- Une fiche de rappel de la réglementation anti-endommagement.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions d'agréer, Madame le Maire, l'expression de nos salutations les meilleures.


AG. LASCAUX
Responsable équipe appui

P.J. : 4 fiches

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE ET COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de la commune de SAINT JEAN DE MOIRANS est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Rhône Méditerranée
Equipe Travaux Tiers et Urbanisme
10 rue Pierre Sémard - CS 50329
69363 LYON CEDEX 07
Téléphone : 04.78.65.59.59

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24 : **0800 246 102**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire

Ces ouvrages impactent le territoire à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique de d'implantation et de passage) et pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation).

| Nom Canalisation | DN (-) | PMS (bar) |
|------------------|--------|-----------|
| SAVOIE | 400 | 67,7 |
| SAVOIE | 150 | 67,7 |

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

Canalisation ne traversant pas le territoire, mais dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impactent

Cet ouvrage impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation).

| Nom Canalisation | DN (-) | PMS (bar) |
|-----------------------------|--------|-----------|
| SAVOIE (commune de MOIRANS) | 400 | 67,7 |

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

Canalisations en projet

Deux projets de canalisations impacteront prochainement le territoire : une canalisation DN 100 située sur le territoire et une déviation de la canalisation DN 400 située sur le territoire de la commune de MOIRANS.

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Néant.

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée aux deux ouvrages en service, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) dont la largeur de part et d'autre est précisée dans le tableau ci-dessous :

| Servitude Gauche (m) | Canalisation | Servitude (m) | Canalisation | Servitude Droite (m) |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------|
| 2 | SAVOIE DN 150 | 3 | SAVOIE DN 400 | 1 |

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi*) aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessaires pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique...Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, l'arrêté préfectoral n°38-2017-03-15-018 du 15/03/2017 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations jusqu'aux distances figurant dans le tableau suivant :

| Nom Canalisation | DN (-) | PMS (bar) | Zone SUP 1 (m) | Zone SUP 2 (m) | Zone SUP 3 (m) |
|-----------------------------|--------|-----------|----------------|----------------|----------------|
| SAVOIE | 400 | 67,7 | 145 | 5 | 5 |
| SAVOIE | 150 | 67,7 | 45 | 5 | 5 |
| SAVOIE (commune de MOIRANS) | 400 | 67,7 | 145 | 5 | 5 |

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (CERFA N° 15016*01 : *Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné ».

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n°3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

En application des dispositions de l'article R.555-30-1 du Code de l'environnement, **le maire doit informer GRTgaz de toute demande** de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans la zone SUP1.

GRTgaz conseille d'étendre cette pratique à tout projet de travaux relevant d'une simple déclaration préalable dès lors qu'il prévoit une extension de construction ou des terrassements en direction d'un ouvrage GRTgaz, afin de détecter une éventuelle incompatibilité avant l'envoi par le responsable de projet des DT-DICT imposées par le code de l'environnement (Livre V – Titre V – Chapitre IV).

Il en va de même pour les autorisations de travaux, au titre des articles R.122-22 et R.123-22 du code de la construction et de l'habitation.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.

GRTgaz ne souhaite donc pas, dans les servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.

Ainsi, il convient d'éviter la création de zones urbanisées et zones à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

FICHE DE RAPPEL DE LA REGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

Les collectivités territoriales sont un acteur clé de la prévention de l'endommagement des réseaux lors de travaux et peuvent être concernées à plusieurs titres, notamment :

- exploitant de réseaux en propre ;
- maître d'ouvrage lorsque vous avez des projets de travaux ;
- exécutant de travaux lorsque vos services techniques entreprennent eux-mêmes la réalisation de travaux.

Pour plus d'information sur cette réglementation, merci de consulter le site internet du guichet unique des réseaux : www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr

Il est également à noter que chaque mairie doit fournir un accès internet au guichet unique des réseaux, ou tenir à disposition de ses administrés qui n'auraient pas de connexion internet, une liste exhaustive et les coordonnées des exploitants d'ouvrages implantés sur son territoire (service offert par le guichet unique sur demande de la mairie).

Plus particulièrement, le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) afin de prendre connaissance des noms et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT).

Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, **lorsque le nom de GRTgaz est indiqué** en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, **les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et repéré ses ouvrages lors d'un rendez-vous sur site.**



VOS REF.

NOS REF. TER-ART-2018-38400-CAS-125628-H5L5X6

INTERLOCUTEUR Valérie MARCHETTI

TÉLÉPHONE 04 27 86 27 24

MAIL rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com

DDT de l'ISERE
17, boulevard Joseph Vallier
BP 45
38040 GRENOBLE cedex 9

A l'attention de Mr Stéphane TOURNOUD

OBJET Avis projet d'arrêt – PLU de SAINT-JEAN-DE-MOIRANS

Lyon, le 07 Juin 2018

Monsieur,

Nous accusons réception du dossier du projet de **PLU de la commune de SAINT-JEAN-DE-MOIRANS**, arrêté par délibération et transmis pour avis le 01/06/2018 par votre service.

Nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, nous n'exploitons pas d'ouvrage de transport d'électricité et qu'aucun projet de construction d'ouvrage n'est envisagé à court terme.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération très distinguée.

La Chef du Service
Concertation Environnement Tiers,

Véronique MENESTRIER

PJ : Carte
Copie : Commune de SAINT-JEAN-DE-MOIRANS

Centre développement & ingénierie
de Lyon

Service Concertation Environnement Tiers
1, rue Crépet
69007 LYON
TEL : 04.27.86.26.01



www.rte-france.com

